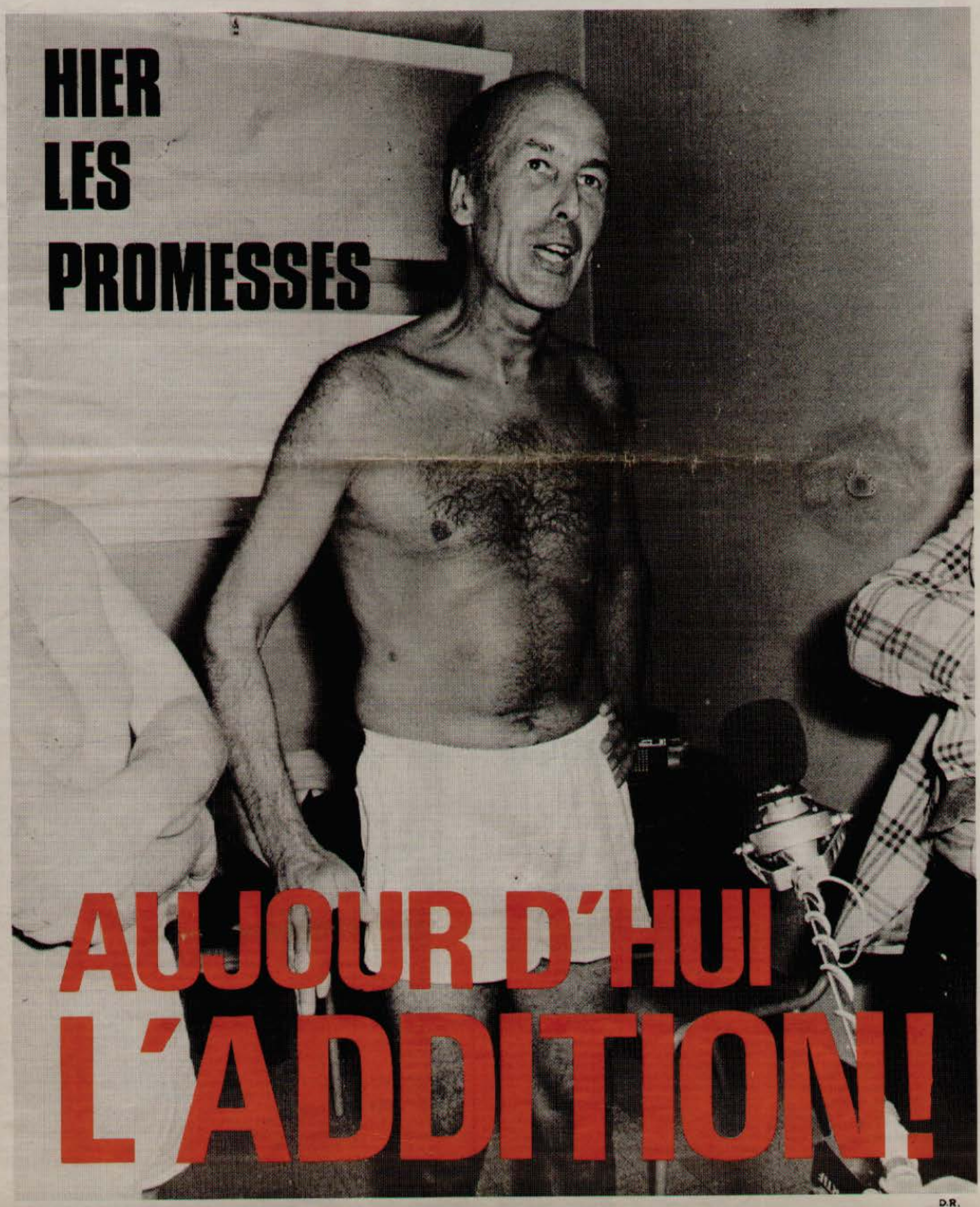
rouge

hebdomadaire d'action communiste



D.R.

VENDREDI 14 JUIN 1974 — N° 256 — 20 PAGES — 3 FRANCS

DE L'UNION DE LA GAUCHE A L'UNION DE TOUS LES FRANÇAIS

L'impression première se confirme : le président, le gouvernement, le régime n'iront pas au bout de leurs mandats.

D'un côté, Giscard fait mine de tenir ses promesses. Le complet veston, le vote à 18 ans, quelques mesures d'amnistie. Bref, la frime qui coûte pas cher. Et de l'autre : l'austérité, la ceinture, les sacrifices... sur le dos des autres.

D'un côté, on gonfle les voiles de la majorité nouvelle, on charge un ministre « d'imaginer le futur ». Et de l'autre, respectueux des rapports de forces, on cède aux conditions du vieil appareil UDR.

Une solution résolue, vigoureuse, dressée face à ce régime noué de contradictions et d'incertitudes pourrait l'emporter».

Mais à gauche, on se préoccupe davantage pour l'heure des équilibres internes.

Mitterrand, Rocard et Maire préparent le grand rassemblement socialiste qui, prolongeant le résultat des législatives et des présidentielles, consacrera définitivement l'avantage électoral du PS sur le PC.

Menacé de se retrouver, pour la première fois depuis longtemps, électoralement minoritaire dans le mouvement ouvrier, le PCF réagit par des artifices publicitaires et non par une offensive programmatique : cellules à portes ouvertes et congrès extraordinaire en octobre. Et il se résigne, comme Georges Marchais, dans son rapport au C.C. du 11 juin à tolérer le PSU et la CDFT dont la présence réduira le poids du PCF lui-même dans l'Union de la gauche : « Le programme commun n'est pas un texte sacré et il conviendra d'en revoir les dispositions conjoncturelles, le moment venu, de l'enrichir des convergences nouvelles dégagées par les partis signataires ou des idées positives soumises par les forces qui viendront prendre place dans la large union en construction ». Sans plaisir.

Quant aux perspectives : que sera le changement que nous proposons, interroge Marchais ? « La révolution ? Non. Nous proposons simplement à notre peuple une politique nouvelle, un ensemble cohérent et limité de réformes démocratiques ». Les moyens pour y parvenir : « Un mouvement majoritaire, largement majoritaire. Il s'agit d'obtenir un résultat qui ne se limite pas à franchir la barre des 50 % suffisante pour la victoire électorale, mais un succès dont l'ampleur crée une situation permettant de réaliser dans de bonnes conditions les transformations démocratiques ». On s'approche de plus en plus du grand compromis historique proposé par le PC italien à la démocratie chrétienne.

Sa version française, c'est « L'Union du peuple français », lancé comme mot d'ordre en cours de campagne électorale. Il s'agit « d'élargir au maximum l'alliance des forces politiques et sociales » qui veulent une politique novatrice. « Fixons-nous une limite à ce rassemblement, demande encore Marchais ? Non, aucune limite, à l'exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis. L'Union populaire pour nous, ce n'est pas seulement l'union des forces avancées du peuple, c'est l'union de tout le peuple français. ».

S'il s'adresse aux électeurs égarés par le centrisme ou les réformateurs, c'est en tant que tels, en tant qu'alliés possibles qu'il se tourne vers les gaullistes en invoquant « la personnalité d'envergure exceptionnelle que de Gaulle».Et il exprime une réelle déception devant le vote de confiance au gouvernement de la part des dirigeants UDR « qui n'ont pas renoncé à faire passer la défense des intérêts du grand capital avant d'autres considérations ». Pas encore, espère-t-il.

Au moment où ce régime faible lance son offensive contre les travailleurs, ce n'est pas en courant après Jobert et J.J. S.S. qu'on organise la riposte ouvrière. Pas plus qu'on ne défend résolument les intérêts des travailleurs en les appelant à collaborer dans un même rassemblement, dans une union du peuple français, avec leurs maîtres et leurs patrons. Seul un gouvernement ouvrier, un gouvernement des organisations ouvrières, sans alliance d'aucune sorte avec la bourgeoisie, pourrait résoudre la crise actuelle dans le sens des intérêts prolétariens.

Un journal ne vit pas que de politique

SOUTENEZ ROUGE SOUSCRIVEZ

Solde antérieur	153.495,59
Paris 3°, 4°	500,00
Lycéens Massy	45,00
Diffuseurs Bordeaux	700,00
Chatenay-Malabry	150,00
Epinay	20,00
Librairie Rouge	190,00
Enseignants de Nice	100,00
Diffuseurs Toulon	171,00
H.M. Paris 7°	400,00
Comité rouge Sciences et sympathisants Rennes	336,60
J.C. M. Lablachère(07)	20,00
Diffuseurs Castres, Albi	313,00
M.S. Cherbourg	100,00
Diffuseurs Le Mans	50,00
Travailleurs Santé et Sécurité sociale Etudiants, meeting central, de Dijon	180,00
Diffuseurs Carcassonne	342,00
Librairie Rouge	25,00
A.C. Paris	200,00
Diffuseurs Blois	69,00
J.P. Bouvieux	50,00
Anonyme Oise	10,00
F.C.R. 17°	1040,00
Cllecte banques 9°	175,00
Massy	730,00
A.G. de Paris	150,00
P.H. du Raincy	175,00
Diffuseurs Gennevilliers	650,00
Diffuseur Gennevilliers	5,00
C.R. Aulnay	80,00
Un militant CGT de Coulomiers	30,00
C.R. Bondy	140,00
Diffuseurs de Cachan	350,00
Diffuseurs Vernon	32,00
Diffuseurs Le Mans	100,00
Total	161.424,19

IMPRECOR

En raison des difficultés de transfert de fond entre la France et la Belgique (impossibilité d'encaisser en Belgique des chèques émis en France) tous les paiements d'IMPRECOR sont à faire par chèque à l'ordre de PASCAL Henri et à adresser à l'ordre de :

PASCAL Henri (IMPRECOR)
10 Impasse Guéménée
Paris 4e

Mais l'envoi et les commandes d'IMPRECOR continuent à se faire à partir de la Belgique donc adresser directement les commandes à :

IMPRECOR
12 rue de la Buanderie
Bruxelles 1 000
Belgique

Sommaire du n° 1 (6juin)

— Pierre Rousset et Charles Michaloux : la situation en France
— Secrétariat Unifié : résolution sur le Portugal
— John Ross : la crise en Grande-Bretagne
— Allen Myers : Watergate

IV INTERNATIONALE

— Le numéro spécial Documents du Xé Congrès Mondial ne paraîtra que courant juillet.
— Le n° 15 (juin) sera disponible le vendredi 21 juin.

Au sommaire :

— Editorial : bilan des élections en France
— Portugal : document de la LCI (organisation sympathisante de la IV)
— Chili : document de la Ligue Communiste du Chili (organisation sympathisante de la V)
— Crise de l'Environnement ou crise du capitalisme.
— Livres : la lutte des classes en URSS de Bettlheim.

Le numéro double 17/18 paraîtra le 15 juillet.

Attention cadeau Rouge :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Je souscris un abonnement d'un an (12n N°) à Quatrième Internationale et désire recevoir gratuitement le classique Rouge : Léon Trotsky, « La question juive » ou le cahier « marx ou crève » : « Le centrisme ». Ci-joint 50 F.

LIBRAIRIE : Parutions récentes :
— Poche Rouge n° 10, Ernest Mandel. « Du fascisme » 90 pages, 6 F.

OUVERTURE D'UNE LIBRAIRIE

« Le 15 juin à Perpignan, nous ouvrirons une librairie militante dans le cadre d'une association pour l'édition et la diffusion du livre et du matériel audio-visuel catalan. Nous n'avons aucun but commercial. Nous voulons fournir des éléments de travail, de réflexion et de lutte aux Catalans et aux gens de passage. Nous diffuserons à la fois des ouvrages théoriques, des expériences de luttes, des publications de ceux qui n'ont pas droit à la parole :

— minorités nationales,
— mouvements de gauche et d'extrême-gauche,
— mouvements femmes, écologiques

Nous pratiquerons les prix les plus bas possibles pour mettre à la portée de tous ce que nous vendrons. Si cette librairie marche, l'argent supplémentaire servira à financer l'association.

Nous pensons que ces objectifs peuvent vous intéresser et nous vous proposons de nous faire parvenir vos éventuelles publications. Nous espérons que les habitants de Catalogne du nord et tous ceux qui viendront nous aideront par leur visite en nous donnant leurs opinions et leurs critiques. Tous ceux qui se sentiront concernés sont invités à prendre en charge avec nous l'animation de cette librairie qui doit devenir un lieu de diffusion et de discussion.

Association pour l'édition et la diffusion du livre et du matériel audio-visuel catalan.
Librairie AS DE BASTOS, 4 rue St Mathieu, Perpignan, 66.000

L'UDR ENTRE CHIRAC ET JOBERT

La nouvelle majorité ? Laquelle ? Nous avions déjà dit qu'elle n'allait pas jusqu'à ce jour au-delà d'une fragile coalition présidentielle.

Le limogeage de Servan-Schreiber et la désignation des secrétaires d'Etat viennent le confirmer.

● Lorsque J.J.S.S. est enfin arrivé à la soupe, elle était déjà froide. Irresponsable ? Tête folle ? Homme à principes ? Il y a certainement beaucoup de fantaisie personnelle dans le comportement de Servan-Schreiber. Mais sa chute, après une ascension aussi laborieuse, ne peut être réduite au coup de tête et à la simple anecdote.

LIQUIDER L'HERITAGE DE L'U.D.R. ?

La querelle atomique était évitable, dans la mesure où Giscard avait promis que ces essais à l'air libre seraient les derniers.

Il ne s'agit donc que d'un prétexte. Plus libre de ses paroles, Servan-Schreiber a déclaré dans sa conférence de presse après son éviction : **« L'héritage de l'UDR est à liquider. Il faut le broyer. Il n'y a rien à garder. Si le nouveau Président de la République et le nouveau Premier ministre prennent conscience du caractère fallacieux du chantage de l'UDR à la dissolution de l'Assemblée, ils se donneront les chances de réussir ».** L'anicroche Giroud est à classer dans la même rubrique. Servan-Schreiber voudrait accélérer le cassage de l'UDR et la mise en forme de la nouvelle majorité.

Pour Giscard, cette nouvelle majorité demeure un slogan électoral et une perspective encore confuse. Dans l'immédiat, il faut composer avec l'U.D.R. pour assurer la transition. Lors de la réunion du Comité central de l'UDR, le week-end dernier, Peyrefitte s'est d'ailleurs fait menaçant à ce propos : **« Souhaitons que ceux qui ont accepté d'être membres du gouvernement ne soient pas des otages isolés et impuissants mais puissent militer au sein des conseils du gouvernement pour veiller à nos idéaux communs. Ils sont nécessaires pour équilibrer les forces formidables qui vont peser en sens contraire. Ne soyons pas terrorisés par la perspective d'une dissolution. Elle serait beaucoup plus redoutable pour le président de la République que pour nous-mêmes. Nous y perdrions quelque chose, il y perdrait tout. Alors pourquoi voulez-vous qu'il se suicide. N'oublions pas que certains de nos partenaires ne sont pas des sentimentaux et qu'ils connaissent le froid langage des rapports de force ».**

TOTO DE RETOUR

D'ores et déjà, Giscard ne doit plus guère avoir d'illusions sur la possibilité de récupérer l'U.D.R. en tant que telle. En gagnant du temps, en acceptant les compromis, il vise à éviter une rupture défavorable et à rallier le maximum de godillots autour du panache de Chirac. La nomination de Tomasini, pourtant compromis dans l'affaire des fichiers de l'ORTF, mais ex-secrétaire général de l'U.D.R., au poste de secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, participe de la même opération.

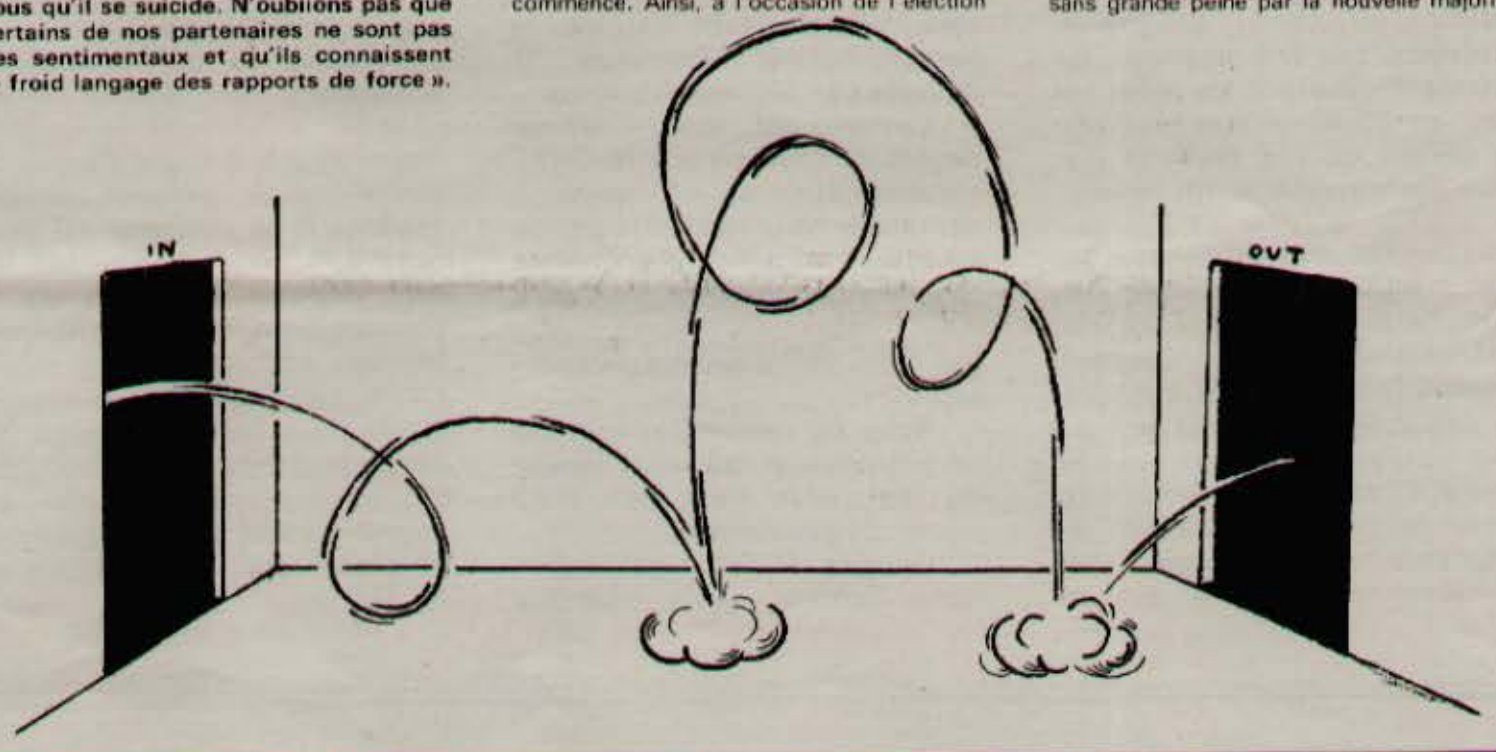
Pourtant, les escarmouches ont déjà commencé. Ainsi, à l'occasion de l'élection du président du conseil de Paris. Le Républicain indépendant Dominati, élu l'an passé, voulait solliciter le renouvellement de son mandat, contrairement à l'usage. Mais avant la mort de Pompidou, Dominati avait par deux fois joint les 5 voix R.I. aux 12 des réformateurs et aux 30 de la gauche contre les 42 U.D.R., qui ne le lui ont pas pardonné. Résultat : au Conseil de Paris, la nouvelle majorité a volé en éclats. Face au candidat de la gauche, il y aura contre Dominati, un candidat du groupe Paris-majorité (U.D.R.-C.D.P.I., Yves Milhaud.

L'ESQUISSE DE L'ESQUISSE

De son côté, Michel Jobert semble bien convaincu de l'inéluctable dépérissement ou reclassement de l'U.D.R., même s'il avance prudemment son projet **« d'esquisse de l'esquisse d'un mouvement »** de centre-gauche. Il en a énoncé clairement les axes politiques : anti-atlantisme (avec une attaque ouverte contre H. Schmidt, hôte récent de Giscard) et participation. Il est à remarquer que dans son intervention écoutée devant le C.C. de l'U.D.R., André Fanton ait mis Jobert en vedette : **« Michel Jobert est populaire. S'il n'est pas jeune par l'âge, c'est cependant un homme neuf ».** Or, la nouveauté fut bien le thème désespérément ressassé, par Chaban, Guichard, Sanguinetti, Comiti, dans cette réunion de grognards condamnés du gaullisme.

Ralliement organique à la nouvelle majorié ou reconstitution d'un mouvement charnière de centre-gauche, capable de disputer à l'Union de la gauche un électorat populaire, et de se remettre en selle : telle est bien l'alternative qui s'ouvre devant l'UDR. A la longue, après un temps de réflexion sur les leçons de la défaite, il faudra bien choisir.

Giscard peut au mieux chercher à repousser l'heure de ce choix et à mordre sur la ligne de partage. C'est ce que J.J. S.S. n'a pas compris. Il a été sacrifié, sans grande peine par la nouvelle majorité.



AMNISTIE EN TROMPE L'OEIL

■ Les lois d'amnistie ont le grand avantage de révéler sur quelles forces sociales la bourgeoisie s'appuie et de quels mouvements de masse elle doit tenir compte.

Il n'est pas indifférent de noter par exemple que la loi d'amnistie de 1959, votée après l'élection présidentielle du général de Gaulle, prévoyait l'amnistie de toutes les infractions commises en territoire vietnamien, tunisien ou marocain ; ou encore que la loi d'amnistie de 1969, votée après l'arrivée à l'Elysée de Pompidou, faisait bénéficier de ses dispositions ceux qui s'étaient rendus coupables, d'un certain nombre d'infractions « en relation avec les événements politiques et sociaux survenus en 1968 ».

C'est dans cette optique qu'il convient d'analyser le projet de loi d'amnistie, dont la presse a révélé la teneur, étant entendu que cette analyse est tributaire de ce qui est paru incomplètement dans la presse.

Première constatation, et n'en déplaise à certains commentateurs autorisés, la loi d'amnistie du dernier en date des avatars de la Vème République, n'innove pas beaucoup.

D'une loi l'autre, les « barèmes » sont les mêmes : « sont amnistiées, les infractions punies d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 3 mois **sans sursis** » ou d'un an **avec sursis.** C'étaient les mêmes « fourchettes » en 1959 et 1969.

Les formules vagues, déjà présentes dans la loi de 1969, sont reprises, sans être apparemment plus explicitées : « sont amnistiés... les délits commis à l'occasion de conflits relatifs à des problèmes agricoles... les infractions en relation avec des incidents d'ordre politique ou social... les délits commis à l'occasion de réunions sur la voie publique, dans les établissements scolaires ou universitaires », etc. Rappelons, pour illustrer le vague de ces formules, que le bénéfice de l'amnistie avait été refusé aux camarades de la G.P. (1) qui étaient venus à Flins en juin 1969 manifester pour l'anniversaire de la mort de Gilles Tautin : il avait été considéré qu'il ne s'agissait pas d'une infraction relative à un conflit du travail (puisque les camarades de la G.P. étaient extérieurs à l'usine de Flins), ni d'un délit commis à l'occasion d'une manifestation publique, puisque la manifestation, ayant eu lieu à l'intérieur de l'usine (propriété privée) n'avait pas le caractère « publique » exigé par la loi !

C'est dire tout l'arbitraire que peuvent permettre de telles formules.

Par contre, la démagogie, la « poudre aux yeux » ne sont pas absentes du projet de loi.

Démagogie que **d'exclure** du bénéfice de l'amnistie les infractions à la législation du travail, lorsqu'on sait que les sanctions de telles infractions (patronales évidemment) se résument à de petites peines d'amende.

Démagogie encore que de prévoir l'amnistie des délits réprimés par la loi du 10 janvier 1936 sur les milices armées. Car ceci ne signifie nullement que seraient effacées les dissolutions des quinze mouvements d'extrême gauche ! Seules les poursuites pour **reconstitution de ligue dissoute** sont arrêtées : ce qui ne prête pas à conséquence puisque préalablement au 27 mai 74, personne n'a parlé de telles poursuites. Mais qu'en sera-t-il après cette date ?

Néanmoins, le projet de loi n'est certes pas neutre par ce qu'il révèle : l'extension de l'amnistie à un grand nombre d'infractions militaires ou liées au service national (plutôt plus étendu que dans les précédentes lois), montre que la bourgeoisie doit tenir compte du grand mouvement de contestation de l'armée.

La référence aux « conflits commerciaux » montre aussi que le grand capital n'est pas indifférent aux convulsions de la petite bourgeoisie arriérée. Mais c'est bien évidemment un calcul politique à terme, puisqu'on n'ignore pas à quoi peuvent servir ces couches en voie de prolétarisation dans une situation d'affrontement avec le mouvement ouvrier.

C'est dans le même dessein politique que le projet de loi s'attache à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie : il fallait bien que le service d'ordre de l'ancien candidat à la République y trouve son compte !

En définitive, personne ne doit être abusé par les mesures prévues : si la loi tient compte du grand mouvement de contestation de l'Armée, n'oublions pas que les policiers matraqueurs, les anciens OAS et autres nervis seront amnistiés.

Cela s'appelle, sans doute, « l'ouverture ».

(1) Gauche prolétarienne

CONCILIER L'INCONCILIABLE

Comme la plupart des bourgeoisies européennes — à l'exception de l'Allemagne — la bourgeoisie française est confrontée à un problème particulièrement sérieux : le déficit de son commerce extérieur. Les importations de pétrole creuseront en effet un trou de 30-40 milliards. C'est ce déficit qu'elle cherche par tous les moyens à financer :

1) — en s'entendant avec les autres bourgeoisies européennes. C'est le sens des entretiens de Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt, et des discussions qui ont eu lieu entre les neuf à Luxembourg. Elles ont débouché tout récemment sur l'accord de Washington autorisant les banques centrales à évaluer leur or à un prix voisin du marché libre. Cette mesure est une aide considérable pour l'Italie, la France et la Grande-Bretagne.

2) — en prenant des mesures qui visent à freiner la consommation intérieure et développer les exportations.

Cette politique définie depuis longtemps par le CNPF servent ni plus ni moins à demander aux travailleurs de se serrer la ceinture en même temps qu'on aide les plus gros des trusts capitalistes, ceux qui sont tournés vers l'exportation.

Pour un gouvernement élu de justesse et qui doit lâcher du lest, elle n'est pas sans poser de problèmes.

Comme l'écrit sans malice René Tendron dans « La Vie Française », s'il veut « financer ses promesses électorales » et « financer l'austérité », Giscard aura fort à faire : « Le Président de la République devra concilier l'inconciliable ; augmenter le pouvoir d'achat et freiner la consommation. Autrement dit, donner d'une main, reprendre de l'autre. Il devra même prendre davantage qu'il ne donnera s'il veut tenir son nouveau pari sur les prix, réduire le déficit de la balance commerciale, augmenter les capacités de production ». Les premières semaines du régime sont à l'image de cette exigence contradictoire : le gouvernement parle en même temps de changement et d'austérité, de sacrifice et de justice.

LE SIXIEME PLAN ANTI-INFLATION EN DIX-HUIT MOIS

Dans le duel qui l'opposa à Chaban avant le premier tour des élections, Giscard d'Estaing avait défendu à mots couverts, mais avec beaucoup de cynisme, une politique fataliste en matière d'inflation : on laisse filer les prix ; on prend quelques mesures pour amuser la galerie (comme la baisse de la TVA de mars 73 qui réduisit pour **un mois** l'indice des prix au tax zéro !!) ; on attend. De toute façon, les causes de l'inflation sont extérieures...

Après son élection, le ton a un peu changé. D'abord parce que l'accélération de l'inflation atteint des chiffres record : 1,6 % en avril selon l'indice gouvernemental ; et pour le mois de mai, l'indice CGT annonce déjà 1,8 %. A ce rythme, on crèverait le plafond des 20 % par an ! Ensuite parce que les concessions sur l'or faites par l'Allemagne ne l'ont pas été sans contrepartie : mettez de l'ordre dans vos affaires si vous voulez être aidés...

Le gouvernement s'est donc senti obligé d'annoncer des mesures. A la lecture de ce catalogue annoncé après un « suspens » théâtral, on peut d'emblée tirer une conclusion : ce nouveau plan anti-hausse ne sera guère plus efficace que les précédents.

Giscard s'est refusé à mener une politique brutale de déflation, avec un blocage des salaires et un simulâcre de blocage des prix, et cela pour plusieurs raisons : une telle politique n'est pas forcément efficace ; elle revient à déclancher un mois après son élection, une épreuve de force avec le mouvement ouvrier, dont il n'a pas les moyens ; elle risque de « casser l'expansion » qui se maintient en France encore aujourd'hui.

Ce qu'il nous propose donc aujourd'hui, c'est un échantillonnage de mesures d'austérité. Beaucoup d'entre elles frappent directement la classe ouvrière, même si elles sont enrobées dans une sauce égalitaire destinée à donner l'illusion que cette fois-ci « les gros vont payer ».

UNE FISCALITE PLUS JUSTE ?!

1 200 000 contribuables (les revenus les plus élevés) paieront plus d'impôts. L'impôt sur les revenus des sociétés sera majoré de 18 % cette année.

Cette majoration exceptionnelle, partiellement remboursable, a été célébrée par les journalistes les plus serviles comme une politique « de gauche ».

A y regarder de plus près, ce lyrisme paraît largement frelaté :

— les impôts des plus pauvres n'augmenteront pas, nous dit-on. Mais si les salaires augmentent en s'essoufflant à suivre les prix, combien de travailleurs passeront dans la tranche d'imposition supérieure ?!

— le gouvernement fait mine de s'en prendre aux hauts revenus. Mais il omet de signaler que la fraude fiscale des industriels est devenue elle-aussi une industrie. D'après le Conseil des Impôts et la Direction Générale des Impôts, le taux de dissimulation des revenus déclarés est de 3 % pour les salariés (pourboires, travail noir), de 56 % pour les industriels. Ces chiffres officiels montrent bien les dessous de la justice giscardienne !

— Sans compter qu'en braquant les yeux du public sur les impôts directs, il passe sous silence le véritable scandale : celui de la fiscalité indirecte qui représente 60 % des rentrées fiscales, la forme d'impôt la plus injuste qui soit, car elle pompe la même somme chez tous, gros ou petit : cette année, chaque Français, qu'il s'appelle Dassault ou qu'il travaille comme OS dans la métallurgie, paiera 2800 F à l'Etat sous la forme de taxe à la consommation. Pour apprécier ce plan, il faut aussi le juger sur ses silences. L'absence de toute mesure visant à supprimer, voire même à réduire la TVA est particulièrement parlante.

— Un dernier détail : à propos de l'impôt sur les sociétés, Giscard excelle dans les mesures à double sens. Aux yeux des grandes masses, celle-ci signifie : vous voyez, nous faisons payer les capitalistes. Aux patrons des grandes entreprises, elle équivaut à un rappel à l'ordre : nous vous avions déjà demandé de freiner les augmentations de salaires ; vous avez continué à faire des concessions déraisonnables. Eh bien, si vous voulez investir, commencez donc à visser les revenus de vos salariés.

ENCOURAGER L'EPARGNE ? UNE DERISION

Beaucoup de travailleurs essaient de mettre un peu d'argent de côté pour payer les impôts, préparer les vacances, ou prévoir un gros achat comme un meuble ou une voiture. Quand ils le déposent sur un livret de caisse d'épargne, les prospectus qu'on leur distribue leur disent même que leur argent leur rapporte des intérêts.

En réalité, avec le taux d'inflation actuel, c'est exactement le contraire qui se passe : quand on sait qu'au rythme actuel, le billet de cent francs perd l'équivalent de quatre centimes par jour, et que le taux d'intérêt est des plus modestes, il est clair que ces dépôts, loin d'augmenter **perdent de leur valeur.**

Le plan Giscard a décidé de relever le taux d'intérêt de... 0,50 %, et de rétablir une « prime de fidélité » de 1,50 %. Cela porterait donc le taux d'intérêt de 6 à 8 % par an. Quand on sait qu'en 74, les prix monteront de 18 à 20 %, le cadeau est royal. Il revient à dire : vous perdrez désormais non plus 12 %, mais 10 % (18 % - 8) !

CREDIT : LA NAVIGATION A VUE

« **Nous maintenons un encadrement du crédit très strict pour la fin du mois de juillet** », a déclaré Fourcade. Affirmation à l'image d'une politique : l'encadrement du crédit n'a jamais été strict, d'autant plus que la grève des banques a interdit toute possibilité de contrôle dans ce domaine jusqu'à tout récemment. Cette décision pour un mois est d'ailleurs justifiée avec brio : « **Nous prolongeons pour juillet, et nous prendrons des dispositions nouvelles pour août et pour septembre, dans la mesure où nous y verrons plus clair...** ».

Mais passons : là n'est pas l'essentiel.

LOYERS: LES PRIX ONT LE DROIT DE S'ENVOLER

Dans l'énumérationde Fourcade, c'est le point 14, qualifié de « **point difficile** ». Effectivement, la décision prise est celle de ne pas renouveler le blocage des loyers qui expirait en juillet (« **l'économie française a trop, à l'heure actuelle, de dispositifs de blocage, pour en créer un nouveau** » !!!. Cela signifie en clair que les propriétaires ont le feu vert pour faire repartir de plus belle les prix des loyers déjà exorbitants.

L'ESSENCE : PLUS 5 CENTIMES... POUR COMMENCER

En matière de pétrole, le gouvernement avait ménagé ses effets. Après avoir fait courir, il y a quelques jours, les bruits les plus alarmistes dans la presse, Fourcade déclare avec emphase que l'augmentation de 5 centimes seulement est « **un peu contraire aux informations diffusées ces jours derniers** ».

En réalité, cette mesure (et les limitations quantitatives qui l'accompagnent) n'aura vraisemblablement qu'un effet très limité sur les quantités de pétrole consommées. Elle traduit deux choses : d'abord que le lobby des patrons de l'automobile, inquiets pour leur avenir, est puissant. Ensuite que le gouvernement table sur une stabilisation relative des prix du pétrole à l'importation en liaison avec la baisse des matières premières.

Mais, dans cette mesure, ce qu'il faut voir c'est sa philosophie : il s'agit en réalité d'une **première étape** vers une série de hausses graduées : « **Nous allons vers une économie qui sera marquée par des augmentations du prix de l'énergie** ». Et l'homme ajoute aussitôt dans son langage fleuri de technocrate qu'il a voulu « **réapprendre aux agents économiques français, l'utilisation de taux d'augmentation faibles** » !...

Et il n'est naturellement pas question de toucher en quoi que ce soit aux superprofits des sociétés pétrolières qui ont réalisé cette année des bénéfices gigantesques.

« LA NECESSITE DE L'EFFORT »

Ce programme, Giscard l'a présenté en faisant un solennel appel à l'austérité nationale : « **il ne faut pas dissimuler la nécessité de l'effort** ». Et il en a appelé à la participation de tous pour conduire avec lui la lutte contre la hausse des prix.

En réalité, les mesures avancées ne freineront pas notablement la course folle des prix. Elle pourrait d'ailleurs bien en annoncer d'autres encore plus salées pour la rentrée. Leur inefficacité, le jargon social dont les hommes du pouvoir se sentent obligés de l'accompagner montrent bien les difficultés de ce gouvernement contraint à la fois de lâcher du lest et de serrer la vis.

Elles confirment que la classe ouvrière aura encore à mener une lutte prioritaire pour la défense de son pouvoir d'achat. D'autant plus que le freinage de la consommation populaire est bien le but avoué du régime, et que des variantes de polices des salaires semblent bien aujourd'hui à l'étude.

LI ARUN

QUESTIONS SUR L'ECHELLE MOBILE

Dans les commissions de la conférence des Groupes « Taupe Rouge », de nombreux problèmes revendicatifs ont été débattus. Suite à ces débats, il paraît utile de préciser les positions de Rouge sur certaines questions comme les horaires variables, la grille unique, l'échelle mobile, et/ou les augmentations égales pour tous. Nous abordons aujourd'hui ce dernier problème.

QU'EST-CE QUE L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ?

Cette revendication vise essentiellement à combattre les méfaits de l'inflation sur le pouvoir d'achat des salariés. Son principe est simple : il s'agit d'assurer le rattrapage automatique du niveau des prix par le niveau des salaires.

En avril 74, les prix ont augmenté de 1,9 %. C'est-à-dire qu'il faut en moyenne 1,9 % d'argent en plus pour se procurer les mêmes objets que fin mars. Automatiquement, l'échelle mobile assurerait une augmentation de 1,9 % de tous les salaires.

Ainsi, l'ouvrier qui, fin mars, touchait 5001200 F toucherait fin avril 1200 F auxquels s'ajouteraient : 1200 F multipliés par 91,9 divisés par 100 soit 1222,80 F.

Le cadre, qui, fin mars, touchait 5000 F, toucherait fin avril : 5000 F auxquels s'ajouteraient : 5000 multipliés par 1,9, divisé par 100 soit 5095 F.

Un tel ajustement automatique des salaires est interdit par la loi depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir... Face aux luttes des salariés, et parfois dans le cadre de « contrats de progrès », conventions salariales ou accords d'entreprise, de nombreuses entreprises ont dû néanmoins accorder dans la dernière période des simulacres d'échelle mobile. S'il est vrai que ces accords, quelle qu'en soit la forme, aboutissent à un rattrapage au moins partiel des prix par les salaires, leur fonction pour le patronat est en même temps de stopper toute autre revendication salariale. C'est pourquoi nous dénonçons ces contrats et la collaboration syndicale qu'ils impliquent, alors même qu'ils ne réalisent que très approximativement la garantie du pouvoir d'achat.

■ Avec ton exemple, on voit bien que l'échelle mobile favorise les cadres et augmente la hiérarchie : le salaire du cadre augmentera de 95 F alors que celui de l'ouvrier n'augmente que de 22,80 par mois !

Et bien non ! Les 5095 F du cadre fin avril ne valent guère plus que les 1222,80 F de l'ouvrier lui permettent tout juste d'acheter les mêmes objets qu'avec 1200 F un mois plus tôt.

La réalité est que l'inflation fait baisser la valeur de chaque franc. Ces salaires, exprimés en francs, semblent augmentés, mais si on les exprimait en biens ou services consommés par le salarié — cadre ou ouvrier — ils seraient tout juste maintenus au même niveau.

On retrouve là le but de l'échelle mobile : maintenir le pouvoir d'achat de chacun au niveau où il est. Par suite, l'échelle mobile ne modifie pas la hiérarchie des salaires. Elle la maintient stationnaire. Pour s'en convaincre, il suffit de vérifier que le rapport entre les salaires du cadre et de l'ouvrier est le même fin avril que fin mars : 4,17.

■ L'échelle mobile maintient alors la hiérarchie ; les révolutionnaires ne doivent-ils pas la combattre à toute occasion ?

Certes, les révolutionnaires sont pour combattre la hiérarchie des salaires, instrument de division du patronat. Mais doit-on les combattre en diminuant le pouvoir d'achat des cadres ?

Le problème n'est pas d'écraser la hiérarchie vers le bas mais vers le haut en relevant considérablement le pouvoir d'achat des petites et moyennes catégories. Et cela, l'échelle mobile ne peut le réaliser : à elle seule, elle ne règle pas tous les problèmes de salaires, il s'en faut de beaucoup. D'autres revendications sont tout autant urgentes : les 1500 F minimum, les 200 F pour tous.

Refuser l'application de l'échelle mobile aux cadres reviendrait par ailleurs à renforcer la soumission aux patrons des hauts salaires et limiterait d'autant l'unité possible dans la lutte de tous les salariés. D'une façon générale, s'il est clair que les syndicats ne doivent pas fonder leur ligne d'action sur la défense des privilèges des favorisés, elles n'ont pas non plus intérêt à exclure ceux-ci du combat contre le patronat. Le maintien du pouvoir d'achat des cadres n'est pas incompatible avec le relèvement du pouvoir d'achat des petites catégories, surtout si l'on arrive à entraîner tout le monde dans la lutte.

Ou alors derrière le refus de maintenir le pouvoir d'achat des cadres se profile une idée tout-à-fait douteuse et qui frise la collaboration déclarée : celle de vouloir répartir globalement entre les salariés ce que le patron veut bien dépenser globalement pour les salariés — c'est le fameux partage de la masse salariale.

■ Mais enfin, l'échelle mobile revient à une augmentation en pourcentage alors que Rouge se prononce pour des augmentations égales pour tous !

Tout-à-fait juste ! Nous pensons même que les deux revendications, échelle mobile et augmentations égales pour tous ne sont pas contradictoires mais complémentaires.

Nous sommes favorables à la revendication d'augmentation égale pour tous parce qu'autour d'une revendication unique, l'unité du personnel peut se forger, surtout si l'objectif — 200 F pour tous ou 300 F — est ressenti comme vraiment mobilisateur par l'écrasante majorité du personnel.

Alors, autour d'une telle revendication, peut se construire un rapport de forces qui contraint le patron à céder.

Mais admettons que le patronat ait lâché le morceau. Que signifieraient ces 200 ou 300 F d'augmentation générale des salaires si quelques mois après l'inflation a complètement absorbé le supplément de pouvoir d'achat arraché dans la lutte ?

Au rythme actuel de l'inflation, un salaire de 1000 F mensuels perd en un an près de 200 F de pouvoir d'achat. (et un salaire de 2 000 F perd... 400 F etc...) Or il n'est généralement pas possible de mener à 6 mois d'intervalle deux grèves importantes sur les salaires... L'échelle mobile apparaît alors comme le seul moyen de garantir nos acquis en matière de salaires. C'est pourquoi nous ne dissocions pas les deux revendications : 200 F (par exemple) pour augmenter tout de suite notre pouvoir d'achat actuel ! L'échelle mobile des salaires pour garantir ce nouveau pouvoir d'achat !

■ Certains militants de la CFDT disent que l'échelle mobile ça démobilise les travailleurs. Qu'en pense Rouge ?

Et les congés payés ça démobilise les travailleurs ? Ça ne démobilise que ceux qui pensent qu'il ne serait pas « raisonnable » d'exiger davantage.

Soyons clairs : nous l'avons déjà dit : l'échelle mobile ne résoud pas tous les problèmes des salaires. Elle évite simplement que le patronat utilise l'inflation comme instrument supplémentaire d'exploitation des salariés. Elle ne dispense nullement de mener la bataille pour le relèvement du pouvoir d'achat, en particulier des petites et moyennes catégories.

A ces militants de la CFDT, il faut répondre que soit ils sont partisans d'une espèce de politique du pire — qui n'a jamais porté ses fruits — soit qu'ils envisagent l'échelle mobile comme certains syndicats.

Ou bien il s'agit là d'une variante de la politique du pire — qui n'a jamais porté ses fruits ou bien ces camarades envisagent l'échelle mobile comme quelque chose qui lie les mains des militants syndicaux, à la façon des « contrats de progrès » qu'ont signé certains syndicats CGT et CFDT.

■ Somme toute, la position de Rouge n'est pas très différente de celle du PC aujourd'hui. Très souvent, les militants du PC proposent maintenant un certain pourcentage dit « rattrapage du pouvoir d'achat » et quelques points d'indice dits « relèvement du pouvoir d'achat ». Aussi dans la fonction Publique, l'UGFF vient d'accepter 1,75 % et 5 points d'indice...

La différence est pourtant claire : elle est aussi grande qu'entre 1,75 % le 1er juin et l'échelle mobile tout le temps, ou entre 5 points (à peu près 35 F) pour tous et 40 POINTS (282 F) pour tous. Et entre les deux termes la différence n'est pas seulement quantitative.

Les premiers se négocient autour du tapis vert et tout au plus s'appuient sur des journées d'action sans lendemain.

Les seconds exigent une mobilisation massive des travailleurs. Cette mobilisation est d'ailleurs précisément rendue possible par l'ampleur même des objectifs — quand ils correspondent à la combativité des travailleurs.

Le vrai problème est là. Nous pensons que la combativité des travailleurs est aujourd'hui telle — dans de très nombreux secteurs — qu'il est possible et nécessaire de mettre en avant des objectifs très élevés, comme une augmentation générale de 200 F pour tous, par exemple. C'est précisément parce que ces objectifs correspondent à la combativité qu'ils deviennent mobilisateurs. Et alors il y a moyen de construire le rapport de forces nécessaire pour battre le patronat.

Au contraire, les objectifs des bureaucrates, les quelques % et les quelques points d'indice, démobilisent en réalité. Ils peuvent alors aller « négocier » sans rapport de forces et ramener de piteuses « victoires » comme les 1,75 % et 5 points de la Fonction Publique. Quand le patronat ne leur crache pas à la gueule, purement et simplement.

Cela ne veut pas dire qu'il serait facile d'obtenir gain de cause sur des objectifs élevés. Aucune lutte n'est « facile » ni gagnée d'avance. Nous disons seulement qu'aujourd'hui nombre de travailleurs sont prêts à se battre et que ce qui permettra de faire le plus mal au patronat est d'orienter cette combativité vers des objectifs élevés.

En ce qui concerne l'échelle mobile, en particulier, c'est une loi gaulliste qu'il faut battre en brèche. Sans sous-estimer les victoires locales qui peuvent être obtenues, seul un rapport de forces national pourra contraindre le patronat dans son ensemble à abandonner une de ses sources de profit, l'inflation.

■ N'y a-t-il pas moyen de concilier élévation du pouvoir d'achat et maintien du pouvoir d'achat en revendiquant une échelle mobile « égale pour tous » ?

La formule est séduisante mais en général pas très réaliste. Il est bien entendu qu'une telle formule ne doit pas recouvrir un partage égal pour tous d'une augmentation de la masse salariale proportionnelle aux prix (c'est pourtant la position de la Fédération CFDT de l'Eclairage !). En effet, une telle formule entérinerait la diminution systématique du pouvoir d'achat de tout salaire au-dessus de la moyenne des salaires de l'entreprise.

Pour que cette formule entraîne l'adhésion de la majorité des salariés, il faut qu'elle garantisse le pouvoir d'achat de tous les salariés qui gagnent jusque vers 3000 F par mois (par exemple).

Ainsi, une hausse des prix de 5 % entraînerait une augmentation de 3000 F multipliés par 5, divisés par 100 soit 150 F par mois pour tous. Cela voudrait dire qu'à chaque fois qu'un ouvrier à 1200 F par mois perdrait quelques 60 F de pouvoir d'achat, le patron lui verserait 150 F. Ou encore qu'au rythme actuel de l'inflation (20 %), le salaire de l'ouvrier passerait en un an de 1200 à 1800 F par mois !

Cette revendication sera donc en général ressentie comme utopique : de fait les petites catégories verraient contradictoirement leur pouvoir d'achat croître avec l'inflation !

Toutefois, dans les entreprises où la gamme des salaires est peu étendue, cette revendication est alors parfaitement envisageable et mobilisatrice mais ne résoudra pas plus que l'échelle mobile le problème du relèvement du pouvoir d'achat.

■ Dans le programme d'action de Rouge, on dit qu'il ne faut pas séparer les trois termes (1500 F minimum, 200 F pour tous, échelle mobile) dans la bataille actuelle pour les salaires. Mais concrètement, quand il y a possibilité de lutte, sur quoi faut-il mettre l'accent ?

Il n'existe guère de « trucs » ou de recettes toutes prêtes. C'est d'abord aux travailleurs eux-mêmes de formuler leurs revendications. Nous intervenons en faveur de la revendication qui nous semble la plus apte à mobiliser unitairement le personnel. Là où existe déjà un système qui assure un certain ajustement des salaires sur les prix, nous insistons sur l'augmentation égale pour tous. Là où aucun système n'existe, nous ne pouvons pas — dans la période de forte inflation actuelle — relativiser la revendication d'échelle mobile. Dans tous les cas, nous défendons totalement les revendications adoptées par l'assemblée des grévistes.

POHER PARTOUT ?

M. de Tinguy du Pouët était Président de l'Association des Maires de France. Il était fatigué et voulait regagner ses pénates. D'où un problème de remplacement, la nouvelle majorité et l'Union de la Gauche étant pratiquement à égalité dans cette association. La situation tournait à l'impasse. Après une semaine de sollicitations, ce « bon monsieur Poher » qui fait l'unanimité a consenti à accepter cette nouvelle charge malgré ses fonctions déjà très prenantes.

Comme le Conseil de Paris déchiré a du mal à trouver un président, ira-t-on à nouveau chercher Poher ?

Poher partout, c'est le symbole de l'équilibre instable des forces à l'issue des présidentielles.

hors des usines la c.f.t.!

Le 8 juin 1974, le premier ministre Chirac annonçait qu'il recevrait les centrales syndicales avant le 19 juin, à l'exception de la Confédération Française du Travail (CFT) : **«Sans avoir d'opinion particulière sur cette organisation, il entend, comme son prédécesseur, respecter la loi sur la reconnaissance officielle des syndicats et jusqu'à présent la CFT ne figure pas sur la liste des centrales reconnues représentatives »**, expliqua le ministre du Travail Durafour.

C'est faux ! Chirac et Giscard d'Estaing ont une opinion tout à fait arrêtée sur la CFT : celle-ci était présente et s'est faite acclamer au meeting de la « nouvelle majorité », le 16 mai 74, à la Porte de Versailles. Trois jours avant le deuxième tour des élections. Et cela fait de longues années que les hommes de la majorité témoignent une sollicitude certaine à l'égard de cette organisation.

Malheureusement pour le gouvernement actuel, comme pour les précédents, reconnaitre officiellement la CFT poserait un sérieux problème. Car le mouvement ouvrier connait cette organisation, sait qu'elle ne vit que par les subsides patronaux et ne s'implante dans certaines entreprises que grâce à des coups de main (rappelons l'agression d'un commando CFT contre les grévistes de Peugeot St Etienne au début 73) ou grâce à la « concertation » directe avec les PDG.

Le gouvernement ne peut donc prendre encore une décision qui apparaitrait comme une énorme provocation. **Par contre, il peut favoriser les conditions permettant une reconnaissance ultérieure de la CFT.** On sait qu'une grande offensive est en cours, au mépris des droits syndicaux et de la législation du travail, pour implanter la CFT dans l'automobile, dans les banques (notamment à la Société Générale, banque nationalisée), dans la chimie.

Face à ces manœuvres, les syndicats ouvriers réagissent. La CGT notamment qui rappelait le 31 mai qu'une reconnaissance de la CFT serait considérée comme une **« provocation »** qui ne **« resterait pas sans riposte de sa part »** et qui vient de faire de nouvelles révélations sur ce pseudo syndicat.

Mais cela ne suffit pas. Face à une organisation qui recourt en permanence à l'illégalité et bénéficie du soutien ouvert d'une fraction du patronat, il n'est pas possible de s'en remettre au bon vouloir de la légalité bourgeoise. Encore faut-il opposer l'auto-défense ouvrière à la terreur physique que prétend imposer la CFT. Encore faut-il continuer à dénoncer inlassablement les liens qui existent entre le pouvoir et la CFT. Encore faut-il s'opposer **dès le départ** à son « implantation » dans les entreprises que choisit le patronat. C'est au mouvement ouvrier qu'il appartient de prouver, par tous les moyens, que la CFT ne fait pas partie de ses rangs.

LA NOUVELLE MAJORITE ET LA CFT

● La liste des députés de la majorité actuelle (Républicains Indépendants, UDR, Centristes divers) qui sont intervenus pour la reconnaissance de la CFT est longue (Jean-Paul Mourot, Raymond Bousquet, Benjamin Catry, Pierre Hermann, Pierre Ribes, etc.). Mais parmi ceux-ci, trois se distinguent nettement par l'ardeur qu'ils mettent à soutenir ce « syndicat » : Médecin, député maire de Nice, qui a accueilli le 5ème congrès de la CFT (et qui a financé aussi Ordre Nouveau). Degraeve député maire de Châlons, où s'est réuni (les 13, 14 et 15 octobre) un Comité Confédéral de la CFT. Et Griotteray, député du Val de Marne, qui assista à l'un des conseils confédéraux de cette organisation.

Cette activité de soutien ne se limite pas seulement aux députés. Comme le remarque avec satisfaction Simakis dans son rapport au congrès de Nice (octobre 1971) : « Les bureaux politiques de l'UDR et des Républicains Indépendants, 352 députés de ces deux formations, un grand nombre de parlementaires centristes de l'opposition et de la majorité, quelques socialistes se sont prononcés en notre faveur ».

Christian Poncelet, alors qu'il était secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales, écrivait le 14 décembre 1971 au secrétaire général de la CFT de l'Eure : **« En ce qui concerne votre préoccupation, il m'est agréable de vous faire savoir que j'ai moi-même entrepris une action auprès des pouvoirs publics pour la prise en considération de la Confédération Française du Travail. Monsieur Simakis, le cas échéant, pourra vous tenir informé de l'action persévérante que je mène en faveur de votre syndicat ».**

Ce cas n'est pas exceptionnel ; de nombreux ministres des divers gouvernements précédents ont officiellement reçu des délégations de la CFT. Par exemple, un communiqué de presse du secrétariat d'état au logement commençait ainsi :

« Dans le cadre des entretiens prévus avec les grandes centrales syndicales, M. Robert André Vivien, secrétaire d'Etat au Logement a reçu M. Simakis, secrétaire général de la Confédération Française du Travail, accompagné de MM. Brision, Cohen et Malingre, afin de connaître le point de vue de la CFT sur les problèmes du logement... » (publié par l'Indépendance Syndicale, journal de la CFT, en novembre 1969).

Pour nous entenir au seul mois de janvier 1974, le 17, Hubert Germain, ministre des PTT reçoit une délégation de la fédération CFT des PTT ; le 18, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education Nationale, reçoit une délégation du syndicat CFT des vigiles universitaires ; le 24, Billecocq, secrétaire d'Etat aux transports, reçoit une délégation de la CFT.

D'autre part, en 1969, Bord, à l'époque secrétaire d'Etat à l'intérieur, remet la croix de chevalier de l'ordre national du Mérite à Albert Schroener, secrétaire de l'Union régionale CFT d'Alsace.

Le 1er mars 71, au siège de la CFT (16 rue Saint Marc, Paris 2e), c'est Simakis qui reçoit la médaille d'argent de la ville de Paris des mains de Bernard Lafay, alors ministre de la Recherche Scientifique.

Enfin lors de la mort de Leymarie, secrétaire confédérale, des condoléances sont envoyées à la CFT, le 4 août 1970, par Jacques Baumel, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Albin Chalandon, ministre de l'Equipement et du Logement, J-M. Clair au nom de M. Fontanet, ministre du travail, Marie-Madeleine Dienesch, secrétaire d'Etat, Philippe Dechartre, secrétaire d'Etat, **Valéry Giscard d'Estaing**, ministre de l'économie et des finances, Gabriel Kaspereit, secrétaire d'Etat et René André Vivien secrétaire d'Etat au Logement.

Quant à l'actuel Premier Ministre, Jacques Chirac, il s'est lui aussi distingué. Dans le débat télévisé « A armes égales » l'opposant à Georges Marchais, Chirac présentait dans son film un « ouvrier du livre » se plaignant des brimades de la CGT. Or cet « ouvrier du livre » était en réalité « règleur haut-le-pied » chez Citroën St Charles dans le XVe, où il était délégué de la CFT. Son nom est Georges Flochon.

Parmi les ministres de la « nouvelle majorité », Lecanuet a reçu, le 19 juin 1973, une délégation de la CFT. « L'Indépendance Syndicale » de juin 1973, conclut ainsi cette rencontre : **« sans engager pour autant ses amis politiques, le député-maire s'est montré pour sa part très compréhensif ».**

DE NOUVELLES REVELATIONS SUR LA CFT

● Le 15 février dernier (voir Rouge N° 247), la CGT rendait publiques les déclarations de l'ex-sécrétaire de la CFT-Berliet, Marcel Michaut. Ces déclarations, accompagnées de documents précis, prouvaient que la CFT a été implantée chez Berliet à la demande du patron, Paul Berliet et grâce au financement de ce dernier.

Le 5 juin, la CGT révélait de nouveaux documents sur ces faits. Ces documents prouvent :

le financement de la CFT (chez Berliet et au plan national) par le patronat

les manœuvres pour obtenir, devant les tribunaux la représentativité

l'organisation par la CFT du fichage des militants syndicaux et politiques et la mise en place de commandos anti-grève

le soutien d'hommes politiques de droit à la CFT.

L'ARGENT PATRONAL FAIT VIVRE LA CFT

La CFT avait chez Berliet dix permanents, un budget pour 1972 de 144.704,84 f et cela avec, selon les déclarations de Michaut, 40 adhérents réels. Le financement se faisait soit directement par subventions de Berliet soit indirectement par des sociétés de travail intérimaires, cache-sexe de la CFT.

Un cadre de la direction du personnel, Bocquillon, avait pour fonction d'implanter la CFT, c'est lui qui établissait le budget (et même parfois, en rédigeait les tracts). Dans ce budget on peut remarquer qu'il n'y a aucun poste de recettes provenant des cotisations. C'est ce même cadre qui expliquait aux dirigeants locaux de la CFT, le 8 juillet 1972, la politique de Berliet quant à ce « syndicat ». (document N° 1).

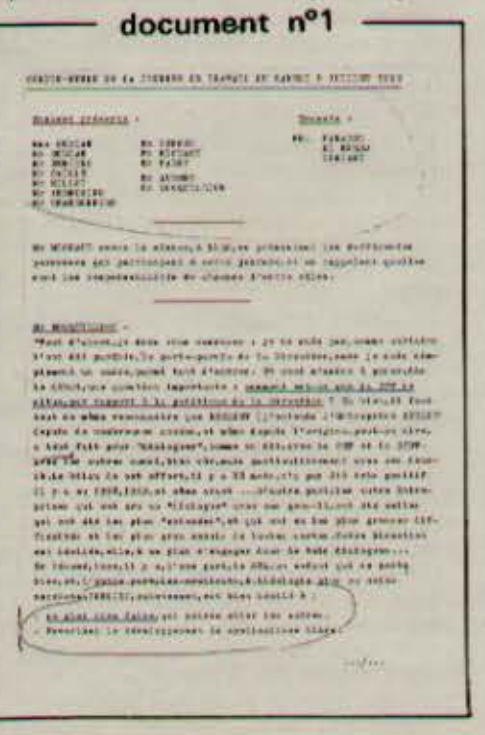
La société de travail intérimaire (UNIC, SERTRA, ITEL) servait également de couverture d'une part pour rémunérer les permanents CFT et les hommes de main et d'autre part, grâce à de fausses déclarations, (par exemple déclarer 700 intérimaires alors qu'il n'y en a que 600 embauchés par Berliet) pour collecter les subventions indirectes du patron.

Au niveau national, outre les subventions directes, la CFT était (et continue à être) financée par la publicité bidon et par les fonds attribués à la formation professionnelle. Pour la publicité, le mécanisme est simple : « Métallurgie 2000 » établissait chaque mois une facture destinée à Peugeot pour une page de publicité qui ne paraissait jamais. Quant à la formation professionnelle, le docteur Pezé (16 rue Edouard Beaulieu 93110 Rosny sous Bois) organisait, en liaison entre autres avec Armand Claude, dirigeant de la CFT, des cours à destination des militants de cette organisation, cours financés sur les fonds de la formation professionnelle par des entreprises comme Peugeot et Berliet.

FAUSSES CARTES D'ADHESION A LA CFT

Au cours de plusieurs procès intentés par la CFT pour faire reconnaitre sa représentativité chez Berliet (procès qu'elle a d'ailleurs perdus), des cartes d'adhérents et des bulletins d'adhésion ont été présentés ; or ces cartes et bulletins ont été établis, entre autres, par Michaut et Bocquillon qui ont puisé pour cela dans le fichier de l'entreprise. Un procédé identique a été employé chez Roussel Uclaf de Neuville sur Saône, comme le révèle le secrétaire de la CFT de cette entreprise. Alors qu'il n'y avait aucun adhérent, 44 bulletins d'adhésion ont été présentés au procès de juin 73.

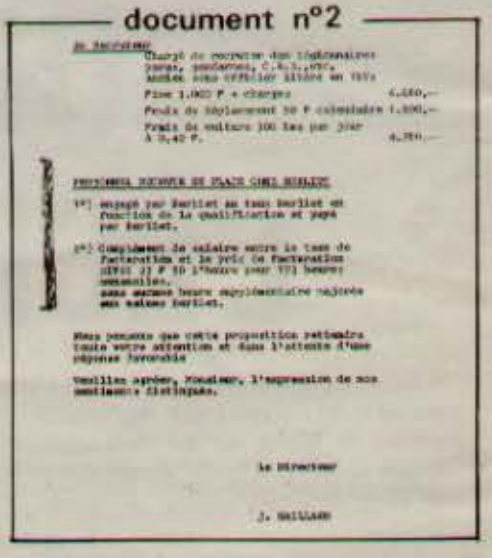
document n°1

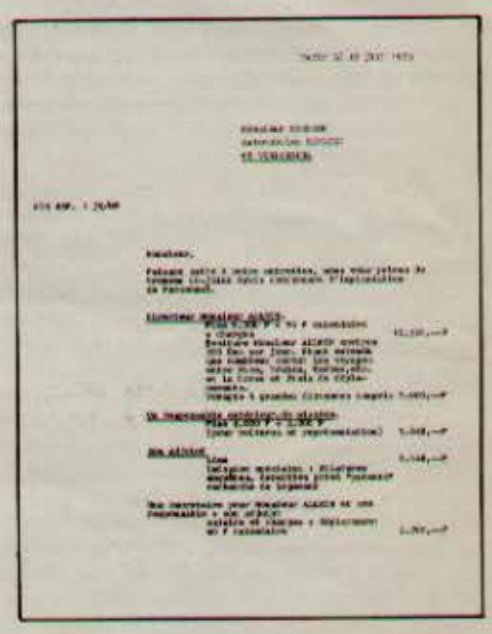


FICHAGE ET COMMANDOS

Les sociétés de travail intérimaire déjà citées ne se contentaient pas de ramasser des subventions, elles font aussi du « travail concret » de fichage et d'organisation de commandos anti-grève. Ainsi M. Gaillard, dirigeant des sociétés précitées, établit un devis à destination de Berliet, pour les activités de ses salariés (doc. 2), activités de fichage et de recrutement d'hommes de main. Le carnet de bord d'un de ces salariés, le dénommé Allein (A. Cypriano de son vrai nom) montre l'ampleur de ce « travail ». Outre ces sociétés, Paul Berliet en crée une autre (SERTRA) avec les objectifs suivants : « par l'intermédiaire de la société :

document n°2





a) création d'un groupe de réflexion totalement indépendant du syndicat

b) placement des responsables du syndicat dans tous les secteurs ».

Le syndicat en question est la CFT.

Les effectifs du SERTRA seront répartis comme suit :

« 30 devraient devenir des responsables et des organisateurs du syndicat... 30 autres personnes devraient servir à la constitution du groupe de réflexion sans qu'il y ait d'interférence possible entre eux et les 30 précédents... 50 autres, différents encore des premiers, serviraient à encadrer les 290 restants. Ces 50 personnes apporteraient des renseignements sur : le travail, ce qui se passe dans les ateliers, etc. En outre, une dizaine parmi ces 50 devraient se répartir entre la CGT,la CFDT, le PC, le PSU, le Parti Socialiste ».

Le rapport sur la création de cette société analyse ensuite les « arguments pour » et les « arguments contre » sa création.

Cette société a été créée le 1er mai 1973.

justice

Fleury-Mérogis

UN ANCIEN DETENU RACONTE

Fleury-Mérogis : derrière le clinquant et le brillant de l'électronique, le même climat que dans les autres prisons. Les mêmes tabassages de détenus, les mêmes grenades lacrymogènes contre les révoltes.

Le 22 février 1974, Patrick Mirval « mourait » à Fleury-Mérogis. Depuis cette date, aucun éclaircissement sur les conditions de sa mort. Expertises, contre-expertises, super-expertises : la Justice donne l'illusion de faire quelque chose. Mais le juge chargé de l'enquête refuse de procédéer à la reconstitution du transfert de Patrick au prétoire de la prison. Il refuse d'entendre personnellement un détenu allemand qui prétend en savoir beaucoup.

Quiqu'un est mort à Fleury-Mérogis. Mais on ne saura certainement jamais de quoi exactement. De même qu'on ne sait jamais exactement ce qui se passe dans les prisons : tout est fait pour étouffer les revendications des détenus, leurs révoltes.

Il faut tout mettre en œuvre pour lever le complot du silence. C'est pourquoi nous donnons aujourd'hui la parole à un détenu de Fleury-Mérogis, à peine libéré.

Jacky sort de Fleury-Mérogis, maison d'arrêts pour majeurs et mineurs. Il a tenu à expliquer ce qu'est la vie là-bas.

Tu sors de Fleury, peux-tu dire quel genre de jeunes on trouve là-bas ?

Ce sont tous des fils d'ouvriers, de travailleurs immigrés, tous issus des cités dortoirs. Les raisons de leur incarcération sont multiples (le drogué est incacéré au même titre qu'un assassin, l'homosexuel, le voleur de disques au même iitre qu'un truand). Je tiens à souligner ce fait pour que tout le monde comprenne bien qu'on est mis en tôle non pour protéger le Français moyen, mais parce qu'on représente un danger pour la morale bourgeoise. Un drogué, un homosexuel, un type qui vole un disque dans un super-marché, ça fait de tort à personne, sauf à la sacro-sainte morale des patrons «travail Famille Patrie » . « Bosse et tais-toi ! ».

La vie à Fleury, qu'est-ce que c'est ?

Jusqu'à dix heurs trente, on est en cellule à ecouter la radio encastrée dans le mur. Après on va à la « promenade » dans la cour intérieure pendant 1 heure 30 minutes. Midi, on remonte manger en cellule. 16 h 30, re-« promenade » 19 h, retour à la cellule jusqu'au lendemain 10 h 30. On a droit à une demi heure de parloir trois fois par semaine pour voir ses parents uniquement. Si on est condamné on ne peut écrire qu'a ses parents et on n'a le droit qua une demi-heure de parloir par semaine. Si on veut, on peut travailler, avec l'accord du sous-directeur. Moi, je n'ai jamais voulu : en atelier, pour huit heures de travail par jour, on gagne 9 francs ; en tant qu'auxiliaire (c'est celui qui fait le service intérieur : distribuer le repas, balayer, serpiller), on est payé 2 F par jour pour dix heures de travail.

Comme dans toutes les prisons, on a droit a nos charmants matons et bien-sûr... le mitard.

Je crois qu'après ça, il n'y a pas à se demander pourquoi il y a tant de suicides a Fleury, comme dans toutes les tôles de France.

Et Patrick Mirval ?

Patrick a réagi à un máton qui le provoquait (tout le monde peut deviner ce qu'est un máton qui veut faire chier un tôlard). Ils sont revenus a 5 dans sa cellule, ils l'ont attaché pour l'emmener au mitard. Là, ils lui ont cogné dessus. Un peu trop fort... Ils étaient obligés de l'emmener à l'hôpital. Dans l'ascenseur qui l'emmenait à l'ambulance, il est mort des coups qu'il avait reçus. Quand on arrive à Fleury, on nous donne une brochure qui se termine par ceci :

« Rappelez-vous qu'un détenu n'est pas un homme perdu ou abandonné. Le personnel de la prison veut vous aider à garder confiance dans votre avenir. Des milliers de condamnés, grâce a leurs efforts, ont retrouvé leur place dans la société ».

Les mâtons nous trouvent toujours une place dans la société : le mitard ; pour certains d'entre nous, ils ont trouvé mieux encore : Patrick Mirval, sa place dans la société, ils la lui trouvent au cimetiere... Après avoir lu leur truc, c'est plutôt écœurant, quand on sait ce que c'est que la tôle. J'espère qu'on pourra s'organiser et faire un tel bruit là-dessus de sorte qu'ils puissent jamais recommencer ce qu'ils ont fait à Patrick, ce qu'ils ont fait à beaucoup d'autres.

La révolte à Fleury, tu en faisais partie ?

Oui, ça a commencé par le refus d'une mise en liberte conditionnelle. Alors, le type qui l'avait demandée est monte sur le toit et il y est reste seul un jour. Le lendemain, on l'a vu là-haut et c'est là qu'on l'a rejoint, on était 150, tous ceux du troisième etage. Au premier et au deuxième, ils ne pouvaient pas sortir de leur cellule, alors ils se sont révoltés dans leur cellule, à leur manière. Nous, en haut, on a posé nos revendications :

— qu'on puisse garder les cheveux longs, la moustache et la barbe ;
— qu'on nous donne des chemises ;
— que la bouffe soit meilleure.

Les flics sont arrivés, le grand jeu. Les helicopteres nous bombardaient de lacrymogènes. On a dû redescendre et ils nous ont mis un jour au mitard. Une fois sortis de là, on a su que toutes nos revendications etaient satisfaites.

Et maintenant, qu'est-ce que tu en penses ?

D'abord, on était tous unis pour refuser d'être traités comme des chiens. Notre unite et notre détermination nous ont permis d'obtenir tout ce qu'on demandait. Devant l'ampleur de la révolte, l'administration penitentiaire n'a rien pu faire contre nous, même quand ça a été fini : un jour de mitard, c'est vraiment un recul de leur part, ça prouve notre force quand on s'unit. Maintenant à Fleury, rien ne sera plus comme avant.

UNE PRISON D'UN TYPE PARTICULIER

Dans l'enceinte même du Palais de Justice existe une prison d'un type particulier, le dépôt de la Préfecture de police. Cette prison, camouflée dans les sous-bassements du Palais de Justice, est pratiquement inconnue de la plupart des gens. Pourtant, chaque personne mise à la disposition de la Justice par la police dans Paris y passe obligatoirement 1 à 3 jours (parfois plus). Les conditions de détention y sont inadmissibles. Nous avons interviewé à ce propos un éducateur du ministère de la Justice qui a travaillé au CATS (Centre d'Accueil et de Triage des Mineurs de la Seine) situé dans ces locaux.

Qu'est-ce que le dépôt ? Et le CATS ?

Le dépôt, c'est le lieu où sont emmagasinés (il n'y a pas d'autre mot) toutes les personnes déférées au Parquet par la police parisienne ; elles y séjournent en moyenne 24 à 72 h dans l'attente du passage devant la juge chargé de l'instruction de leur délit.

Le CATS, c'est un service de l'éducation surveillée installé dans ces locaux « prêtés » par la Préfecture de Police et dont le rôle est d'effectuer un premier triage des mineurs conduits au dépôt. On prépare pour les juges un dossier de situation assez complet et proposant au magistrat une conclusion dite éducative, qui peut aller de la remise simple à la famille à l'incarcération en passant par la liberté surveillée ou le placement dans un établissement de rééducation pudiquement appelé centre ou foyer d'orientation et d'action éducative, internat professionnel d'éducation surveillée, ou autres caches sexes de la répression.

Quelles sont les conditions de détention au dépôt ?

Elles sont absolument ahurissantes ! Pratiquement aucune condition d'hygiène et de sécurité n'est respectée. Le Palais de Jutsice étant classé monument historique, l'enceinte même du dépôt ne peut être modifiée. Tant pis pour les détenus qui doivent se contenter d'admirer les voûtes gothiques entassés dans de minuscules cellules crasseuses, parads des cafards, dans une promiscuité intenable.

Le cubage d'air ne permettrait selon les normes de sécurité en vigueur de ne mettre qu'une seule personne par nuit dans les cellules spéciales des mineurs, il n'est pas rare d'y voir 4 personnes et pour plusieurs nuits consécutives. La nourriture préparée dans des conditions des plus douteuses, est absolument infecte : le repas se compose uniquement d'ailleurs d'une bouille indéfinissable, d'un morceau de pain et d'une part de crème de fromage.

Les deux uniques douches ne fonctionnent jamais et les deux lavabos sont uniquement réservés aux immigrés avant leur expulsion, après quelquefois une semaine de dépôt.

C'est le domaine de la Préfecture de police, qui y fait office de gardien ?

Les mâtons sont uniquement des flics de tous les services de la PP. La plupart sont reclassés dans ce service après une maladie ou un « accident du travail » qui les rend inaptes à exercer ailleurs, je présume. On rencontre ainsi pas mal d'anciens CRS blessés lors des manifestations, de 68 surtout. Ce qui les caractérise, c'est bien leur haine de l'Arabe, du jeune, du « rouge » qu'on mettra au mur un de ces jours... C'est le déferlement d'injures racistes, ça récite le « Parisien Libéré » et ça crache « Minute ».

Les vieux se souviennent de Ducloc : « Il était là où on met les « pédés » maintenant mais la cellule de Salan est presque l'objet d'un culte. Tous les gradés étaient sur leur 31 lorsque Rives Henrys a fait son bref passage dans les murs, on ne lui a pas demandé d'autographe, mais c'était tout juste. Les caïds de la pègre, les Attia et consorts avaient droit à beaucoup de respect, mais j'ai vu un pauvre vieillard de 80 ans trainé menottes aux mains vers la souricière (couloir qui relie le dépôt au Palais).

Les femmes ne sont pas mieux loties : pas de flics cerbères, mais des religieuses dirigées par une vieille mère supérieure acariatre. La répression est plus insidieuse, plus tamisée mais aussi efficace. Jusqu'à ces dernières années, les religieuses vivaient cloitrées dans le dépôt, si cela a disparu en théorie, c'est encore vrai dans les faits. Elles n'ont aucun contact avec le monde extérieur et elles appréhendent la délinquance hors de sa réalité, ce qui réduit leurs interventions à des sermons bibliques continuels. Je me souviens de l'arrivée des inculpés du Sacré Cœur au dépôt, têtes bandées et visages amochés pour un certain nombre ; les religieuses allaient accueillir « leurs » fêtes à la porte : « oh, mes enfants, ce sont les vilains messieurs qui sont avec vous qui vous ont fait ça »... Ce jour-là on a entendu l'Internationale, une fois n'est pas coutume dans le dépôt, les flics comme les religieuses ne savaient pas où donner de la tête.

En tant qu'éducateur au dépôt, quel peut être ton impact, ton utilité ?

Nulle bien sûr au niveau global, on cautionne aussi par notre présence le fait d'enfermer des mineurs, ne fût-ce que pour quelques jours ; c'est le même problème que dans les tôles. Au niveau individuel bien sûr, on arrive à détraumatiser certains adolescents, à éviter pour certains autres les pièges de la rééducation, mais c'est absolument insignifiant. La plupart des jeunes éducateurs s'en vont et il ne reste plus que des types qui acceptent fort bien le système et le perpétuent. Mais au niveau syndical, nous luttons pour fermer le CATS, pensant qu'en tant qu'éducateurs nous n'avons rien à y faire et qu'il nous sera plus facile de lutter contre l'incarcération des jeunes si nous ne contribuons pas à ce fait. Nous sommes la justification pédagogique de l'incarcération. Un exemple : il vient au dépôt des mineurs en « assistance éducative » (80 % chez les filles), c'est à dire qui n'ont pas commis de délit, mais qui sont en « danger moral ». Du point de vue de la loi, leur incarcération, donc leur passage au dépôt, est interdite.

Nous avons émis protestation sur protestation, la police les envoie toujours, les éducateurs s'occuperont...

Quelque fois des jeunes de 13 ans passent 3 à 4 jours en cellule en compagnie d'autres plus âgés bien impliqués dans la délinquance, parce que le chômage est trop long, la misère trop grande et que les parents ne peuvent plus les nourrir et les ont conduits au commissariat. C'est aussi ça la réalité du dépôt, des gosses en pleurs cadenassés dans des cellules crasseuses parce qu'ils avaient faim et froid chez eux.

Une autre réalité dont j'ai oublié de parler, ce sont les agents de service qui nettoient le dépôt, font à manger et servent les prisonniers. Ils sont recrutés à Nanterre où aboutissent tous les vagabonds ramassés par la police à Paris, on les paye 50 F par mois, nourris et logés (comme les prisonniers), avec un jour de congé par semaine qu'ils passent au dépôt n'ayant pour sortir que le pyjama blanc que leur prête la préfecture de police. C'est le lumpen du dépôt.

Eh oui, tout cela existe, tout à côté des cabinets des juges. Mais pourquoi changer cet état de choses ? Ces conditions de détention au dépôt qui se situent avant le passage devant le juge d'instruction font partie d'un tout, d'un système qui de fait cherche à traumatiser, à assomer le détenu, c'est le début de la déshumanisation du prisonnier qui va se poursuivre durant toute la détention.

enseignants

LES BUREAUCRATES NE PREPARENT PAS LA RENTREE

« Semaine nationale d'action » du 5 au 12 juin dans l'enseignement secondaire. Objectifs : abandon de la réforme Fontanet, création de nouveaux postes, plan de titularisation des auxiliaires. Moyens : pétitions, délégtions, réunions d'information, lettrres aux parlementaires... éventuellement grève académique de 24 heures... Telle est la dernière initiative du SNES (affilié à la FEN mais dirigé par la tendance Unité et Action, proche du PC) avant les grandes vacances d'été. Malheureusement s'il compare les objectifs aux moyens, le nouveau ministre de l'Education ne tremblera pas beaucoup...

UN BEL ENTERREMENT DE L'ANNEE SCOLAIRE

On ne peut pas qualifier autrement cette semaine d'action. Certes, les directions ont renoncé pour cette fois à la plateforme fourre-tout, particulièrement démobilisatrice. Mais les revendications, non chiffrées, restent bien en deçà des exigences de la situation, notamment en ce qui concerne la titularisation des auxiliaires. Mais surtout la direction du SNES refuse de faire de cette semaine un moyen de préparer la future rentrée [illegible] alors que ce devrait être son but principal. En rejetant même l'idée de grève nationale d'avertissement, en s'opposant à toute forme d'auto-organisation démocratique de l'action à la base, en faisant silence sur les luttes de la rentrée prochaine, loin de créer le rapport de forces nécessaire, elle organise en douceur... la démobilisation.

DANS LA REGION PARISIENNE : UNE GREVE DE 24H CONTESTEE

Dans le cadre d'actions décentralisées (?), libre choix était laissé par le BN du SNES aux directions académiques de s'engager dans la grève de 24 Heures. C'est ainsi que le 7 juin, les enseignants de la région parisienne étaient appelés à cesser le travail. Prisonnière du cadre étriqué de la semaine d'action nationale, cette grève ne débouchait sur aucune perspective de rentrée.

Cela explique sans doute qu'elle ait été très diversement suivie, moins qu'à l'habitude. Dans quelques établissements (des CES particulièrement menacés de suppressions de postes) une très forte mobilisation a permis de dépasser les limites imposées par les bureaucrates et de préparer réellement en AG du personnel, en liaison avec les parents d'élèves, la lutte pour septembre.

Mais pour beaucoup d'autres, en particulier ceux qui s'étaient mis en grève sans consignes centrales, à la veille des vacances de Pâques (Cf. Rouge n° 247) contre les licenciements et les mutations d'office, cette grève apparaissait comme bien en deçà des nécessités de l'heure. De nombreuses AG syndicales votèrent ainsi contre la grève, préférant verser leur journée de salaire à une caisse commune pour préparer des actions dures à la rentrée.

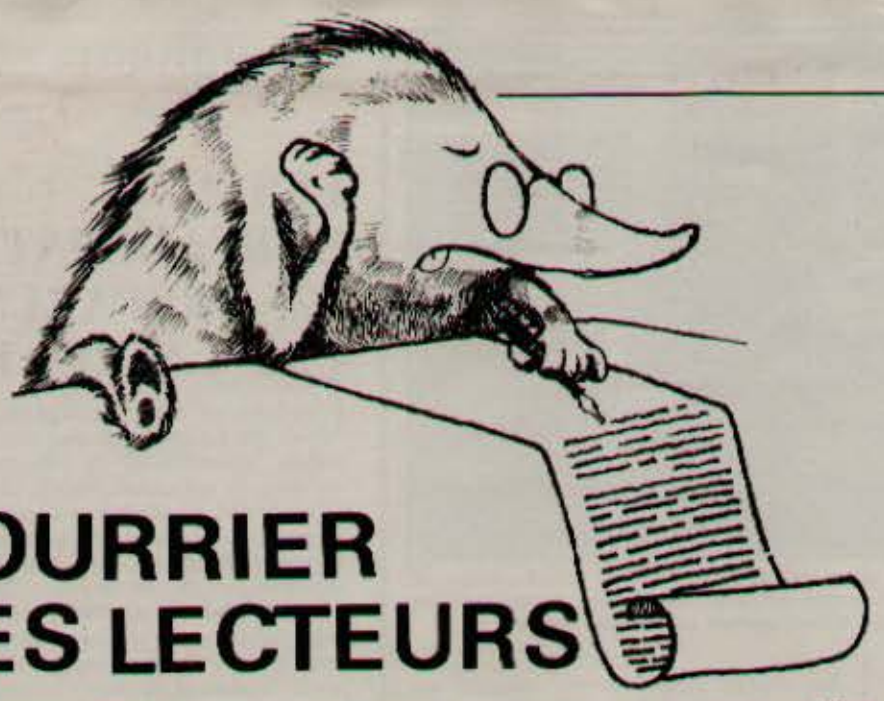
DES POSSIBILITES NOUVELLES ?

Mais aujourd'hui, la preuve est faite que même chez les enseignants, les débordements significatifs des directions syndicales sont possibles : grèves pour la titularisation des MA dans les académies de Rennes et Nantes l'an passé, grève contre les licenciements et les mutations d'office dans la région parisienne cette année. On a vu apparaître les premières formes d'auto-organisation : comités de grève et coordinations locales et régionales des établissements en lutte.

Ceci est prometteur ; la tâche des révolutionnaires est d'œuvrer à la multiplication et à l'élargissement de telles expériences. Ainsi l'Ecole Emancipée, loin de prétendre en cette fin d'année scolaire qu'« il ne fallait rien faire » avait proposé contre les directions syndicales de préparer activement la rentrée par une grève nationale d'avertissement, organisée démocratiquement à la base (AG, Comités de grève...), discutant des revendicatiins prioritaires, des formes d'action à adopter en septembre : grèves reconductibles de 48 heures, grèves tournantes, liaison avec les travailleurs, les lycéens, etc... En bien des endroits, ces axes de bataille ont été compris et repris. Cela annonce une rentrée scolaire riche de combats.

H.B.

Note de SGEN-CFDT comme toujours insaisissable et inconsistant au niveau de ses directions, s'est avéré incapable d'offrir au delà des critiques du SNES, une alternative, laissant ses adhérents libres et... perplexes.



COURRIER DES LECTEURS

Nous publions aujourd'hui pour la dernière fois des lettres reçues sur le quotidien et l'hebdomadaire. D'ici quinze jours, le débat ouvert dans « Rouge » aura été tranché au sein du FCR et sera alors prise la décision : ressortir ou non le quotidien à la rentrée. Les lecteurs, les sympathisants et les diffuseurs continuent à nous écrire sur cette question. Un dossier extrêmement instructif est constitué à partir des lettres et servira dans les décisions finales.

Mais la rubrique « Courrier des lecteurs » continue dans « Rouge » : c'est une des leçons du quotidien que d'en avoir montré l'intérêt. Ce courrier sera constitué de lettres reçues sur les sujets les plus divers. Que les camarades écrivent des lettres courtes et dans toute la mesure du possible, ne traitant qu'un sujet à la fois !

Camarades,

Je vous écris au sujet du journal et de quelques critiques que je peux en faire, peut-être le point de vue d'un sympathisant vous intéressera-t-il. Il ne s'agit pas ici de critiquer sur le fond mais sur la forme des articles ou de certains articles, que je juge trop souvent défectueuse pour ne pas penser qu'il est important de vous le signaler.

Tout d'abord, il y a clairement un manque d'unité dans le niveau des articles, certains rasant carrément le plancher, d'autres exigeant des connaissances superintellectuelles et super-théoriques sur le marxisme ou sur l'histoire politique de certains pays. Pour le premier cas, je prendrai comme exemple l'article, dans le numéro de cette semaine (n° 254), intitulé « le droit à la parole », sur la nécessité de demander le droit de vote à 18 ans et pour les travailleurs immigrés : à l'heure actuelle, il n'est pas besoin d'expliquer pendant une demi-page pourquoi le droit de vote doit leur être accordé, c'est bien évident et vous enfoncez une porte ouverte. Ou alors, quoi, vous vous adressez à un public de Giscardiens qui, eux restent à convaincre ! Par contre l'article sur « le mouvement étudiant en Yougoslavie » qui procède par allusions à des connaissances antérieures, me semble ne s'adresser qu'à des lecteurs érudits, et c'est bien dommage, car le sujet est important et intéressant, mais jamais un ouvrier n'aura envie de lire jusqu'à la fin un article qui manque à ce point de clarté.

D'autre part, trop d'articles me semblent souvent bâclés parce qu'ils sont rédigés comme des tracts, alors qu'il serait grand temps de faire une différence de style entre un tract, una affiche manuscrite et un article dans le journal. Puisqu'on dispose d'un hebdo (le problème n'est pas le même pour le Quotidien Rouge), autant en profiter et il n'est pas besoin d'y faire dedans ce qu'on ne fait en tract que parce qu'il s'agit d'appeler à un objectif unique et précis (meeting ou manif ou mobilisation plus générale). Pour moi, la tâche d'un journal révolutionnaire est en effet un travail plus en profondeur, ayant pour but de radicaliser les travailleurs et les jeunes en par une information exigeante, des analyses sérieuses et bien conduites. Quant à moi, je ne me contenterai jamais de listes de mots-d'ordre à répéter sans comprendre, ça n'est pas la tâche d'un journal d'en mettre toujours à la fin de ses articles est bon, je saurai les trouver moi-même sans qu'on me les souffle, de peur que je n'aie pas bien compris l'article.

Ces faiblesses viennent, me semble-t-il de ce que vous ne savez trop à qui s'adresse exactement le journal : à des gens à peine politisés encore, qu'il faut radicaliser, ou à la part d'intellectuels qui, il faut bien le dire hélas, constituent encore la majorité de l'extrême-gauche actuellement ? Je sais que le problème n'est pas facile à résoudre mais il vous incombe de trouver un juste milieu entre les articles (de racolage ?) pour « bébé qui tète son pouce » ou articles pour « grosse tête détentrice de la science infuse ». Il faut dire par exemple que les dossiers du milieu, en pages roses, sont toujours d'une qualité irréprochable et fort bien écrits, et que de même les articles où sont interviewés des militants du FSMAR, ou des militantes du MLF, ou par exemple, dans le dernier Rouge, des artistes du Théâtre du Soleil, sont en général vivants et intéressants.

Ceci dit, ma critique a peut-être été un peu sèche, mais néanmoins croyez bien que c'est sincèrement que je vous adresse mes

Salutations révolutionnaires

C.A.

D'abord une remarque de détail : demander le droit de vote pour les immigrés n'est pas une évidence ; il fallait expliquer l'importance d'une telle bataille, au moment même où nous affirmons que de toute façon, les élections ne peuvent rien changer fondamentalement en France. Sur le reste de ta lettre, tu soulignes toi-même que la question essentielle est de savoir à qui nous nous adressons. Et toute la difficulté vient effectivement du fait que Rouge doit tout à la fois avoir un caractère de masse, donc agitatoire (ce qui donne à certains articles l'apparence d'un tract), et en même temps un instrument d'éducation et de débat pour une avant-garde qui, soit dit en passant, n'est plus à majorité intellectuelle mais ouvrière. Autant l'aspect agitatoire dominait dans le Quotidien (au détriment d'articles de fond qui parfois ont manqué) autant dans l'hebdo, il faut essayer de faire les deux. Et ça cafouille un peu. C'est vrai.

POUR UNE FETE DU FCR.

Chers camarades,

Nous voudrions vous faire part de quelques idées que nous a suggéré la visite de la fête de Lutte Ouvrière. Nous connaissons les critiques que vous avez avancées lors de la création de cette fête, et nous les trouvons très souvent justifiées : il ne suffit pas de mettre la tête de Marcellin ou de Royer dans un jeu de fléchettes ou de glisser une brève déclaration « politique » entre deux chansons pour faire d'une fête populaire une fête révolutionnaire.

N'empêche que la fête de LO est le seul lieu de rassemblement de l'extrême-gauche et de sa frange sympathisante, où des dizaines de milliers de jeunes ouvriers, étudiants, lycéens, et de moins jeunes viennent, quelquefois pour la première fois, discuter avec les révolutionnaires, s'informer et connaître leur combat : c'est bien la preuve qu'il existe aujourd'hui et de plus en plus, une avant-garde large que ne satisfont plus ces meetings ronronnants à la Mutualité (ou même au Palais des Sports) où le discours et les analyses politiques des « dirigeants », utiles certes, ne permettent pas les échanges, les contacts, la participation effective sans lesquels une organisation se referme très vite sur elle-même. C'est ce vide, ce manque, que la fête de LO essaie de combler avec tous les défauts inhérents à cette organisation (manque d'imagination, méconnaissance du travail de masse, absence de réflexions sur des problèmes aussi importants que la sexualité, l'éducation, les femmes, l'urbanisme, l'écologie, l'art, etc...).

C'est pourquoi, nous aimerions voir s'ouvrir un débat sur l'opportunité d'une véritable fête révolutionnaire et militante organisée par le FCR. Indépendamment de l'aspect financier qui est loin d'être négligeable, une telle manifestation pourrait répondre à trois objectifs :

— montrer concrètement ce qu'est une organisation (et une Internationale) révolutionnaire, le combat que mènent ses militants dans tous les secteurs. Que connaît l'avant-garde large de ce combat ? quelques militants dans une entreprise une fac ou un lycée, la vente du journal sur les marchés, le nom de quelques dirigeants connus (trop, quelquefois), voilà tout. C'est cette méconnaissance, cette extériorité qui explique, en partie pensons-nous, que des milliers de sympathisants, tout en se reconnaissant dans les idées et les luttes que mènent les révolutionnaires, ne savent pas comment s'y insérer. Il est possible, dans un tel rassemblement, d'exposer, à l'aide de photos, de panneaux, de montages diapos, de débats, les exemples précis d'intervention dans les luttes, dans les batailles politiques contre les réformistes, dans l'organisation de la solidarité avec les travailleurs chiliens, dans le travail anti-militariste, dans les luttes des femmes...

— donner une autre image du FCR que celle d'une **« organisation d'intellectuels qui ne savent qu'organiser des manifestations ou des meetings et commenter brillamment la lutte des classes »**. Bien-sûr, il est facile d'ignorer quelle image se font du FCR la bourgeoisie, le PCF, voire même le PSU et LO, en se persuadant qu'elle ne nous empêchera pas de construire un Parti Révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, mais encore faut-il en convaincre les autres et cette avant-garde large. Cette image, même si elle n'a plus rien à voir avec la réalité du FCR, ne doit pas nous laisser indifférents car, très vite, elle nous gênera dans la bataille politique que l'on doit mener au sein de l'extrême-gauche face à cette avant-garde. Il faut répondre sans tarder aux allusions démagogiques d'Arlette, par exemple sur « Krivine l'intellectuel » ou le « FCR pas encore sorti du gauchisme étudiant ». Une telle manifestation peut-être un élément de réponse. Opération publicitaire, direz-vous ? Mais alors une manifestation comme celle de l'anniversaire de la Commune en 1971 était aussi en quelque sorte « publicitaire » !

Contrairement à l'après mai 68, il ne s'agit plus aujourd'hui de faire une percée, de montrer que nous existons, mais de montrer pourquoi et comment nous existons. C'est pourquoi, si les manifs spectaculaires et combatives et les grands meetings suffisaient dans un premier temps, maintenant c'est à l'insertion en profondeur dans l'avant-garde et dans ses luttes, c'est à la construction de noyaux marxistes révolutionnaires dans les entreprises que l'on doit s'attacher. Et un tel rassemblement peut contribuer à le montrer très concrètement.

— montrer qu'il est possible de rompre avec les divisions opérées par l'idéologie bourgeoise entre le plaisir et la politique, que la fête de LO ne remet nullement en cause.

Enfin, une telle fête pourrait servir au lancement du Quotidien Rouge (si, comme nous l'espérons vivement cette hypothèse est retenue pour la rentrée) d'une part, grâce aux quelques dizaines de millions d'anciens francs de recettes (Cf. la fête de LO avec 35 000 entrées à 15 F, plus les bénéfices de l'ordre d'un million pour chacun des principaux stands de bouffe ! Bien-sûr, il faudrait pour cela que les militants du FCR cessent de trouver «dégradant » d'éplucher quelques pommes de terre ou de vendre de la choucroute comme nous l'ont montré les quelques réflexions assez désobligeantes à l'égard des camarades de LO et aussi grâce à l'écho national (avec la montée des camarades de province) voire même international (avec la participation des sections européennes de la IV° Internationale) qu'elle pourrait rencontrer.

Si nous voulons que le FCR soit autre chose que la simple continuité de la Ligue Communiste, il faut reprendre l'initiative politique et en particulier (mais pas seulement, bien sûr !) par des manifestations publiques spectaculaires d'une qualité, d'une signification et d'une portée différente et supérieure à celles que nous organisions auparavant.

Nous avons les moyens aujourd'hui, organisationnels et politiques de réaliser une telle manifestation qui tranche radicalement avec nos apparitions précédentes ou avec les fêtes type LO ou PSU sans parler des rassemblements gadgets type AJS.

En attendant une réponse dans Rouge, salutations communistes !

Deux sympathisants
du FCR (PARIS)

D'accord avec vous : la fête de LO remplit un vide. Tous les arguments que vous donnez en faveur d'une fête du FCR sont justes en soi. Mais cela pose de nombreux problèmes : contrairement à LO, il n'est pas possible d'investir pendant six mois les militants dans la préparation d'une fête ; si une fête peut rapporter de l'argent, elle coûte cher en investissements initiaux. Enfin, peut-on envisager une fête du FCR en plus des fêtes déjà existantes : celles du PC, de LO, du PSU ? Nous ne disons donc pas non. Mais il faut encore réfléchir...

UNE PETITE VILLE INDUSTRIELLE

Camarades,

Vous demandez l'avis des lecteurs et militants sur l'expérience qu'a été la parution du Quotidien Rouge.

Je voudrais aborder la question du point de vue de militants dans une petite ville industrielle de province de 20 000 habitants. Il faut savoir, comme référence que l'hebomadaire se vendait à 30-40 exemplaires maximum.

Quantitativement d'abord, la parution a été très positive pour la diffusion de nos idées : 30 exemplaires se vendaient chaque jour, dont 8 au lycée, 10 dans une entreprise de la ville et le reste au dépôt NMPP. Qualitativement ensuite : la diffusion du journal se faisait moitié de façon militante, de la main à la main sur le lieu de travail, moitié par achats au kiosque. L'apparition « publicitaire » du Quotidien ne se faisait qu'une fois par semaine sur le marché où, là, le Quotidien était vendu au lieu de l'hebdo. « Commercialement » parlant, ce fut également réussi puisque les finances de l'hebdo qui n'étaient pas toujours saines étaient équilibrées et même bénéficiaires au bout de quinze jours pour le quotidien.

Sur le strict plan technique, l'expérience de notre ville, si elle est confirmée par ailleurs, permet de répondre à une des principales objections : la diffusion du Quotidien ne doit pas faire du FCR un réseau de distribution et de ses militants des vendeurs permanents non-payés. L'expérience prouve que là où le réseau militant atteint un minimum, où notre appantion a déjà « un petit passé », ce ne sont pas les tâches exclusives de diffusion qui priment, mais celles de l'**organisation de la diffusion** : c'est à-à-dire une publicité minimum, une apparition minimum du quotidien, basées sur au moins une vente militante par semaine et **une diffusion assurée** là où nous sommes implantés. (...)

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance politique énorme du quotidien : un camarade demandait comment établir un lien entre les « électeurs » connus et inconnus de Krivine et donc du FCR sur une ville. La question est importante et je crois que le quotidien aide fortement à la résoudre.

Pas besoin non plus de faire un dessin sur le vide rempli par le Quotidien Rouge face à un Libération éclectique, flou et souvent même inacceptable avec ses relents de maoisme repenti et de populisme démagogique mal repenti, lui... Face également à un public issu du PC et surtout l'outil que ce journal représente pour l'avant-garde.

Là-aussi, je crois que si le Quotidien reparaît, il faudra faire le « sacrifice » d'une page quotidienne et permanente aux lecteurs : pas pour les petites annonces, mais pour les interviews de militants impliqués dans une lutte ou contributions militantes. (Le militant de province se dit souvent en effet que la rédaction, faute de place, va sacrifier ou hâcher son article d'une lutte ; dans ce cas la rédaction a raison de condenser et c'est un cercle vicieux...).

Voilà, j'espère que ces remarques peuvent vous aider. J'ajoute qu'ici nous sommes unanimes à désirer la reparution du Quotidien. Nous sommes un petit nombre appréciable à pouvoir mensuellement apporter la contribution financière demandée pour le Quotidien. Même subventionné, le journal doit paraître !

Fraternellement,
E.I. de Vernon (Eure)

UN SUCCES POLITIQUE.

Camarades,

Nous confirmons tout ce que le courrier lecteur signale :

1) — prix : plus intéressant d'avoir un quotidien à 1 franc même tous les jours qu'un volumineux hebdo qui demande plusieurs heures de lecture à trois francs.

2) — contenu : nous l'avons trouvé excellent du n°1 au dernier numéro.

• Dessins super ! Couvertures toujours très adaptées : nous vendions côte à côte avec un militant du PC devant une maison de jeunes. Il était toujours à l'affût de nos couvertures. Manque de chance pour lui, elles tapaient presque toujours sur la gueule à Giscard. Important.

• Articles brefs : même s'ils ont le style dépêches d'agence, c'est bon... car tous les lecteurs du Quotidien Rouge ne lisaient pas le Monde tous les jours ! Et les « grands » quotidiens ne publient pas toujours les dépêches intéressant les révolutionnaires !

• Ce que nous avons trouvé bon aussi : le ton employé pour parler des autres courants d'extrême-gauche, très adapté (pas de sectarisme ni de concessions). Il tranchait avec les articles « parisiens » sur LO au moment de la mobilisation Fontanet dans les CET (cf. hebdo) !

3) — Résultat : augmentation considérable de la diffusion pour notre groupe, avec la même constatation qu'ailleurs : légère chute huit jours avant la fin.

Nous avons fait chaque jour des ventes publiques, sans tellement de fatigue militante ; nous étions **motivés** pour vendre un tel canard. (...)

Il m'a semblé lire dans le courrier des lecteurs que la diffusion quotidienne était une surcharge. Pour nous, les petites fatigues supplémentaires étaient largement compensées par notre « succès » politique et aussi organisationnel. (...)

Beaucoup de sympathisants et d'anciens copains ouvriers achetaient le quotidien dans les kiosques (250 à 300 par jours) beaucoup plus intéressés que par l'hebdo.

Quand nous avons vendu publiquement devant les boîtes — en distribuant la Lutte Continue, ca marchait (4-5 numéros). Quand on en discutait avec les mecs, ils étaient satisfaits de la brièveté des articles, de leur clarté... c'est au moins ce que disaient ceux qui connaissaient l'hebdo (très difficilement vendable au Havre : ex : dans un numéro : toute la dernière page sur « Portier de Nuit » film qui ne passera jamais ici !).

Amitiés communistes
Diffuseurs du Havre.

Nous publierons la semaine prochaine une longue lettre envoyée par des camarades de Saclay, critiquant les positions développées dans le dossier sur l'énergie nucléaire.

Signalons d'autre part qu'un camarade de la L.C.I. protugaise nous a écrit pour nous reprocher d'avoir « falsifié » une photo dans le N° 253 de « Rouge », en réécrivant le texte d'une banderolle de manifestation. La photo n'a pas été « falsifiée » : le mot d'ordre de la banderolle a été retouché, parce que très difficilement lisible sur le document initial. Mias nous faisons une autocritique, ne serait-ce que pour avoir ainsi introduit le doute dans l'esprit d'un camarade !

manifestantes penduram uma bandeira com a cruz suástica ao pau da Embaixada do Chile em Lisboa

IFESTANTES
DIAM DITADURA
CHILENA

chilenos não é a sua derrota! ...eve, as greves nas regiões in... ...lhadores dos campos, a vitória ...na lição: as ilusões reformis... ...rotas ou pela colaboração de ...nto do processo revolucionário operário que, armado e organi...

...ra os defensores da ...m da exploração capi...ta, da miséria e re...são, o Chile é também ...exemplo de como tes...vitar a sua crise e der... final. O exemplo de ...«ordem» restabeleci... de uma contenção do ...nso operário revolucio..., duma classe operá... reduzida ao silêncio. ...ma que por um tempo ...ado. Este exemplo, de ...hington a Londres, de ...rid a Lisboa, estará du... muito tempo em to... os trabalhadores, em ...s os revolucionários.»

É termina deste modo o comunicado:

«Por isso, o que se pas...sa no Chile dizemos a todos respeito! Evitar um Chile em Portugal não se fará colaborando com os patrões, que não hesitarão em usar o terrorismo mais brutal se for essa a sua última possibilidade de sobreviverem! Contra a exploração capitalista e o governo dos patrões, a luta dos operários e trabalhadores portugueses!»

Durante o comício junto da Embaixada do Chile usou da palavra, entre outros, um militante antifascista não reformista espanhol. A revolução permanente é em todos os países foi a tónica dominante das intervenções.

No final, foi recordado que estão marcadas manifestações anticolonialistas para o fim da tarde de hoje e de amanhã, respectivamente em Moscavide (Rotunda do Santista Russo) e Praça do Areeiro.

Déclaration du Sécrétariat de la IVe Internationale

« VIVE L'UNITE INTERNATIONALISTE DES TRAVAILLEURS DU PORTUGAL ET DES COLONIES »

Sous les coups de boutoir des combattants africains de libération nationale, la dictature salazariste vient de s'effondrer au Portugal.

La crise au sein de la bourgeoisie avec le développement du secteur du capital financier favorable à une solution néo-coloniale en Afrique (Guinée, Mozambique et Angola), à un rapprochement avec le Marché Commun européen et à une modernisation des structures économiques et sociales — secteur représenté par exemple par le banquier portugais Antonio Champalimaud et par le trust C.U.F. (Companhia Vinao Fabrol) — constitue l'arrière plan du coup d'Etat militaire qui a renversé le régime fasciste vermoulu et anachronique de Caetano et ses comparses. Contrairement à la bourgeoisie espagnole qui craint la plus petite libéralisation, à cause du degré de mobilisation, de combativité et d'organisation du prolétariat, des fractions importantes de la bourgeoisie portugaise ont dû considérer possible d'opérer « dans l'ordre et la discipline » une ouverture démocratique bourgeoise, sans danger révolutionnaire à court terme, à cause du relatif retard politique et organisationnel de la classe ouvrière au Portugal.

Le coup d'Etat ouvre la voie à un possible débordement

Pour le moment, il n'y a pas de doute que le coup d'Etat militaire du 25 avril a ouvert la voie à un rapide et surprenant essor des masses, qui risque de déborder le cadre établi par la bourgeoisie et par Spinola. Le soulèvement de la chappe de plomb du fascisme a libéré des énergies énormes, écrasées pendant un demi-siècle de dictature. La bourgeoisie se trouve prise au dépourvu : en l'absence d'un appareil politique de rechange, elle est obligée pour le moment d'abandonner le devant de la scène politique au PC et au PS. Son raisonnement est à peu près celui des bourgeoisies italienne et française au moment de la chute du fascisme en 1944 : par l'intégration des PC à des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie « démocratique », neutraliser et contenir le mouvement de masse.

Quel rôle jouent, dans cette conjoncture, les réformistes ? Les sociaux-démocrates, dirigés par Mario Soares, soutiennent inconditionnellement la junte et le gouvernement d'« union nationale » allant du PC aux libéraux bourgeois. Le PC portugais, largement hégémonique dans la classe ouvrière grâce à son prestige de résistance anti-fasciste, est disposé, lui aussi, à tout sacrifier sur l'autel de l'unité nationale, et évite toute action contradictoire avec l'orientation de la Junte. Par exemple, son manifeste du 5 mai 1974 ne souffle pas un seul mot sur l'indépendance des colonies et dénonce par contre l'« aventurisme », allant jusqu'à s'opposer au renversement « illégal », (qui commmence pourtant un peu partout) des municipalités fascistes encore en fonction. Tant que le PS et le PC fondent toute leur stratégie sur l'unité entre le « peuple » (y compris la bourgeoisie) et les « forces armées » (dans leur ensemble).

radicalisation dans l'armée

Un des phénomènes les plus intéressants de l'explosion portugaise est la politisation et la radicalisation au sein de l'armée. On peut distinguer plusieurs tendances dans le corps des « officiers »

1) La haute hiérarchie, au passé fasciste, qui essaie, tout en purgeant ses éléments les plus compromis, (des dizaines de généraux et d'amiraux ont été mis sur la touche il y a quelques jours) de rétablir rapidement « l'ordre et la discipline ». Hégémonique dans la Junte de Salut National, elle a multiplié les mises en garde, les rappels à l'ordre et les menaces voilées, tout en lâchant du lest face aux pressions des jeunes officiers et face à l'essor des masses ;

2) Les capitaines de métier, fer de lance du mouvement militaire du 25 avril, démocrates petit-bourgeois, pouvant se polariser à droite face au « danger rouge ».

3) Les capitaines « miliciens » (non professionnels) numériquement majoritaires dans l'armée, fortement travaillés par le PS et le PC et même par des courants d'extrême-gauche.

Quand aux soldats et marins, on les a vus le 1er mai dans la rue, bras dessus bras dessous avec les ouvriers et les étudiants, agitant des drapeaux rouges marqués de la faucille et du marteau du haut de leurs camions militaires. La radicalisation est particulièrement intense dans la marine qui avait déjà connu un soulèvement

Déclaration de la IVº Internationale (suite)

rouge favorable à la République espagnole en 1936. Des tentatives d'auto-organisation commencent dans les casernes et sur les bateaux. La révolte contre la continuation de la guerre est pratiquement unanime dans la population et chez les soldats et marins. Elle est la cause immédiate de la chute du régime de Caetano. Des refus de soldats d'embarquer pour les colonies commencent à se produire. Le mécontentement contre la guerre se fait jour aussi chez beaucoup de jeunes officiers. Les militants opposés à la guerre ne désertent plus, mais organisent la défiance dans les casernes, trouvant autour d'eux un grand écho. La continuation de la guerre coloniale peut créer des conditions pour une pénétration massive des révolutionnaires dans l'armée appelant à la constitution de conseils de soldats et de marins opposés à la guerre.

La bourgeoisie et le gouvernement provisoire sont parfaitement conscients de cette situation. Ce qu'ils craignent avant tout, c'est la décomposition totale de l'armée qui leur enlèverait leur seule arme politique un tant soit peu efficace dans les circonstances actuelles. Mais ils savent également qu'un octroi immédiat de l'indépendance politique formelle aux colonies pourrait impliquer la révolte d'une partie de l'armée professionnelle d'outre-mer, appuyée sur les colons au Mozambique, par les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, voire par Franco contre cette « politique d'abandon ». D'autre part, il n'est pas certain que toutes les forces nationalistes dans les colonies acceptent la solution néo-coloniale que tente de réaliser la bourgeoisie portugaise regroupée derrière Spinola. C'est pourquoi le gouvernement provisoire cherche avant tout à gagner du temps, en proposant aux forces de libération qui se battent dans les colonies des accords de cessez-le-feu suivis de longues négociations, en vue d'obtenir tant dans l'armée et chez les colons portugais que chez les combattants africains un large consensus en faveur de la solution néo-coloniale.

L'autre difficulté majeure que le gouvernement provisoire doit affronter, c'est l'aggravation rapide de la situation économique caractérisée par une inflation de plus en plus accélérée et par le refus des masses laborieuses de tolérer les conditions de surexploitation régnant sous le fascisme qui étaient les seules sous lesquelles a pu se réaliser au cours de la dernière décennie l'accumulation du capital au Portugal».

La formidable explosion de grèves, malgré les efforts frénétiques du PC pour canaliser les masses vers la collaboration de classe en vue de la « reconstruction nationale », met à l'ordre du jour la conquête du salaire minimum vital de 6000 escudos par mois, la semaine de 40 heures, les 4 semaines de congés entièrement payés, l'établissemnt du principe « à travail égal salaire égal » pour les femmes laborieuses et les jeunes. C'est dans l'action directe pour ces objectifs unificateurs que se forgeront l'unité du front ouvrier et un mouvement syndical puissamment ancré dans les entreprises et jouissant d'une forte assise de démocratie ouvrière.

Les marxistes révolutionnaires portugais de la Ligue Communiste Internationaliste, qui ont déjà joué un rôle pour lancer et populariser ces mots d'ordre, combattront avec acharnement pour les conquérir au moyen d'actions de classe de plus en plus larges, culminant dans des grèves généralisées, et au besoin dans une grève générale.

La tâche de l'heure ne se limite évidemment pas à la défense des intérêts matériels immédiats des masses laborieuses, quelqu'importante qu'elle soit. Il s'agit pour les marxistes révolutionnaires **d'opposer hardiment une orientation politique d'ensemble** aux projets réformistes de collaboration de classe, de réformes partielles et pusillanimes, aux tergiversations et vacillations des dirigeants du PC et du PS.

Face aux manœuvres dilatoires du gouvernement provisoire sur la question coloniale, ils se battront pour un soutien à la lutte armée des mouvements de libération, pour l'indépendance immédiate, totale et inconditionnelle des colonies. Plus un bateau ne doit partir en Afrique ! Plus un soldat, plus un sou, plus une goutte de sang pour la poursuite de la sale guerre colonialiste ! Retrait immédiat des troupes portugaises d'aAfrique !

proposer une alternative aux projets de collaboration de classes des réformistes

Face aux tentatives de retarder les élections générales et de maintenir le pouvoir aux mains de la Junte militaire, pour laquelle le gouvernement provisoire ne sert que de façade, ils mobiliseront les masses notamment sur les mots d'ordre que voici :

Liquidation immédiate de toutes les institutions fascistes, et leur remplacement par des organismes démocratiquement élus ;

— Châtiment de tous les bourreaux et agents fascistes de la PIDE, et d'autres organismes de répression, par des tribunaux populaires élus et responsables devant les masses ;

— Extradition de Caetano de de l'amiral Tomas pour être jugés par les masses laborieuses portugaises pour les crimes dont ils sont coupables envers le peuple.

— Suppression immédiate du code pénal et de toute la législation répressive de l'époque de Salazar et de Caetano ;

— Amnistie immédiate et inconditionnelle de tous les déserteurs, sans leur incorporation obligatoire dans l'armée ;

— Suppression immédiate et définitive de toute forme de censure sur la radio, la TV et la presse ;

— Election immédiate, au suffrage universel, par toutes les femmes et tous les hommes vivant au Portugal âgés de 18 ans, d'une Assemblée Constituante souveraine, et droit pour toutes les organisations sans restriction aucune de participer à ces élections.

— Les marxistes révolutionnaires appellent les ministres du PC et du PS à sortir du gouvernement d'Union Nationale et à lutter pour que le régime de la Junte soit remplacé par celui émanant de cette Assemblée Constituante ;

— Création de syndicats de travailleurs salariés fondés sur des assemblées démocratiques de base dans les entreprises et les localités, et leur fédération assurant une large possibilité de contrôle et de décision en dernière instance par les organismes de base ;

— Elections de comités de contrôle ouvrier dans les usines, les ateliers, les banques, les compagnies d'assurance, les grandes entreprises du commerce et des transports ;

— Elections de comités de soldats et de marins, qui doivent jouir immédiatement tous les droits politiques démocratiques ;

— Application d'un programme radical de réforme agraire, assurant l'alliance ouvrière-paysanne ;

MANIFESTAÇÃO DA L. C. I. CONTRA DITADURA FASCISTA CHILENA

A Liga Comunista Internacionalista apela para todas as organizações operárias e grupos revolucionários, a fim de estarem presentes numa manifestação contra a ditadura fascista chilena que está marcada para amanhã, às 18 e 30, na Praça do Chile, seguindo depois em direcção à Embaixada do Chile.

No texto do comunicado recorda-se que em 11 de Setembro de 1973 o general Pinochet, apoiado no Exército, instaurou uma das ditaduras mais sangrentas que a história alguma vez conheceu. Os fuzilamentos, as prisões, subiram-se aos milhares. Tudo isto porque os capitalistas chilenos, com o apoio do imperialismo, dos industriais, dos banqueiros, generais e seus ministros não podiam ficar indiferentes ao desenvolvimento impetuoso da luta revolucionária da classe operária, das massas trabalhadoras das cidades e dos campos, que ameaçava abalar os fundamentos da sociedade capitalista.

A terminar, o texto refere ainda:

«A solidariedade internacionalista com a luta dos trabalhadores chilenos, para que a vitória sobre o fascismo seja também o fim da exploração capitalista e da vitória sobre o governo dos patrões, é também a denúncia intransigente de todos os embaixadores fascistas e dos seus compromissos com o terrorismo sangrento! Fora com o embaixador fascista! Liberdade para todos os presos políticos chilenos!»

Repto a Miguel Urbano Rodrigues

Em relação a um colóquio recentemente efectuado no I.S.T., durante o qual Miguel Urbano Rodrigues falou sobre a situação no Chile e no Peru, salienta a L.C.I. que aquele salário mínimo de 6000$00 e outras questões transitórias que põem em causa o poder da burguesia, procurando avançar para uma revolução socialista. Por outro lado, procura a L.C.I. desenvolver as lutas no seio do exército, apoiando a luta armada dos povos das colónias e o surto grevista, salvaguardando a iniciativa revolucionária da classe operária. À semelhança do que se passou na U.R.S.S., em que se verificou a aliança de camponeses, soldados, operários e marinheiros, também em Portugal interessa assegurar a adesão dos militares ao processo revolucionário.

Révolution permanente ou contre-offensive de l'extrême-droite

A l'époque contemporaine, il n'y a aucune place pour un processus de « révolution démocratique » ni pour une « étape démocratique » d'un processus révolutionnaire au Portugal. La réalisation urgente de tâches démocratiques, résultant du caractère inachevé de l'ancienne révolution bourgeoise dans le pays et de la nécessité de liquider les séquelles du fascisme, se combine dès le début du processus révolutionnaire avec l'antagonisme irréconciliable entre le Capital et le Travail, avec l'exacerbation de la lutte des classes, avec la nécessité pressante d'organiser le prolétariat industriel et agricole de manière totalement indépendante de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois, pour le rendre capable de poursuivre jusqu'au bout la défense de ses intérêts immédiats et historiques.

Ce qui peut se dérouler au Portugal, c'est un processus de révolution permanente et non une utopique « révolution démocratique », c'est-à-dire un processus qui, partant de la lutte pour les aspirations immédiates des masses esquissées plus haut, débouche sur une épreuve de force généralisée, au bout de laquelle le prolétariat, organisé dans ses conseils démocratiquement élus, et armé face aux tentatives de répression de la bourgeoisie qui seront de plus en plus dures, détruit l'appareil d'Etat bourgeois et conquiert tout le pouvoir. C'est la capacité croissante d'intervention de l'avant-garde révolutionnaire, la modification des rapports de force entre elle et la direction réformiste aujourd'hui encore reconnue par la majorité des travailleurs, la construction d'un puissant parti révolutionnaire, section de la IV Internationale, qui déterminera l'issue de ce processus.

Si ce processus révolutionnaire n'est pas conduit jusqu'à sa conclusion ultime, le danger d'une contre-offensive de l'extrême-droite se précisera de plus en plus. S'appuyant sur les cadres professionnels de l'armée, déjà aujourd'hui de plus en plus effrayés par la montée de la lutte des masses, une telle contre-offensive pourrait prendre une forme d'autant plus violente et sanglante que la bourgeoisie tremble aujourd'hui pour la survie de ses privilégiés et de son pouvoir. Les marxistes révolutionnaires doivent solennellement mettre en garde les masses laborieuses, s'appuyant notamment sur les leçons fraîches du Chili, contre toute illusion de s'acheter la « tolérance » ou la « bienveillance » de la réaction capitaliste par un cours conciliateur et par une sourdine mise aux objectifs socialistes de leurs luttes. Le danger d'un retour en force du fascisme ne sera définitivement banni que lorsque tout le pouvoir politique et économique sera arraché au grand capital.

La montée impétueuse de la lutte de masse au Portugal coïncide avec une polarisation de plus en plus nette des forces de classe dans plusieurs pays-clés de l'Europe capitaliste, notamment en France, en Italie et en Grande-Bretagne. Elle coïncide avec une instabilité croissante du régime franquiste sénile, dont elle peut accélérer la chute. Elle stimulera toutes ces tendances, comme elle en recevra de nouvelles impulsions puissantes. La tâche des révolutionnaires internationalistes c'est d'encourager de toutes leurs forces l'extension internationale des espoirs et des combats du prolétariat portugais.

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ACTIVE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS AVEC LE PROLETARIAT PORTUGAIS !
VIVE L'UNITE INTERNATIONALISTE DES TRAVAILLEURS DU PORTUGAL ET DES COLONIES !
VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE AU PORTUGAL ET DANS LES COLONIES !
VIVE LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !
AIDE ET SOLIDARITE DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES AVEC LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE DU PORTUGAL !

Secrétariat unifié de la IV Internationale

Aspecto da manifestação organizada pela Liga Comunista Internacional contra o regime de terror instaurado no Chile, pelo golpe militar fascista de 11 de Setembro de 1973, que colocou no Poder, depois do derrube progressista do Governo Popular de Salvador Allende uma junta militar chefiada pelo general Pinochet. Os manifestantes encontravam-se na Praça do Chile, dirigindo-se, depois, para o edifício onde está instalada a Embaixada chilena. «Abaixo a ditadura fascista de Pinochet» e «Embaixador fascista fora» — eis as frases contidas em alguns cartazes. Oradores afirmaram a sua solidariedade com o povo mártir e denunciaram o regime que, até agora, fez tombar milhares de pessoas

« LES TRAVAILLEURS ET LES SOLDATS A L'ASSAUT DU CIEL »

Interview du camarade Faria, récemment rentré du Portugal. Le camarade Faria réfugié politique portugais en France se prépare, comme beaucoup de ses amis à rentrer définitivement au Portugal.

Qu'est-ce qui t'a le plus frappé pendant ton séjour ?

D'une part, la combativité et la détermination des luttes ouvrières. D'autre part l'apparition en force, sur la scène politique de l'extrême-gauche, qui rencontre un écho considérable auprès des jeunes, des oqvriers, des femmes, des marins et soldats, etc.

Cela est du en partie à l'opportunisme de plus en plus évident des réformistes, en particuler le PC portugais, qui condamne presque chaque grève comme un « complot contre-révolutionnaire » et qui s'est engagé totalement dans la collaboration avec les militaires et avec la bourgeoisie.

Quelles ont été les dernières apparitions de ce courant révolutionnaire ?

Le é' mai a eu lieu un grand meeting unitaire, convoqué par 6 organisations : les commissions de base socialistes, la Ligue d'union et Action révolutionnaire (LUAR), le Parti révolutionnaire du Portugal, l'Union révolutionnaire marxiste-léniniste, les Comités pour l'indépendance immédiate des colonies et le Comité régional de Lisbonne de la Ligue communiste internationaliste LCI). Le meeting a connu un succès surprenant, avec environ 5.000 personnes (certains journaux parlent de 6.000). Le même soir, le P.C. a fait aussi un meeting, avec 9.000 personnes. Le rapport de forces n'est pas si défavorable pour nous !

Le meeting a été convoqué par un tract unitaire, le premier de ce genre dans l'histoire de l'extrême-gauche au Portugal, avec pour titre « Travailleurs portugais, peuples des colonies : même combat ».

Mais, est-ce que les révolutionnaires ne descendent pas dans la rue ?

Si, si ! Le lendemain du meeting les mêmes 6 organisations ont convoqué une manifestation anti-coloniale dans la rue. On s'est trouvé environ à 15.000 ! Et on n'a eu que deux jours pour la convocation.

Les premiers rangs de la manifestation étaient formés par des soldats et marins, au début, ils étaient quelques dizaines, à la fin, il y en avait **des centaines** dans le cortège. Un véhicule militaire nous a même prêté son mégaphone pour crier nos mots d'ordre : « Ni un seul soldat de plus pour les colonies ! A bas l'exploitation capitaliste ! Vive la révolution socialiste 9 »

Au moment prévu pour la dislocation, nous avons décidé de continuer et d'aller manifester devant l'hôpital militaire où se trouve le capitaine cubain Peralta, arrêté en Guinée-Bissau. Nous n'avons pas réussi à le libérer, mais nous avons obligé les militaires à abandonner leur plan sordide de le transformer en monnaie d'échange pour la libération d'agents de la C.I.A. arrêtés à Cuba.

Quelle a été la réaction des autorités à cette initiative ?

Il Ils n'ont pas osé nous attaquer directement. Les soldats qu'ils envoyaient fraternisaient avec nous ! L'armée a commencé par interdire à deux stations de radio démocratiques de continuer à rapporter les évènements. La radio Renascença (autogérée par ses travailleurs) a protesté énergiquement. Ensuite, sont venues les menaces de la junte militaire contre l'extrême-gauche, la consigne « officieuse » à la presse de ne plus mentionner nos actions et la campagne hystérique des réformistes contre le gauchisme « aventuriste », « provocateur », etc.

Quel rôle a joué la LCI dans ces interventions du courant révolutionnaire ?

Il suffit de lire les journaux et regarder les photos des manifestations pour voir que nos camarades de la LCI ont joué un rôle déterminant dans l'animation, et l'organisation de ces initiatives...

dans l'armée portugaise
LES SOLDATS ET MARINS S'ORGANISENT

L'agitation anti-colonialiste et anti-militariste continue à se développer à l'intérieur de l'armée portugaise ; les soldats et marins ne veulent pas laisser le monopole de l'action politique à Spinola, Costa Gomès et autres crevures galonnées.

Le mouvement a déjà gagné l'armée coloniale en Afrique. Le correspondant du journal portugais «O Século» parle de meetings de soldats en Guinée-Bissau avec **1.500 participants**, « dans lesquels étaient réprésentés, avec un peu plus de modération (discipline militaire oblige) les groupes gauchistes de Lisbonne, meetings qui voulaient forcer le haut commandement et les négociateurs de Londres à une retraite rapide » (« O Século », 6.6.1974).

Pendant ce temps-là, à Lisbonne était distribué dans les bateaux et casernes un tract dont voici quelques extraits :

« Camarades soldats et marins :
Pas un soldat de plus pour les colonies !
Soldat, marin ! Organise-toi !

« Nous, soldats et marins, nous sommes des ouvriers et travailleurs avec un uniforme sur le corps et une arme à la main. Aujourd'hui, comme hier, les exploiteurs colonialistes veulent que nous utilisions cette arme contre les travailleurs africains qui luttent pour leur libération. Mais nous ne pouvons pas accepter de servir d'instrument aux capitalistes et sacrifier notre vie en Afrique pour augmenter les profits de ces parasites. Notre ennemi ce ne sont pas les travailleurs des colonies, ce sont les fascistes, les exploiteurs, les colonialistes, les réactionnaires.

« Organisons-nous ! Avec les camarades les plus décidés et capables, constituons dès maintenant des Comités révolutionnaires. Dans chaque caserne, dans chaque bateau, le Comité révolutionnaire doit être le premier à surveiller et dénoncer les manœuvres des officiers fascistes et colonialistes. A travers les contacts entre les casernes et les bateaux, constituons un front de tous les Comités révolutionnaires. Si les officiers colonialistes veulent envoyer notre bataillon ou notre bateau en Afrique, alertons immédiatement les autres casernes et bateaux. Unis nous vaincrons !

« A nas la discipline fasciste dans l'armée et la Flotte ! Exigeons le droit de libre discussion et organisation pour les soldats et marins. Imposons le droit d'organiser des meetings et des réunions dans les casernes et bateaux. Refusons-nous à obéir aux ordres des officiers réactionnaires, fascistes et colonialistes. Exigeons le droit des soldats et marins à sortir dans la rue pour participer aux manifestations et meetings révolutionnaires.

Nous ne permettrons pas qu'on nous utilise pour écraser les grèves ouvrières ou les manifestations de rue. L'Union entre les soldats, marins, ouvriers, travailleurs et étudiants révolutionnaires est la seule garantie pour que le fascisme ne revienne plus et que la guerre coloniale finisse.

Mais la révolution est seulement à son début ! Il faut continuer la lutte jusqu'au bout. Notre intérêt c'est d'en finir avec l'exploitation et l'oppression. Continuons le combat jusqu'au pouvoir des ouvriers et travailleurs !

Front des soldats
et marins révolutionnaires »

UNE VIEILLE CHANSON...

« La tradition du Chili est très différente de celle des autres pays d'Amérique Latine. Ici, le coup d'Etat n'est pas dans les mœurs. Les problèmes sont posés sur le plan politique. Contrairement à ce qui s'est passé maintes fois dans les pays voisins, jamais l'armée ne s'est emparée du pouvoir. » (La Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT, 24-2-71, deux ans avant le coup d'Etat de septembre 1973).

« Contrairement à l'armée chilienne, l'armée portugaiseest en majorité progressiste, ce qui nous permet de regarder l'avenir avec confiance ». (Alvaro Conhal, secrétaire général du PC portugais. Le Monde 10-6-74).

Toute ressemblanece n'est pas une pure coïncidence : ces deux opinions relèvent exactement de la même logique réformiste obstinée et suicidaire. Comme le disent les Saintes Ecritures : « Ils ont des oreilles pour entendre, mais n'écoutent pas ; ils ont des yeux pour regarder, mais ne voient pas... »

« TRAVAILLEURS, RETROUSSEZ VOS MANCHES ! »

La vie ouvrière, hebdomadaire de la CGT publie cette semaine une interview de Avelino Pacheco Goncalvès, membre du Parti communiste, ministre du Travail au Portugal.

Constatant la pauvreté de l'économie portugaise, les grandes disparités de salaires, Gonçalvès tire deux conclusions principales :

« Du fait des disparités entre secteurs économiques, il n'est pas possible d'élever immédiatement les salaires les plus bas jusqu'au niveau des salaires moyens et élevés.

« Grâce au travail d'explication des syndicats et partis politiques, notamment du P.C. portugais, la grande majorité des travailleurs a compris les limites imposées par la situation économique actuelle. »

Plus loin, notre ministre social concède : « Les métallurgistes ont demandé un salaire minimum de 6000 escudos (1200 F), ce qui, pour le niveau des prix n'est pas excessif » et d'ajouter « mais il faut remarquer que la généralisation de ce salaire absorberait la totalité de la production nationale brute. Aussi n'est-il possible que de satisfaire en partie les revendications des travailleurs et le gouvernement vient de fixer le salaire minimum à 3.300 F (660 F) ».

Alors que la semaine de travail va jusqu'à 48 H, que le taux de l'inflation est de 30 à 40 % par an, l'appel à modérer les revendications rapelle les discours de Thorez à la Libération.

L'argent se trouve dans les mains des capitalistes. Il faut l'y prendre, il faut exproprier sans rachats ni indemnités.

REPRESSION CONTRE L'EXTREME-GAUCHE

Après les menaces, les voies de fait. La junte militaire qui garde le pouvoir réel derrière le gouvernement provisoire civil, vient d'arrêter un dirigeant maoiste, le camarade José Luis Saldanha, du MRPP, qui se trouve placé « sous surveillance militaire ». Les réformistes du gouvernement seront-ils complices de la répression contre l'extrême gauche ?

Quelles que soient nos divergences avec le camarade arrêté, nous ne pouvons que lui manifester notre solidarité totale et active face à la répression bourgeoise. En arrêtant le dirigeant d'un groupe relativement isolé, les militaires ne font que lancer un premier ballon d'essai, en attendant de s'attaquer à l'ensemble du courant révolutionnaire, et ensuite, au mouvement ouvrier dans sa totalité, PC portugais y compris.

Tous unis contre la répression militaire !

Solidarité ouvrière face aux attaques de la bourgeoisie !

MANIFESTATION CHILI DE LA LCI

La LCI a organisé à Lisbonne le 5 juin une manifestation anti-fasciste devant l'ambassade du Chili. Les manifestants portaient de nombreux drapeaux de la LCI et des banderoles avec les mots d'ordre : « A bas la dictature fasciste de Pinochet » et « Ambassadeur fasciste dehors ! ». Une fois devant l'ambassade, ils ont hissé sur son mât le drapeau nazi avec la croix gammée, qui a aussi été abondamment inscrite sur les murs de l'édifice diplomatique. Dans des haut-parleurs, les organisateurs de la manifestation ont proclamé la solidarité de la LCI avec le peuple chilien martyr et ont dénoncé les crimes du régime issu du coup militaire de septembre 1973, inspiré par le CIA et ITT. La police n'a pas osé intervenir.

Le but de cette manifestation était non seulement la solidarité internationaliste mais aussi l'éducation des masses portugaises, pour que les leçons tragiques de l'expérience chilienne ne soient pas oubliées : aucune confiance dans les militaires bourgeois ! Armement du prolétariat, seule garantie contre le fascisme !

LIGA COMUNISTA INTERNACIONALISTA

CAMARADES DES MILITANTS PORTUGAIS S'ADRESSENT A VOUS

La répression sélective des révolutionnaires portugais a commencé. Depuis quelques jours, la Junte, le Gouvernement provisoire, le PC et le PS, main dans la main avec toutes les forces réactionnaires, sont unanimes à condamner « l'irresponsabilité », « l'ipatience », « les provocations » des groupes « de droite qui se présentent comme étant d'extrême-gauche ». Les grèves elles-mêmes sont devenues « les armes des patrons et des réactionnaires ». La classe ouvrière est invitée à travailler plus que jamais pour « reconstruire le Portugal ». En réalité, il s'agit tout simplement de reconstruire et de renforcer la société des patrons et des exploiteurs.

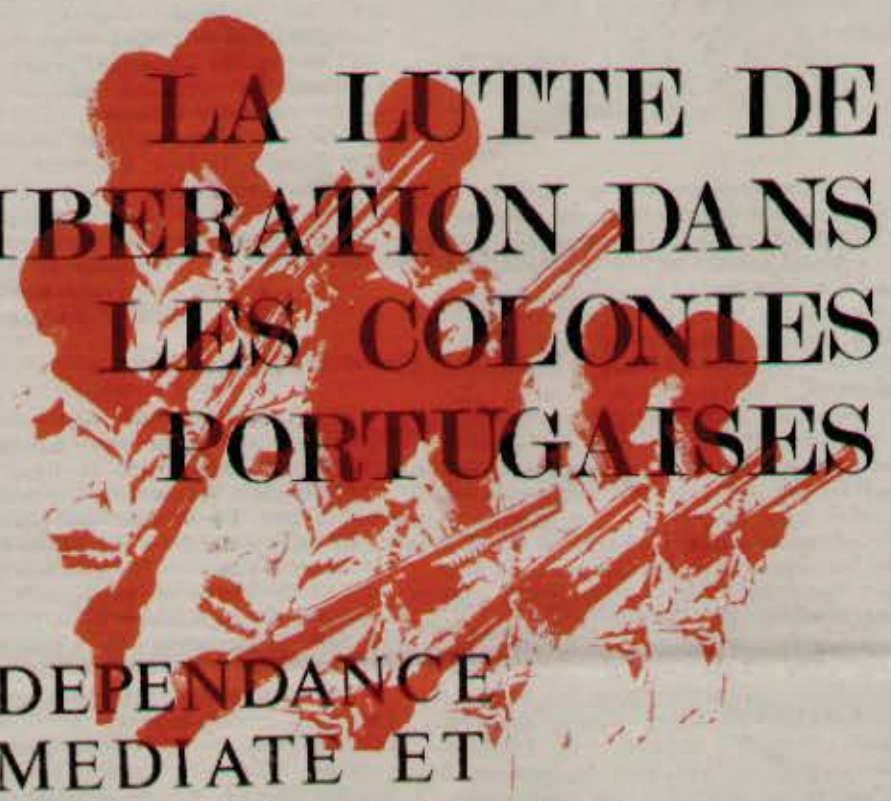
Face à la situation actuelle au Portugal, les tâches des révolutionnaires sont immenses. La Ligue Communiste Internationaliste (LCI), organisation sympathisante au Portugal de la IV° Internationale, dont l'influence est grandissante, tout particulièrement au sein de l'extrême-gauche, a encore des moyens très limités pour accomplir sa mission. Par ailleurs, au Portugal, l'argent est aussi un des nerfs de la guerre.

Nous n'ignorons pas que vous, en tant que militants ouvriers et révolutionnaires français, êtes déjà bien souvent sollicités à des contributions exceptionnelles. Nous n'oublions pas non plus que Giscard se prépare à exiger de vous davantage d'impôts.

Malgré ceci, et face à la situation tout à fait exceptionnelle que nous vivons aujourd'hui au Portugal, nous venons vous demander de nous aider financièrement. Quel que soit le montant de votre contribution, elle sera un acte militant d'utilité certaine.

COMBATE OPERAIO-LCI
CCP-Paris 4501/42
mention Portugal.

LA LUTTE DE LIBERATION DANS LES COLONIES PORTUGAISES



INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION!!!

Dans Rouge N° 254, nous avons souligné le chantage que les réformistes portugais exerçaient sur les mouvements de libération. Le 7 juin à Alger, Jorge Campinos, membre du PS et participant aux négociations de Londres, déclarait : « En cas d'échec de ces négociations, les socialistes quitteraient immédiatement le gouvernement portugais ». Mario Soares de son côté, après le demi-échec des négociations de Lusaka avec le FRELIMO, n'a pas cherché à dissimuler ses visées crapuleuses : « Il est immoral de s'asseoir à la même table de conférence pour discuter dans une ambiance de franchise et de cordialité (tu parles !) alors que des hommes continuent de mourir. Personnellement, je ne suis pas disposé à continuer ainsi très longtemps »... Pauvre Mario Soares, lui qui croyait que sa bonne mine de social démocrate allait suffire pour que le FRELIMO accepte le cessez le feu sur place et la reconnaissance de mouvements politiques type troisième force, garants politiques d'une solution néo-coloniale. Pauvre Mario Soares qui croyait que le PAIGC allait renoncer aux îles du Cap Vert ! Pensez donc : le FRELIMO maintient une pression militaire menaçant en permanence les régions de Becra, de Cabora Bassa et de Villa Peri, et le PAIGC ne cesse de gagner le soutien actif des populations vivant en zone portugaise. Les réformistes, et particulièrement le PS, ont une peur bleue de ne pouvoir satisfaire le mandat pour lequel Spinola les a invités au gouvernement. Les contradictions au sein du gouvernement d'Union Nationale vont se renforcer et il se pourrait que la situation dans les colonies et la détermination des mouvements de libération brisent la solidarité de façade qui unit réformistes et militaires.

Déjà, ces derniers préparent l'avenir. Au Mozambique, tout rassemblement en plein air est interdit. Ils devront désormais être tenus dans des espaces clos, après qu'une demande écrite, signée par au moins 6 personnes ait été donnée au commandant militaire, contenant également le thème de la rencontre et ce 72 heures avant. Comme dit le PC portugais : « il existe des divergences doctrinales souvent bien marquées... mais il y a aussi des idées communes qui nous permettent d'aller de l'avant » (A. Cunhal, 18 mai). Le général Gomez, ministre de la Défense, ne déclarait-il pas : « je ne suis pas sûr que l'Angola décidera de rester portugaise en consolidant ses relations avec la Rhodésie et l'Afrique du Sud »...

Dans les numéros précédents de Rouge, nous avons aussi dénoncé le rôle de la diplomatie des Etats africains néo-coloniaux. Quelle que soit l'esbrouffe d'un Sengho r (Sénégal) ou d'un Mobutu (Zaire), la fonction immédiate de leur politique est de briser toute radicalisation des luttes de libération et de garantir la stabilité néo-coloniale à leurs frontières. Le PAIGC vient à ce propos de rappeler que Dakar reste le centre des fantoches du FLING (Front de Libération pour l'Indépendance Nationale de la Guinée).

A travers l'Europe, les réformistes qui jusqu'ici avaient participé aux structures de soutien aux luttes dans les colonies portugaises, abandonnent très vite tout travail au nom de leur alignement sur Lisbonne. La responsabilité des militants révolutionnaires est immense. Non seulement il faut dénoncer le pillage impérialiste de l'Angola et du Mozambique, qui n'a pas cessé après le coup d'Etat, mais il faut encore dénoncer toute tentative néo-coloniale et se préparer à riposter au cas où les négociations échouant les combats reprendraient. L'avenir du rapport de force en Afrique dépend en partie du développement des luttes dans les colonies portugaises. La nature et la force du soutien internationaliste ne sera pas sans conséquence pour l'avenir politique de ces luttes.

Soutien aux PAIGC, FRELIMO, MPLA !
Contre toute solution néo-coloniale !
Indépendance immédiate et inconditionnelle !

LA CHINE SOUTIENT MOBUTU

La presse portugaise ne cesse de parler du FNLA (Front National de Libération de l'Angola) et de l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola). Le FNLA, véritable armée des frontières, fraction droitière du mouvement nationaliste, fondé sur une base régionaliste et ethnique, est totalement inféodé à la politique de Mobutu dont le régime constitue le centre de la contre-révolution en Afrique Centrale. Or, le 1er juin, 112 instructeurs de la Chine Populaire sont arrivés à Kinshasa pour encadrer le FNLA. Cette initiative de Pékin constitue l'une des clauses de l'accord sino-zaïrois. Mobutu étant depuis quelques mois un virulent anti-impérialiste aux yeux de la bureaucratie maoiste ! En clair, cela veut dire que Pékin apporte son soutien à la stratégie de l'impérialisme en Afrique Centrale, fondée sur l'axe Zaire-Angola, autour du bassin pétrolifère de Cabinda (un nouveau Koweit paraît-il). Qu'en pensent les militants maoistes qui depuis des années dénoncent légitimement le FNLA comme groupe fantoche ? Que pensent-ils aussi de l'UNITA qu'ils soutiennent et qui joue aujourd'hui le gentil mouton auprès du gouvernement portugais ?

La publicité qui est faite au FNLA et à l'UNITA vise bien évidemment l'affaiblissement du MPLA. Au sein de celui-ci, les conflits ne cessent de se multiplier. Outre la fraction Chipenda qui depuis deux ans maintient une influence dans les régions sud-est, une fraction (le Mainfeste des 19) proclame à partir de Brazzaville la nécessité d'un Front Uni pour l'indépendance nationale. Mario Soares rencontrait d'ailleurs à Londres l'un des protagonistes, Mario de Andrad. De son côté, P. de Andrade, membre de ce groupe, a expliqué que le Front « exigeait plusieurs démarches, soit auprès des mouvements de libération qui luttent depuis des années pour l'indépendance du pays, soit auprès des organisations saines qui se forment depuis peu en Angola, soit encore auprès de personnalités marquantes du nationalismeangolais ». Il est encore trop tôt pour apprécier la trajectoire politique exacte de chaque tendance, d'autant plus qu'au sein du MPLA, les conflits politiques apparaissent bien souvent comme des conflits inter-bureaucratiques au niveau de la direction. Mais une chose est certaine : un front uni FNLA-Fraction du MPLA sur les objectifs décrits par Pinto de Andrade constitue un grave danger de liquidation de la lutte de libération nationale et représente en fait le cache-sexe du cartel Ngenabi (Congo), Mobutu (Zaire), Kaunda (Zambie), c'est à dire la sainte alliance des régimes réactionnaires de la région.

L'affaiblissement du MPLA constitue un événements très grave pour l'avenir de la lutte en Angola. Les risques d'une « congolisation » (référence à la guerre civile de 6 ans au Congo belge aujourd'hui Zaïre) sont très importants et provoqueraient alors un bouleversement dans toute l'Afrique Australe et Centrale.

C. GABRIEL
11.6.74

ATTENTION : PETROLE !

Le néo-colonialisme portugais et l'impérialisme US commencent à mener en Angola une série de manœuvres politiques d'où se dégage une forte odeur de pétrole.

L'Angola produisait en 1973 9 millions de tonnes de pétrole. Des découvertes récentes permettent d'y prévoir un « nouveau Koweit », particulièrement dans l'enclave de Cabinda. Sont intéressés par l'or noir angolais la Gulf Oil, qui exploite les puits de Cabinda, la Texaco (US), l'AMOCO (US), Total Angol (France), Petrangol-Angol (belge-US) et autres requins mineurs.

Par conséquent, s'il n'est pas étonnant que Mobutu, le fantoche pro-yankee du Zaïre (ami du président Mao par ailleurs) pousse en avant son protégé, Holden Roberto, dirigeant du FNLA (mouvement nationaliste angolais installé à Kinshasa). Il semble, selon des « milieux bien informés » que Holden Roberto ait déjà passé des accords discrets avec la Gulf Oil Company. En même temps, à Cabinda, zone où le MPLA mène des actions de guerilla intensives ces derniers temps, apparait soudainement, surgie d'on ne sait où, une prétendue « Union démocratique dela population de Cabinda » qui adressé un appel à la Junte, demandant une « indépendance séparée » de l'enclave. Si nous ajoutons à cela que l'UNITA, le mouvement nationaliste soutenu par la Chine, a cessé ses actions de guerilla (cf. le journal portugais O Seculo, 6.6.74), il est facile de comprendre pourquoi le néo-colonialisme portugais et l'impérialisme US ont pour but prioritaire d'isoler, affaiblir et diviser le MPLA, seul mouvement de libération qui lutte encore les armes à la main en Angola.

Vient de paraître

AFRIQUE EN LUTTE

N° 9

1 F — JUIN 74

sur les colonies portugaises

campagne pour les droits des soldats

PLUS DE 400 SIGNATURES

Les 100 sont aujourd'hui plus de 400. Au 2è RIMA du Mans, près de 200 soldats (sur 500) ont signé le manifeste. C'est le résultat remarquable d'une campagne d'explication lancée parmi les appelés par les 1ers signataires du Mans et qui permet de mesurer l'impact de l'appel dans le contingent. Ce qui s'est passé au Mans n'a rien d'absolument exceptionnel. Dans de nombreux régiments, les appelés signent par dizaines et attendent d'avoir suffisamment de signatures pour se sentir « couverts » avant de les rendre publiques. De nombreux soldats s'adressent aux organisations antimilitaristes et au comité de personnalités solidaires des « 100 » pour réclamer des manifestes. Bref, malgré le silence pesant de la presse, « radios-bidasses » se charge de diffuser l'appel et celui-ci continue de stimuler la combativité des appelés...

Totalement dépitée de n'avoir pu trouver la parade, la hiérarchie militaire riposte petitement, mesquinement : en mutant les signataires systématiquement et plus rarement en distribuant des jours d'arrêt. Ainsi, à Rouen, Michel Schwob, signataire de la 1ère liste, a pris 2 mois d'arrêt. Alors qu'il était en détente chez lui, des militaires sont venus l'arrêter à l'aube. Motif : « organise des réunions politiques dans la caserne » !?. A Toulouse aussi, après les jours d'arrêts, les mutations volent bas. Et la réplique ne s'est pas faite attendre : des sections syndicales ont pris position contre la répression et, sur la base aérienne de Francazal, des inscriptions ont fleuri : « A Francazal comme ailleurs, les soldats n'ont aucun droit », « Solidarité avec les 100 » , « Halte aux mutations ! ».

Véritable travail de Sysiphe qu'entreprend la hiérarchie. Pour un bidasse muté, 4 autres signent ! Et plus elle fera mine de montrer les dents, plus les rangs se resserrent autour des appelés. Dans la CFDT, dans la FEN, Ddans la CGT, des motions de solidarité circulent, chaque jour plus nombreuses. Moins que jamais, les soldats combatifs ne sont isolés !

LA FEN DE HAUTE-GARONNE

« La CA de la FEN, réunie le jeudi 6 juin 74 :

— informée des mesures répressives qui frappent des soldats (hôpital Lorrey, BA 101, Francazal) notamment ceux ayant signé et diffusé « l'appel des 100 ».

— informées des difficultées rencontrées par les soldats pour l'exercice de leurs droits démocratiques.

— exige la cessation de toutes les brimades, la liberté d'information, la libre circulation de la presse, le droit de réunion et de discussion pour les soldats.

En outre, elle appelle les enseignants, les travailleurs, la population à manifester leur solidarité à l'égard des soldats menacés ou frappés par des mesures de répression. Elle leur demande de tout mettre en œuvre pour faire avancer concrètement la reconnaissance des droits démocratiques au sein de l'armée ».

Motion votée à l'unanimité moins une abstention.

UD-CFDT DE HAUTE-GARONNE

« Pour les droits démocratiques des soldats,

L'UD-CFDT, informée des mesures répressives qui frappent les soldats (dont un certain nombre à l'hôpital Larrey et à la BA 101 de Francazal) qui ont signé et diffusé « l'appel des 100 » contenant un certain nombre d'exigences pour l'exercice de leurs droits démocratiques, se déclare solidaire de l'essentiel de leurs revendications.

En effet la CFDT revendique pour les jeunes :

— le libre choix de leur date d'incorporation entre 18 et 25 ans.

— le relèvement de la solde.

— l'amélioration des conditions de vie des soldats.

— la cessation de toutes les brimades.

La CFDT estime que l'orientation des manœuvres sur le thème de la lutte contre « l'ennemi intérieur » Nn'est pas conforme aux exigences d'une Défense Nationale républicaine et démocratique. Enfin la CFDT ne saurait admettre que le service national constitue une parenthèse dans l'exercice des droits du citoyen. Les jeunes incorporés qui conservent à juste titre le droit de vote doivent aussi pouvoir s'informer (libre circulation de la presse, y compris de gauche et d'extrême-gauche), se réunir et discuter librement des problèmes politiques et syndicaux qui les concernent à l'intérieur même des casernes.

En conséquence et notamment en raison de ces derniers points qu'elle juge fondamental, la CFDT s'indigne des mesures de répression (arrêts, mutations) qui frappent déjà (et à Toulouse) les soldats signataires de l'appel des 100.

L'UD-CFDT prend dès maintenant les dispositions nécessaires pour informer et alerter les jeunes, les travailleurs et la population sur les faits qu'elle dénonce ici. Elle appelle les travailleurs, les jeunes et la population à manifester leur solidarité active à l'égard de ces soldats frappés ou menacés par la répression et à tout mettre en œuvre pour faire avancer concrètement la reconnaissance des droits démocratiques des soldats.

Elle considère que la reconnaissance et l'avancée de ces droits est indispensable au renforcement de l'Union des Forces Populaires ».

SECTION DE L'OISE DE LA FEN

La section de l'Oise de la FEN soutient les 100 soldats qui, à l'occasion des présidentielles, ont signé un appel aux deux candidats dans lequel ils réclament l'instauration des droits démocratiques pour les soldats : libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans, une solde égale au SMIG et la gratuité des transports, la possibilité pour les engagés de rompre librement leur contrat d'engagement, des permissions hebdomadaires, la fin des brimades, la liberté totale d'information et d'expression politique dans les enceintes militaires, la suppression des tribunaux, des prisons et camps spéciaux, la dissolution de la sécurité militaire.

La section de l'Oise de la FEN exprime son indignation devant les mutations, les arrestations, les mises au secret dont sont victimes plusieurs signataires.

Elle affirme que, survenant après les arrestations frappant des soldats à Reims, Mourmelon, Metz, Toulon, ces nouvelles sanctions arbitraires devront cesser.

La section de l'Oise de la FEN se déclare solidaire de tous les signataires de l'appel, de tous les soldats punis pour avoir refusé l'absence de tous droits démocratiques dans l'armée et s'engage à prendre leur défense en exigeant la suppression immédiate de toutes les sanctions qui les frappent ou les menacent.

nouvelles signatures

LE MANS 2 ème RIMA

Cals Guy Puyo, P. Puieau, Pizieux, 2 ème Cl. Bezier, Huet, Ficher, Goyeneche, Salmon, Cellier, Godec, Forestier, Castex, Cheneau, Durandon, Haemmerer, Betton, Ricaud, Casimajou, Pizieux, De Santis, Rivonlland, Cailly, Rayon, Ménard, Brûle, Gillet, Bordet, Lefeuvre, Degrande, C/c Floch, Bœuve, 2 ème Cl. Richefeu, Henoque, Pouvrfau, C/c Ruffray, 2 ème Cl. Guébin, Cal Bataille, 2 ème Cl. Boistard, Rambaud J.M., Durel Alain, Dupuy Noël, Borin Joël, Mauduit, J. Philippe, Chéri Christian, Couchy Edmond, Vosges, Dumoulin Daniel, Cal. Conduché J. Claude, 2 ème cl. Giot René, Saltel Gérard, Juchault Claude, Marcel Paris, Pero José, Thiette Jocelyn, Leinster frank, Esnault Dominique, Bouvet Jean-Yves, Bourdin Jean-Claude, Goussin Edouard, Cal Pineau Serge, 2 ème Cl. Busson Philippe, Lalot, Gagnant, d'Anger, Tournelle, Bailleul, Lubineau, Grignon, Vauloup, Guelet, Auffret.

Christian de SEZE, 2° cl. Gérard ROBIN, 1° cl. Michel JINAIS«, Jean %Marie THERNUE, 2° cl. Serge BRIDELANCE, 1° cl. Serge DANEDE, 2° cl. Serge KIRIOW, 1° cl. Joël MONTREDON, Cal-Chef Bruno CARLIER, 2° cl. Michel COULARD, Philippe TANGUY, Michel RUELLAND, Patrice POUTEAU, Paul DESNOS, Eric TI-I-TAMING, Philippe CRAUK, Claude MOREY, J.Michel LEROUX, Hubert LEBRET, Denis LARDIERE, Jean-Marc FRISON, Paul CHAPATTE, Patrick JINJOLET, Amar MEKHZOUM, Pierre BAROU, J.Luc DUGUY, Didier LECOMTE, Jean-Louis LEBRUN, Jean-Marie ACHIGAR, Patrice ELUARD, c/c Jean-Luc COMIN, s. Pierre-Jacques LEAUTE, c/c Alain SAUZEAU, c. Michel NICOLAS, c/c Gilles TARDIF, Bernard DEGOUTTE, 2° cl. Francis PASTEAU, c. Christian CATTAPAW, 2° cl. Pierre DECAILLON, Jean-Pierre AUFFRET, Yves JOLIER, Jean-Jacques BRUN, Denis RICHARD, Daniel GODEFROY, c. Michel FOLLIOT, Yvon LESCOAT, Claude SAVARY, Thierry VILLANI, 1° cl. Gérard EHOUARNE, Jean-Roger EPINETTE, Serge URVOAS.

43 ème RIMA OFFENBOURG

Grémy Gérard, Lambert Jean

VILLINGEN, 50 R.A.

Broullet Christian, Collin Serge, Yaïch André, Duguet Jean-Paul, Bauhecourt Patrice, Delannoy Dominique, billet Christian, Chateau Daniel, Muret Jean-François, Crouzet Jean-Charles.

VERNON 3 ème R.A. Ma

1 ére classe Deschamps Vincent

BAYONNE

2 ème Cl. Dauvert Olivier, déserteur du 1° R.Pi.Ma

St GERMAIN« Quartier Grammont

M.Lhuissiez, P.H.R., M. Potiron P.H.R., M. N'Guyen Duc, 2 ème Peloton, Brossard 2 éme Peloton, M. Carto, 1 er Peloton, Houdebine, 1 er Peloton, Pauvert 3 ème Peloton, Laurens 3 éme Peloton, Mahé Section Razura, Roussel, section Mazura.

St CYR, base aérienne 272

1 ére classe Gilles Serra

G.C.R. 601 Ali Benmaza

Benmara

26è RI NANCY

Le CARSL Clandestin du 26è RI apporte sa signature à l'appel des 100. Il soutiendra dans le cadre de son action clandestine toutes les revendications ayant motivé cet appel.

Fait à Nancy le 5.06.74.

Le CARSL
(Comité d'Action pour le Respect de la Sécurité et des Libertés des Appelés)

QUAND LE PC CHASSE LES MORPIONS

La campagne pour la vérité sur la disparition de Claude Callibotte , se développe, menée par le comité de soutien. Claude Callibotte jeune travaileur de St Denis, a été porté disparu le 22 février, alors qu'il faisait son service militaire comme marin sur le « Blavet ».

Jusqu'à présent, l'exceptionnelle unité du comité qui regroupait toutes les forces politiques et syndicales sur St Denis, a permis une large campagne dans la population, près de 5000 signatures ont été collectées, des sections syndicales affirment leur solidarité.

Mais il se trouve qu'à ce stade de la campagne, le PC,la JC, la municipalité ne veulent plus s'engager. Alors que jusqu'à présent ils avaient participé à toutes les réunions et apporté leur soutien matériel, ils découvrent que la composition du comité ne leur convient plus. La dernières réunion du comité a donné lieu à un spectacle étrange. Le PC, la JC, l'UNCAL, la municipalité sont venus à 15 avec en tête le maire-adjoint, pour expliquer qu'ils se retiraient parce que des « morpions » aux pratiques crapuleuses — comprenez les groupes révolutionnaires — étaient présents. En fait, le PC ne veut à aucun prix de l'unité avec les révolutionnaires sur un terrain qu'il ne maitrise pas, lui qui laisse ses militants isolés à l'armée et sans perspectives alors que des centaines de soldats partent à l'offensive, alors que la jeunesse se mobilise contre l'armée.

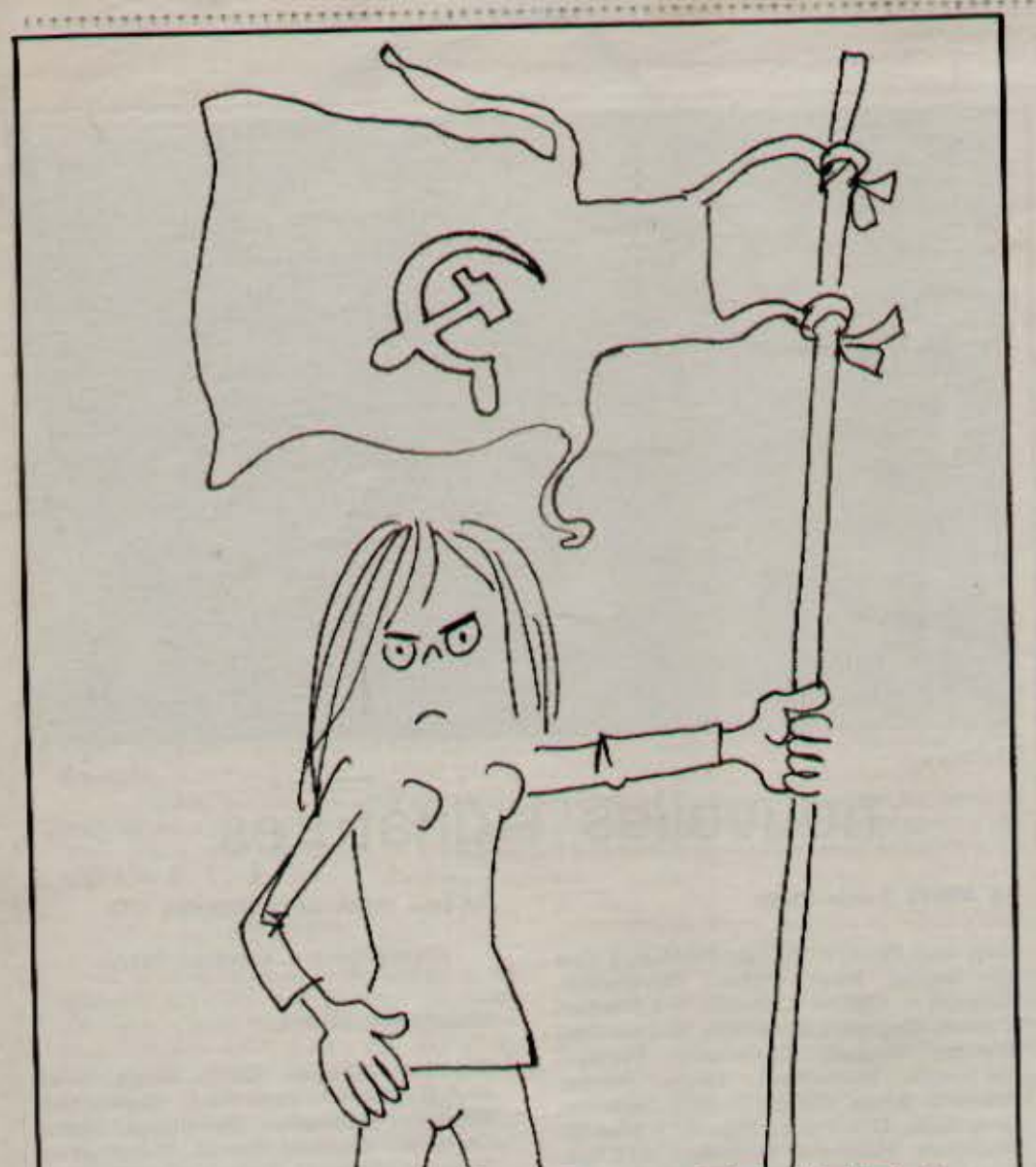
Mais se retirer maintenant du comité ne peut pas se faire sans casse. 2 membres du conseil municipal (non membres du PC) ainsi que toutes les autres forces politiques et syndicales restent dans le comité. La famille de Claude Callibotte continue d'apporter sa confiance au comité. Le PC est isolé dans son sectarisme, alors que la campagne bat son plein. Il a été décidé :

— la tenue d'un meeting pour la fin juin ;

— la présence du comité à la fête du PSU ;

— la présence du comité à la journée anti-militariste à Jussieu.

Et nous verrons qui seront les « morpions » et les « crapules ». Le comité est fermement résolu à poursuivre l'action pour la vérité sur la disparition de Claude, pour que justice soit rendue et pour que soient reconnus les droits démocratiques des soldats pendant leur service militaire.



15 ET 16 JUIN RENCONTRE NATIONALE DES FEMMES

Avoir sorti un journal, « Les Pétroleuses », c'est une première victoire contre l'isolement et le silence des femmes. C'est d'abord lancer un instrument de liaison entre celles qui luttent dans l'entreprise, celles qui se battent pour l'avortement et la contraception libres et remboursés, celles qui se rassemblent dans les groupes de boite, de quartier, de lycée, de faculté et celles qui n'ont encore rien fait de tout cela mais se posent des questions et cherchent à agir contre leur oppression.

Aujourd'hui, de plus en plus nombreuses, les femmes prennent conscience que leurs problèmes ne sont pas « individuels » et que les solutions non plus ne peuvent pas être individuelles. L'écho rencontré par « Les Pétroleuses » tout comme la multiplication des groupes de femmes permettent de passer à un nouveau stade.

Les groupes, c'est bien. Le journal, c'est un grand pas en avant, mais vers quoi ? N'est-il pas possible maintenant de confronter la masse des expériences éparses, de se donner des objectifs communs et d'organiser un mouvement autonome des femmes luttant contre tous les aspects de leur oppression, au travail, dans la famille, dans la société ?

Pour en discuter, les groupes de quartiers parisiens appellent à une **Rencontre Nationale des Femmes** ouverte à tous les groupes — qu'ils se réclament ou non du MLF — et à toutes les femmes. Lors de cette rencontre, il ne s'agira pas seulement de raconter notre oppression. Réfléchir ensemble sur le travail, la famille, la sexualité, le rôle des femmes dans les luttes, l'autoorganisation des femmes, le journal, etc. et resituer notre oppression dans le cadre du système qui la nourrit et s'en perpétue, tels seront les thèmes des films et discussions en commissions qui émailleront cette rencontre.

(d'après l'éditorial des Pétroleuses)

LA GREVE DES

Dans « les femmes s'entêtent », numéro spécial des Temps Modernes, Evelyne Le Garrec écrit : « La grève des femmes, son annonce, réussit à populariser, à faire connaître du moins, la lutte des femmes comme n'avait pu le faire aucune des manifestations précédentes, car elles ne sortaient pas d'un cercle étroit de gens plus ou moins au courant déjà. Les journées de la Mutualité avaient réuni le public habituel de la Mutu. La foire des femmes ne pouvait dépasser un certain milieu culturel. La grève touche un grand nombre de femmes de tous les milieux parce qu'elle est en prise directe avec leur oppression quotidienne et qu'elle établit un lien entre les différentes formes d'oppression ».

Non, la grève des 8 et 9 juin n'a pas « touché un grand nombre de femmes de tous les milieux ». Plus encore que la Mutu, plus encore que la Foire aux Femmes, lieux ouverts, étape importante pour faire éclater l'oppression des femmes, le 44 rue de Rennes a été un lieu clos, un lieu où se sont retrouvées dans une ambiance tristotte exactement les mêmes femmes que les années précédentes.

Des discussions ? Il y en a eu partout qui tournaient autour du « Que faire ? »...

Des films ? Oui, à Jussieu, « les filles », de Mai Zetterling, une impitoyable, humoristique et émouvante prise de conscience de femmes à travers le théâtre et les fantasmes. Mais aucune discussion après.

Des expériences originales ? Oui, un groupe de « self help group », c'est-à-dire de connaissance directe de son corps, de son sexe de femme, experience interessante si elle débouche sur une remise en cause du rapport de la médecine au corps du sujet-patient-malade... En fait ? On n'y a vu dimanche qu'une idéologie importée directement des USA : necessité de cliniques de femmes pour les femmes... (avec en

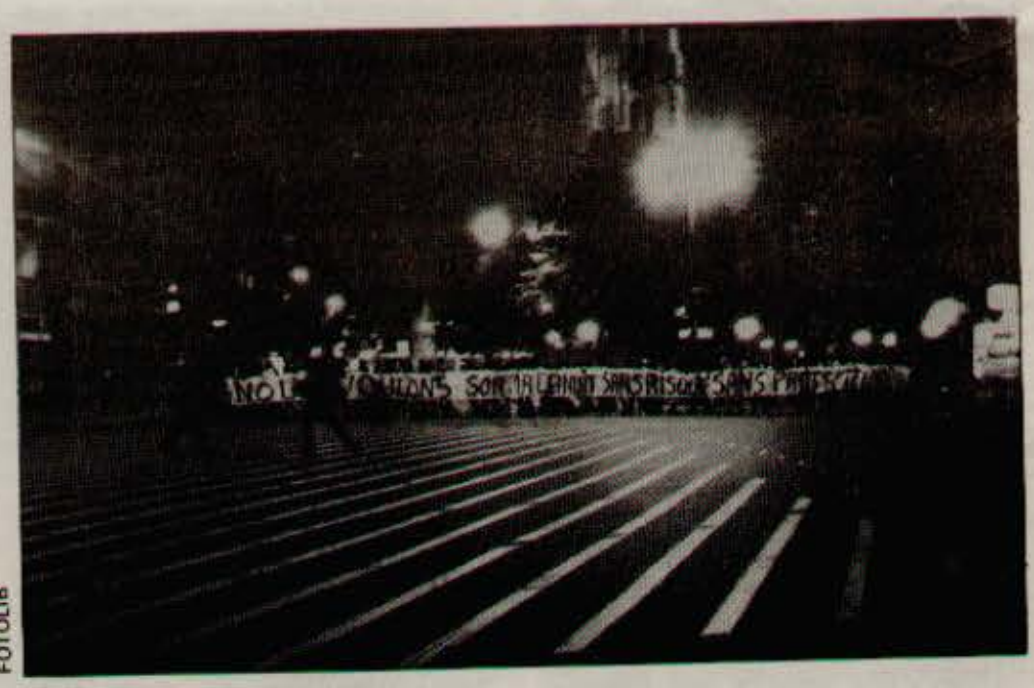
LEBRUN

UNE INITIATIVE D
PENDANT LA GREV

Une fontaine. Du Paic, Mir, Persil et autres. C'est la « grande lessive » publique, tracts, chants et slogans à l'appui, revendiquant des services collectifs, laveries, crèches, etc. et dénonçant tous les aspects de l'oppression de la femme. Des hommes présents sont conviés à s'y joindre, ce que trois font. Plus tard, la cinquantaine de femmes des Pétroleuses qui participent à cette action partiront vers la rue de Rennes, banderole en tête, pour marquer leur volonté de participer aux débats qu'impulsent les Féministes Révolutionnaires (qui sont à l'initiative de cette grève).

L'action en elle-même est minime. Certainement pas suffisante pour donner à cette « grève » une autre réalité. Il est difficile qu'il en soit encore autrement tant qu'un mouvement ne s'est pas affirmé. Les débats avaient commencé à propos de cette grève dans les assemblées générales des FR : quelle grève ? Au travail ?

MANIFESTATION DU MLF



FOTOLIB

Ce que femme seule ne peut... se promener la nuit : elles l'ont fait en manifestant à l'initiative des Féministes Révolutionnaires lundi soir.

CONGRES DE L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES

● Pas de secrétariat à la condition féminine, Mr Giscard ? Ainsi les respectables femmes de l'UFF réunies en congres annuel à Grenoble le 9 juin, ont-elles décidé de porter leurs revendications au plus vite au 1er Ministre !

Les femmes françaises, qui entre autres activités organisent la vente d'objets artisanaux le jour de la fête des mères, cette nouvelle kermesse laïque des dames patronesses de la nouvelle société, ont demandé que les femmes soient « mieux informées, plus souvent consultées... »

Nulle crainte que ce mouvement moribond qui a ignoré les luttes sur l'avortement et la contraception ne remette en cause le rôle de la femme dans la famille et dans la société. Ce que veut l'UFF, « **c'est l'augmentation du niveau de vie des familles** », une majoration immédiate de 30 % des allocations familiales, des équipements collectifs plus nombreux, des centres de contraception (et l'avortement ?).

Le partage égal des tâches ménagères dans la famille ? La remise en cause du rôle « irremplaçable » des mères pour l'éducation des enfants ? Thèmes « gauchistes » s'il en est qu'on n'a pas abordés au cours de ce congrès... Quant aux luttes proposées aux femmes ! Porter les revendications sur le bureau du 1er Ministre ! Et s'il les mettait à la poubelle ???

FEMMES

corollaire sous-jacent l'homosexualité seule forme de sexualité révolutionnaire pour les femmes !)

En gros, cette grrr-rêve, qui voulait être cette fantastique prise de conscience de notre importance à nous les femmes, n'a été qu'un pétard mouillé !

Parce que « lancer une idée » ne suffit pas !

Parce que les idées , elles s'incarnent dans des personnes, dans un mouvement qui n'existe pas ici en France, contrairement aux USA lorsque le Woman's Lib lançait la grande grève de 70 !

Une grève de femmes, ça ne s'improvise pas, ça se prépare, dans les groupes de base, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lycées, dans les facultés.

Le mouvement est à un tournant : la rencontre nationale des groupes femmes du 15et 16 juin à l'appel des pétroleuses fera-t-elle faire le saut qualitatif qui s'impose ?

ES « PETROLEUSES » E DES FEMMES

Mais sans le soutien du mouvement ouvrier, sans protection, sans rapport de force, sans mouvement de femmes assurant ce rapport de forces, préparant et expliquant l'action ? Au foyer ? Mais chacune dans son coin et dans une optique de « guerre des sexes », ou au contraire en s'appuyant sur un mouvement qui permet une prise de conscience et une action collective des femmes : et dans le but non pas de briser les rapports avec les hommes mais de les changer, de gagner à notre lutte les hommes qui veulent une autre société, d'autres rapports qui ne soient plus fondés sur la domination et la « possession », sur la mutilation de la sexualité et de toute la personnalité des femmes et qui mettent fin à la surexploitation comme à toute exploitation. Ce sont autant de débats auxquels nous participerons lors de la rencontre nationale des femmes, les 15 et 16.

C.V.

A ARGENTUEIL : UNE SEMAINE « FEMMES » REUSSIE !

Plusieurs dizaines de jeunes du lycée Victor Puiseux se sont mobilisés contre l'oppression des femmes, en organisant une semaine d'information sur « les femmes dans la société ».

L'activité a été centrée sur la préparation d'un débat avec diffusion de tracts, confection de panneaux et d'affiches, exposition de livres sur la femme, et prise de contact avec les organisations locales : CGT, CFDT, MLAC, Planning Familial. Laissez les vivre ! ! (cette dernière à la demande de l'administration). Le maximum d'élèves a participé à cette réunion à laquelle les organisation contactées (sauf laissez les vivre) étaient présentes ; au total 120 personnes.

Les divers aspects de l'oppression de la femme pnt été abordés : la contraception et l'avortement, le rôle de la famille et de la société dans l'oppression de la femme, la répression sexuelle des jeunes. Le débat a aussi soulevé les limites et les dangers de l'autonomisation de mouvements tels que le MLAC ou « femmes » en dehors du cadre de la lutte des classes.

Le débat s'est clos par l'appel à la constitution d'un « groupe femmes » mixte.

Correspondant

LA JEUNESSE COMMUNISTE MIXTE ?

● J.M. Cathala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, vient d'annoncer une profonde réorganisation des organisations de jeunesse du P.C.F. Une fusion entre les J.C. (garçons) et l'U.J.F.F. (Union des jeunes filles de France) a été décidée. Peut-on en conclure que les cercles seront désormais mixtes et que militants et militantes travailleront en commun ?

Ce serait là une grande innovation, puisque jusqu'ici la mixité était refusée aux Jeunes Communistes. Allez savoir pourquoi. A tel point d'ailleurs, que cette question fut un des grands thèmes de débat dans les années 67-68, qui amenèrent de nombreux militants et militantes à quitter les J.C. ou à s'en faire exclure.

KAGAN

REVOLUTION SOCIALISTE ET LIBERATION DES FEMMES

Aujourd'hui, nous, militantes de Rouge, sommes nombreuses à nous organiser dans des groupes-femmes qui luttent contre l'oppression que nous subissons parce que nous sommes femmes : dans les entreprises, au foyer, dans les lycées ou les facultés. Souvent notre participation au « mouvement de libération » suscite critiques et méfiance chez les féministes de la première heure. **« Rouge a craché sur le MLF, maintenant vous essayez de nous récupérer », « les femmes de Rouge viennent pour... noyauter », « venez-vous en tant que femmes ou en tant que Rouge ? »...**

Cette question nous laisse toujours pantoises tant il nous paraît absurde de séparer lutte pour la libération des femmes et révolution socialiste. Et pourtant ces méfiances s'expliquent très bien si l'on regarde un peu la compréhension des groupes révolutionnaires sur la question des femmes...

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LUTTE DES FEMMES

Les féministes sont méfiantes parce qu'elles ont pu juger sur pièce l'attitude du mouvement ouvrier traditionnel par rapport à elles.

Le PC. Inutile de détailler l'idéologie réactionnaire du PC sur la famille et le rôle de la femme, il n'a rien compris à l'oppression de la femme dans la famille. En sorte que le problème de l'organisation des femmes n'en est pas un pour lui. Les femmes doivent voter pour le candidat de la gauche, seule manière d'arriver à la Démocratie Avancée puis au socialisme qui permettra à la famille **« de s'épanouir »** et à la femme de **« concilier plus harmonieusement son rôle de mère et son rôle de travailleuse ! ! ! »**.

On ne voit pas à quoi servirait un mouvement autonome des femmes... Seule réponse ? **l'Union des Femmes Françaises** : une organisation-croupion du PC, le type même de mouvement de masse manipulé par les staliniens ; pourtant il ne faut pas sousestimer l'ébranlement de certains groupes de base de l'UFF par la création du MLAC.

LO et l'AJS. Pour LO et l'AJS, il y a une incompréhension théorique et pratique totale sur cette question. Prisonniers de leur intervention routinière, ils n'ont pas compris l'importance de la lutte pour l'avortement et la contraception et n'ont absolument pas compris l'intérêt de militer dans un mouvement comme le MLAC.

L'AJS, dans son superbe isolement, passe tranquillement à côté de la radicalisation des femmes... comme à côté de bien d'autres choses... Mais LO est plus pragmatique. Elle sait que l'avortement et la contraception sont des problèmes qui touchent les ouvrières ainsi que le thème de la double journée de travail et la surexploitation des travailleurs. Aussi LO, pour gagner quelques voix aux élections, pour faire sérieux dans sa section FO, parle d'avortement et de contraception. Mais leur refus de militer dans le MLAC, leur refus de toute organisation autonome de femmes, montrent leur faiblesse théorique et pratique. Au nom d'objectifs prioritaires, **« l'implantation dans la classe ouvrière »**, ils ne comprennent pas que, justement, un mouvement autonome de femmes ne peut que **renforcer la lutte des classes** et l'implantation des révolutionnaires.

Révolution !. Révo a organisé il y a deux mois une rencontre nationale des femmes travailleuses à laquelle plus de deux cents femmes ont participé. Une plateforme de revendication sur les thèmes de la surexploitation des femmes salariées en est sortie... Sans doute les échanges de luttes des femmes furent fructueux (des femmes de Lip étaient présentes) mais curieusement il ne fut **pas dit un mot** de la nécessité de la création d'un mouvement autonome de femmes, alors que, parallèlement, ces camarades s'étaient battus toute l'année dans les groupes de quartier du MLF pour une scission du mouvement **sur une plateforme de lutte de classe claire.** Partout où des groupes sont nés sur cette orientation politique, au lieu de partir de l'oppression spécifique des femmes, ils ont aboutit à des groupes CA croupions de Révolution !, rétrécis aux sympathisants politiques de cette organisation. Dans ces conditions, à quoi riment des groupes révolutionnaires de femmes ?

Finalement ce qui caractérise toutes ces pratiques, c'est une conception ouvriériste. Nous-même n'y avons pas échappé pendant une période. Ce que nous affirmons depuis toujours et nous continuons à avoir raison de le dire et de le répéter aux féministes révolutionnaires, c'est qu'il n'y aura pas de libération des femmes sans révolution socialiste et que les femmes ne verront jamais leurs luttes déboucher si elles ne cherchent pas à se lier à la classe ouvrière...

Orientation juste dans les principes mais qui aboutissait en fait, soit à ne rien faire (Cf. LO et l'AJS) soit à s'adresser uniquement aux femmes travailleuses sans comprendre ce que devait être un mouvement autonome de femmes.

POUR UN MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES

Aujourd'hui après de nombreuses hésitations et erreurs, nous avons compris la **nécessité absolue d'un mouvement autonome des femmes.** Plus nous y militons contre notre oppression, plus notre volonté de faire la révolution socialiste s'affermit. Car les deux sont dialectiquement liés ! Il faut que les féministes sexistes comprennent la nécessité de s'adresser aux femmes travailleuses, la nécessité de se lier aux autres luttes contre le capitalisme, il faut qu'elles comprennent que la lutte contre les « mecs » est une fausse cible, qu'il faut pouvoir s'organiser **aussi** avec eux dans certaines luttes (Cf. le MLAC), que la lutte contre notre oppression c'est la lutte concrète contre un système qui s'en sert et s'en nourrit.

Mais il faut aussi que les révolutionnaires comprennent que loin de nous dévier des buts prioritaires de la lutte des classes, l'existence d'un mouvement autonome de femmes est l'instrument indispensable pour renforcer justement la lutte de classe. Lorsque les femmes, à LIP ou à Cerisay luttent contre leur patron et qu'elles prennent conscience (souvent plus tard) qu'elles sont opprimées au foyer et que ça n'a rien de « naturel », alors elles deviennent des militantes redoutables. Car elles ne supporteront plus aucune forme de hiérarchie, aucune forme de racisme. Lorsque les femmes se battent pour des crèches, non seulement elle remettent en cause l'énorme profit que le système tire de leur travail gratuit, mais aussi le manque criant d'emploi pour ces millions de « chômeuses » que l'on appelle les « mères au foyer ». Lorsqu'elles revendiquent des crèches, c'est aussi tout le problème de l'éducation des enfants dans notre société qu'elles posent, éducation individualiste dans le cadre clos du foyer où les femmes réprimées répriment leurs enfants. Les luttes de femmes ont une dynamique anti-capitaliste et un énorme pouvoir subversif. C'est d'ailleurs pourquoi la bourgeoisie les a toujours combattues si violemment.

LES FEMMES : UNE FORCE POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE

Ce que les révolutionnaires doivent comprendre aussi, c'est qu'il n'y aura pas de véritable société socialiste sans une réelle libération des femmes.

Car la tâche historique qui reposera sur les femmes organisées pendant une période de transition, sera la tâche de destruction de la famille bourgeoise. Pourquoi elles ? parce qu'elles ont tout à gagner rien à perdre (contrairement aux hommes qui en tirent des privilèges), que leurs chaînes !

En Chine, les femmes ont été à l'avant-garde de la lutte contre le retour à la production sur une base familiale, car elles défendaient leurs conquêtes : l'accès massif à la production (et ce n'est pas une mince affaire quand des millions et des millions de femmes n'ont toujours assumé que des tâches domestiques), la collectivisation du travail agricole étaient les seules garanties que soit renforcée la socialisation des tâches domestiques, la socialisation de la « fonction maternelle », et par là les bases de la disparition de l'état d'infériorité des femmes.

Les femmes, organisées sont une des forces sociales qui auront pour tâche consciente la destruction de la famille patriarcale, dans la société socialiste, un des moyens essentiels d'abolir la domination de l'homme sur l'homme et de s'acheminer vers le communisme.

CLOE

RHONE-PROGIL PONT-DE-CLAIX LA LUTTE S'ETEND

Vendredi 9 juin à 18 heures, se tenait une assemblée générale dans l'usine. Tous les ateliers de la chaine-Chlore, la centrale-électricité vapeur, phacumène y étaient représentés. Après discussion, la décision est prise : demain, à partir de midi, on baissera la production sur l'ensemble de la chaine chlore. Les gars du phénol ne sont plus seuls.

UN ULTIMATUM À LA DIRECTION

Une demi-heure après l'AG, les ateliers POX, Soude, électrolyse, compression chlore et chloration se prononcent pour la réduction de la production. A Tétrapes, le vote de l'atelier donne 50/50.

Voyant cela, la direction convoque sur le champ les délégués du personnel. Pour que tout le monde soit au courant, on emmène un magnétophone et on enregistre tout ce qui se dit. Le patron, Rozie, annonce quelques mesures en trois vagues (août 74, septembre et 75) pour les classifications.

Le compte n'y est pas. Les travailleurs de la centrale adressent alors un ultimatum à la direction : « **A dix-huit heures, ou vous ordonnez (« confirmez » !) la réduction de la production, et la CEV tourne à 20 000 ampères, ou nous quittons tous nos postes de travail et vous vous débrouillez pour assurer la sécurité** ».

Cette deuxième éventualité est absolument impossible et la direction le sait bien. Une fois de plus se confirme le mot d'ordre de Lip : les travailleurs peuvent se passer de patrons ; les patrons ne peuvent rien sans les travailleurs.

A dix-huit heures précises, Rozie cède.

DES MENACES ? ON DURCIT !

Depuis le milieu de la semaine, les travailleurs de Phacumène ont reçu de la direction une lettre expliquant que si le 10 au matin la production ne reprenait pas, les salaires seraient baissés de moitié, proportionnellement à la production.

L'intimidation n'a pas fait grosse impression. D'abord parce que même du point de vue de la légalité bourgeoise, il n'est pas sûr d'avoir gain de cause (il n'y a pas de prime de production ou de rendement à Progil). Mais surtout parce que déjà, les travailleurs envisagent d'y répondre en doublant la mise : à l'AG de l'atelier POX, l'idée a été lancée d'interdire tout approvisionnement de l'usine, en bloquant l'entrée par des piquets durs. Cette proposition sera soumise à la Commission de Coordination inter-ateliers.

ETENDRE LE MOUVEMENT

La CE de la CGT Rhône-Progil a discuté démocratiquement de la poursuite de l'action. La proposition a été faite par certains camarades de débrayages de 32 heures, une fois par semaine. Cette solution a été rejetée après un long débat. C'est le coulage de la production qui sera poursuivi.

Le développement de la lutte dans l'entreprise pose de nouveaux problèmes qui sont examinées par les assemblées de poste ou les assemblées générales inter-ateliers. Une **commission de coordination** se met en place sur la base d'un ou deux délégués d'atelier.

« Radio-Phacumène », le bulletin d'information enregistré diffusé à la cantine, est remplacé par « Radio-Progil en lutte ».

Une conférence de presse est organisée pour vendredi. Tous les journaux — Rouge compris — y sont invités. Elle sera importante car, pour l'instant, il y a un black-out total sur la lutte. La solidarité s'organise sur l'ensemble des entreprises. Mais les UD ne se sont pas activées énormément jusqu'ici.

Dès maintenant, l'objectif de la lutte est de s'étendre aux journaliers, à l'entretien, aux labos et aux bureaux. Dans Progil en ce moment, des AG se tiennent un peu partout. Les cahiers de revendications se multiplient. La revalorisation des classifications avec maintien de l'échelon ; la suppression des coefficients de misère (115-120-125) et parfois une augmentation uniforme de 300 F pour tous, sont au centre des revendications de ces cahiers.

Dans ces secteurs, la lutte devra prendre une autre tournure. La baisse de la production n'y est pas possible. Au labo Progelec par exemple, la forme de lutte envisagée par une équipe et qui sera soumise à l'AG du poste est la suivante : grève tournante de 8 heures, d'équipe en équipe régulièrement toutes les semaines, pour les factions de nuit, empêchant le contrôle de la production. Ainsi les produits ne pourront pas être contrôlés ; la production ne se fera pas à l'aveuglette, ou alors ce sera la direction qui s'en chargera...

Ainsi dans toute l'usine, se développe une intense activité menée à la base sur les revendications et les formes de lutte.

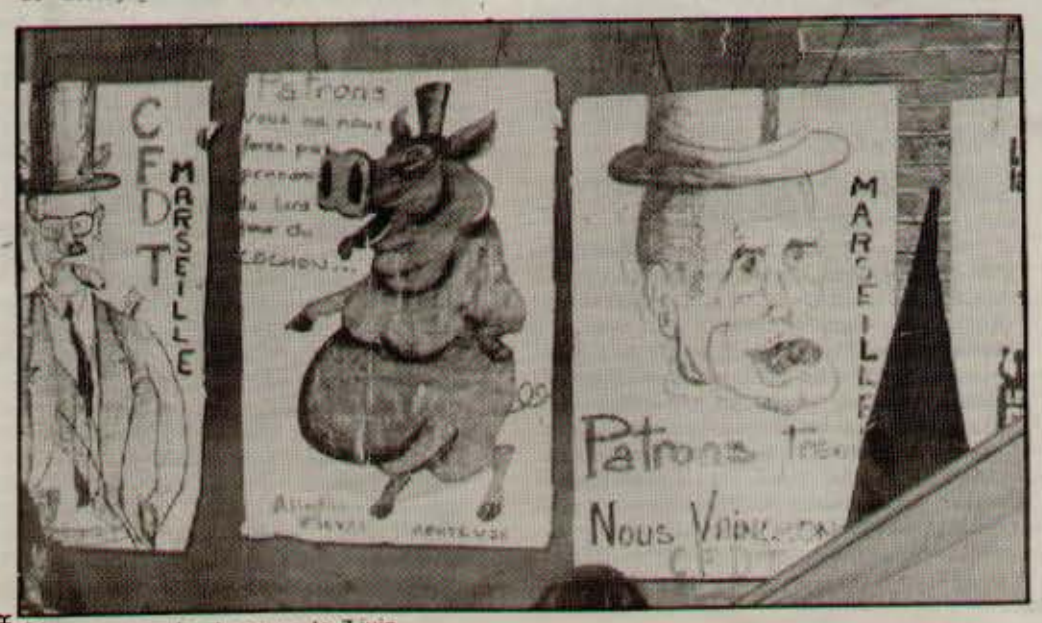
PROGIL N'EST PAS SEUL

Mais la mobilisation n'est plus cantonnée à Progil. Depuis mardi après-midi, à Ugine-Kühlman Jarrie l'atelier oxy-synthèse poursuit une grève avec occupation décidée à l'unanimité par les 60 travailleurs de l'atelier. Cette grève est la reponse à une manœuvre de lock-out lancée par la direction à la suite de débrayages répétés. Aujourd'hui, doit se tenir une AG de l'ensemble du personnel d'Ugine-Kühlman. Le problème de l'extension y sera posé.

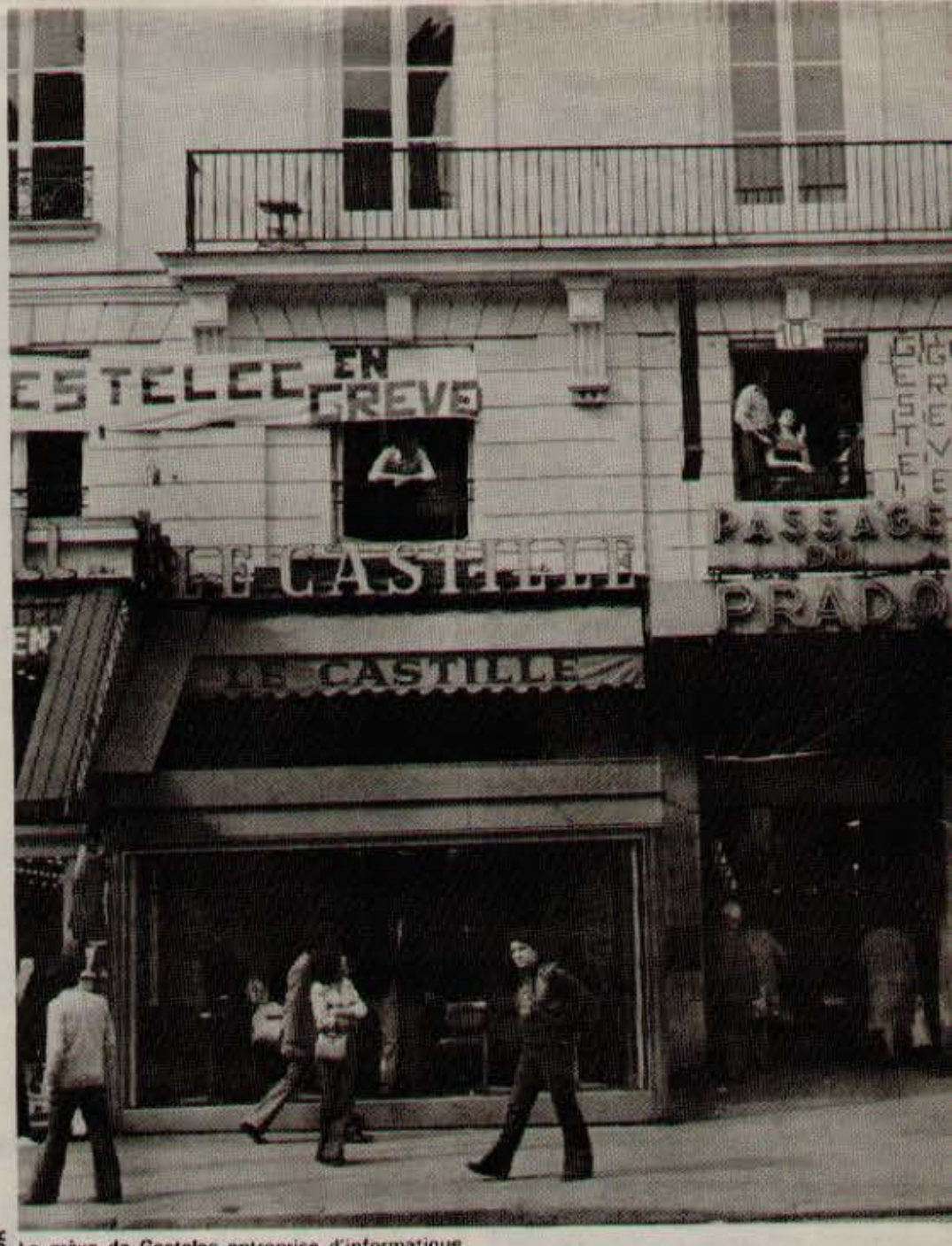
Al'usine Distugil également — une entreprise qui emploie 500 travailleurs et produit des fabrications plastiques — le mouvement se précipite. Des assemblées d'atelier ont eu lieu et des débrayages sont envisagés.

Le problème d'une coordination de l'ensemble dela chimie est maintenant posé.

Le 11 juin
Correspondant



DR 6 heures pour les banques le 7 juin.



DR La grève de Gestelec entreprise d'informatique

COMMUNIQUE DES TRAVAILLEURS DE LA FORMATION PERMANENTE

Suite aux mouvements de grève dans des organismes de formation permanente à Paris (Interlangues, Berlitz, Pigier), les travailleurs des organismes de formation permanente de Besançon apportent leur soutien aux travailleurs en grève à Paris.

Les travailleurs de la formation permanente dénoncent la politique actuelle des organismes de formation qui refusent à leur salariés la sécurité de l'emploi, emploient une majorité de vacataires sans aucune garantie ni d'emploi, ni d'un minimum fixe de rémunération et bafouent les libertés syndicales.

Les travailleurs de la formation permanente réclament :

— un personnel permanent
— la garantie de l'emploi
— le respect du droit syndical et de la législation du travail
— le contrôle syndical sur la formation
— 1500 F minimum pour 40 h maximum
— l'échelle mobile
— 200 F pour tous (rattrapage de vie chère).

Les travailleurs de la formation permanente appellent tous les travailleurs à se mobiliser pour une formation permanente au service de tous les travailleurs et pour la sécurité de l'emploi dans tous les organismes de formation.

Besançon le 10 juin 74

Sections SGEN-CFDT, Centre de Linguistique, CFDT AFPA (Formation professionnelle des adultes), CFDT FRATE (Formation des travailleurs étrangers), Syndicat Départemental CFDT des services sanitaires et sociaux

ANCIENNES MUTUELLES DE BELBEUF : PREMIERE GREVE, UNE VICTOIRE

A l'issue de leur 7ème semaine de grève avec occupation, les travailleurs des Anciennes Mutuelles ont repris le travail le 11 juin. Ils ont obtenu :

— une grille de salaire débutant à 1200 F (aucun salaire d'employé ne sera inférieur à 1300 F) ;
— le maintien de la prime mensuelle d'assiduité ;
— une augmentation de salaire de 10 % avec un minimum de 170 F (ancienneté non comprise) ;
— une prime de vacance de 1200 F minimum ;
— l'échelle mobile révisable tous les 3 mois au maximum et calculée sur la moyenne des indices CGT, UNAF et INSEE.

Cette grève a été activement organisée à l'initiative de la section CGT. 240 employés sur 300 environ (sans les cadres) y ont participé. Les AG ont été largement suivies. Une commission presse et une commission loisirs ont fonctionné. Un comité consultatif de grève a été mis en place où se trouvaient des non syndiqués. Des non syndiqués ont également participé aux négociations et aux commissions.

Mais, malgré une réelle volonté d'associer les travailleurs à la lutte, le comité de grève est resté consultatif et les débats en assemblée générale sur la conduite de la grève ont été peu nombreux.

Deux faiblesses à noter dans cette grève dont le bilan est largement positif : la popularisation et la solidarité limitées par la volonté de l'UD de respecter la trêve électorale ; la défense de l'usine (au moins la prise de pièces et d'un « trésor de guerre » comme à Lip) qui n'avait pas été envisagée par la direction de la grève après la décision prise par le tribunal de faire évacuer l'usine.

LES GREVISTES DE MATHURIN MOREAU GAGNERONT !

Samedi plus de 100 personnes dont de nombreux travailleurs africains ont participé au meeting de solidarité avec le foyer de la rue M. Moreau en grève depuis 9 mois pour de meilleures conditions de logement et contre l'augmentation des loyers.

Cette réunion a révélé l'ampleur des luttes actuellement menées par les travailleurs dans les foyers. Des représentants des comités de grève et de soutien des foyers de Bagnolet, Ivry, de la rue Charonne, de l'avenue Léon Gaumont, ont expliqué leurs luttes, leurs formes d'organisation démocratique : comités de grève et assemblées générales de grévistes, comité de soutien sans exclusives, comité de vigilance des locataires après la grève pour maintenir les acquis et le rapport de force avec le patron et le gérant, enfin l'auto-défense des foyers contre les tentatives d'expulsion des flics. L'idée d'une coordination des foyers en lutte a été plusieurs fois reprise, répondant à la nécessité d'une riposte centrale aux organismes semi officiels comme l'Association des Foyers de la Région Parisienne, qui font actuellement main basse sur les foyers.

D'autre part, la nécessité de renforcer le comité de soutien actuellement

PEUGEOT : UNE VICTOIRE CONTRE LE RACISME

Peugeot-Beaulieu, à côté de Montbéliard. On y fabrique des cycles. Un peu plus de 10 000 trvailleurs : une branche en pleine expansion.

Aux cycles, Peugeot recrute à tour de bras : dans les campagnes, dans le midi. Mais le patronat profite évidemment aussi de cette main-d'œuvre bon marché que constituent les travailleurs immigrés. Une main-d'œuvre qui — malheureusement pour lui — accepte de moins en moins de subir sans broncher la surexploitation et le racisme. Une série de grèves s'étaient déjà succédées dans les foyers. Aujourd'hui c'est à Beaulieu, même, dans l'usine, qu'une grève des travailleurs a fait plier le patron.

« SALES BOUGNOULES »

En matière de racisme, le Doubs ce n'est pas Marseille. Mais plusieurs manifestations racistes se sont déjà produites dans la région. A Dijon, il y a plusieurs semaines, un ouvrier algérien était assassiné ; à Montbéliard, à plusieurs reprises ont été distribués des tracts anti-arabes.

C'est dans ce contexte que s'est engagée la lutte à Beaulieu. Dans l'usine, une tissement pour l'ouvrière française, mise à pied pour le travailleur algérien.

UNE GREVE POUR NOS DROITS

Pour riposter à cette sanction, le vendredi 31 mai dans l'après-midi les travailleurs arabes soutenus par la CGT et la CFDT se mettent en grève. Une délégation de travailleurs arabes accompagnée par les délégués syndicaux se rend à la direction, qui refuse de retirer la sanction ou de mettre la même aux deux parties.

La riposte alors s'organise : pendant le week-end, le CTA (Comité des Travailleurs Algériens) distribue un tract sur les foyers :

« Le CTA appelle tous les travailleurs algériens et maghrébiens à rejoindre leurs frères et à poursuivre l'action jusqu'à la victoire. Le CTA lance un appel à tous les travailleurs immigrés et français à soutenir activement leurs camarades en grève, car le racisme est une des armes de ceux qui exploitent pour nous diviser.

Le mardi 4 juin, au lendemain de la Pentecôte, la grève se poursuit. Nouvelle entrevue avec la direction ; nouveau refus. Enfin la direction est obligée de revenir sur sa position, et l'affaire aboutit au résultat suivant :

— mise en garde contre de tels faits, et contre l'attitude raciste de certains chefs de service

— aucune sanction contre les grévistes (et le travailleur mis à pied est considéré comme tel).

— de surcroît le lundi de Pentecôte est payé pour tous les travailleurs de l'usine.

Sur ce résultat, les travailleurs après discussion décident de reprendre le travail.

UNE VICTOIRE QUI DOIT EN PREPARER D'AUTRES

Cette grève, ça a été une victoire contre le racisme ; une victoire aussi contre la direction à qui elle a pu arracher une journée payée pour tout le personnel.

C'est aussi l'occasion de tirer des leçons sur la façon de lutter : dans ce mouvement en effet, seuls les travailleurs arabes sont partis en grève ; le travail de popularisation envers les autres travailleurs immigrés et français n'a quasiment pas été fait. Le tract français-arabe dont s'était chargée la CFDT n'a pas été diffusé. Quant à celui qui devait être réalisé par la CGT, il n'a même pas été fait ! Si le patron avait été plus intransigeant, ces carences auraient pu affaiblir la lutte.

Il reste que cette lutte est aussi une victoire contre la politique d'austérité de Peugeot, à un moment où les directions syndicales restent sur la défensive et dans l'attentisme. Cette année encore, par exemple, le 11 juin 74, 6 ans après la mort de Beylot et Blanchet 2 travailleurs assassinés par les CRS en 68, il n'y aura pas de meeting aux portes de Sochaux.

Or cette grève montre que le lion Peugeot n'est pas invulnérable, surtout dans les cycles, où le secteur est en pleine expansion. La lutte peut payer. La 1ère victoire de Beaulieu montre la voie

Le 9-6-74
Correspondant

déserté par le PC et le PS et de trouver les initiatives permettant d'imposer les négociations à l'AFRP qui refuse tout contact avec les grévistes. Déjà à Bagnolet AFRP avait eu la même attitude pendant un an, mais elle a finalement dû céder sur toute la ligne. Les grévistes de M. Moreau sont bien décidés à la mettre de nouveau à genoux !

VOYER TOURS : UN MILITANT CGT LICENCIE

Aux Etablissements Voyer, la direction n'a pas volé sa réputation de patron de choc : refus de négocier, entraves permanentes à l'activité syndicale... Résultat : les conditions de travail les pires et les salaires les plus bas du secteur métallurgique tourangeau.

Face à la mobilisation des travailleurs et de leurs sections syndicales, une fois de plus l'intransigeance patronale s'est manifestée sous sa forme la plus brutale : le secrétaire de la section syndicale CGT a été licencié. Les travailleurs se sont immédiatement mis en grève. A l'heure actuelle, le patron refuse toujours de négocier

BREST 26 % D'AUGMENTATION !

Le garage Peugeot de Brest était en grève depuis 80 jours et en grève active depuis un peu plus d'un mois (réparation gratuite des voitures). Les travailleurs viennent de reprendre le travail avec 26 % d'augmentation entre le 1er juin et le 1er septembre.

PARIS Xème GESTELEC : 200 TRAVAILLEURS DE L'INFORMATIQUE DANS UN TAUDIS

Les 150 perfos vérifs, 17 programmeurs et 4 chauffeurs de Gestelec ont vraiment tout pour être « heureux » ! Entassés dans des locaux indescriptibles au 20 boulevard St Denis, ils bénéficient pour la plupart d'un statut d'intérimaires permanents, payés hebdomadairement, sans contrat de travail et donc sans garantie sur les conditions de salaires, d'horaires, et d'emploi. La grande majorité du personnel est en grève avec occupation depuis le 29 mai pour la revalorisation des salaires et surtout la garantie de l'emploi. Ils se sont organisés dans une section CFDT et dirigent leur lutte avec assemblée générale, commissions et comité de grève.

Pour le soutien :
Crédit Lyonnais 61743 F
Interclub Gestelec agence L412
Mention Solidarité

BOBIGNY GREVE VICTORIEUSE A L'AMB

10 % d'augmentation de salaire, l'assurance de la prime de vacances de 500 F, amélioration des conditions de travail (notamment obtention de chaussures de sécurité), voilà ce que réclamaient les 17 ouvriers de l'AMB en grève depuis 10 jours.

Cette entreprise de mécanique, de structure familiale, a une situation juridique des plus confuses : le PDG par exemple a disparu depuis 2 mois après une dispute avec son père qui détient le pouvoir de fait ! Il y a en fait 200 ouvriers qui travaillent pour ce patron, mais pas de comité d'entreprise : pour l'éviter, il a divisé son usine en plusieurs entreprises de moins de 50 personnes...

Soutenus par la CFDT locale, les grévistes ont tenu bon. Au bout de 10 jours, la direction a proposé 5 % de paiement des jours de grève et là-dessus elle a organisé un vote à bulletins secrets. Cette proposition n'offrant pas assez de garanties, il n'y eut qu'une seule voix pour la reprise. La direction accepta alors de mettre des propositions par écrit. Les travailleurs ont décidé de reprendre le travail. Cette première lutte débouchait sur une victoire.

EGCC MILDE MASSOT DIDIER : VERS UNE COORDINATION DES LUTTES

Depuis le 14 mai, au 10 rue de Clichy, les travailleurs en majorité immigrés de l'EGCC occupent le siège de leur entreprise. La direction ne leur a pas payé le mois d'avril ni les congés payés ; elle a même payé certains travailleurs avec des chèques sans provision.

Depuis le 4 juin, au 68 rue des Renardes, le siège de Mildé Massot Didier (équipement électrique), 850 ouvriers, est occupé. Payés en février, mars et avril avec des chèques sans provision, les travailleurs ont tous un découvert de plusieurs centaines de milliers de francs. De plus, la société a déposé son bilan le 27 mai et ils sont tous menacés de perdre leur emploi.

Le lundi 10 juin, le comité de grève de l'EGCC était présent à la réunion de formation du comité de soutien de la Mildé, conscients de la similitude de leur lutte contre les licenciements, contre la perte du contrat de travail et de la carte de séjour dont sont menacés les travailleurs immigrés. Contre le démantèlement de la Mildé, pour obtenir le paiement des salaires de la Mildé et de l'EGCC, il faut organiser une riposte unie des travailleurs des deux entreprises.

ROUEN : LA GREVE SE DURCIT A HENRI BECQUEREL

L'épreuve de force est maintenant engagée au centre anti-cancéreux Henri Becquerel. Les deux surveillantes coupables d'avoir réclamé des effectifs supplémentaires viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Le directeur se refuse à toute discussion, épaulé par le conseil d'administration. Face à cette attitude, les travailleurs déjà en grève administrative ont décidé de durcir leur lutte

— aucun examen, aucune radio en dehors des urgences ;

— renforcement de la popularisation face aux calomnies de la direction sur le « travail mal fait ».

Aujourd'hui lundi, un premier sit-in a eu lieu devant le centre. Des explications à la population sur le sens de leur grève sont prévues.

Premier exemple de grève administrative à Rouen, cette lutte sur les effectifs (un problème qui concerne tous les hôpitaux) rencontre un large écho. Les infirmiers et les infirmières du CHU d'à côté en discutent. Il s'agit de préparer maintenant l'extension du mouvement à d'autres secteurs des hôpitaux.

LE MANS : CONTRE LE LICENCIEMENT D'UNE DELEGUEE

A l'entreprise Chemic du Mans (main d'œuvre à 80 % féminine) qui fabrique des composants pour l'électronique, la direction a voulu changer une femme de poste. Dans les 10 minutes qui suivent, tout l'atelier concerné se met en grève, la direction, obligée de reculer, maintient la femme à son poste. Les OS rentrent dans l'atelier la tête haute en manifestant à juste titre leur contentement. La direction décide, poussée par les chefs d'atelier, de réprimer la principale animatrice du mouvement, c'est à dire la déléguée du personnel. La veille de l'Ascension, le jeudi, 1/4 d'h avant la fin du travail, pour éviter une riposte immédiate, la déléguée reçoit une lettre qui lui annonce son licenciement pour attitude injurieuse (?). A cet effet, la direction convoque le comité d'entreprise le lundi suivant pour « émettre un avis sur ce projet de licenciement ».

Dès le lundi à 8 h, l'ensemble des délégués se réunit pour organiser la riposte. A 14 h 30, dès le début de la réunion du CE avec la direction, l'atelier concerné débraye massivement et se promène ostensiblement devant les fenêtres où se tient la réunion. La pression est telle que la direction ne fait qu'aborder le problème du licenciement. Après une vaine tentative pour muter la déléguée dans un autre secteur de l'entreprise pour l'isoler, la direction ne peut que maintenir la mise à pied de 3 jours. Une collecte organisée par les syndicats permettra de payer à la déléguée les 2/3 de son salaire.

SIX HEURES DES BANQUES

300 personnes à la bourse du travail. Des commissions sur le bilan de la grève, le rôle des banques, les femmes ; des stands MLAC, Chili et une pièce sur Lip jouée par la troupe Z.

A ces six heures, organisées principalement par les membres des comités de grève et la CFDT, peu de travailleurs des banques ont participé. Cela tient à la fois à l'insuffisance de préparation (beaucoup de militants étant submergés de tâches) et à la date de l'initiative, longtemps après la grève. De plus, des ennuis de sono rendirent les échanges difficiles.

Les discussions furent néanmoins intéressantes, en particulier celles de la comission « bilan de la grève » sur le rôle des AG, des commissions et du comité de grève, ainsi que des sections syndicales pendant la lutte.

PTT ARCUEIL : UNE REPONSE ACTIVE A LA MODERNISATION CAPITALISTE

Après avoir subi pendant des mois des cadences à la hauteur d'une course contre la montre, les 180 postiers d'Arcueil, parmi lesquels une vingtaine de femmes, ont dit : ça suffit !

Après une consultation du personnel sur les formes de lutte, ils sont partis en grève à 80 % pour une climatisation de tous les services, une amélioration des conditions de travail, une insonorisation efficace, une salle de repos pour le personnel féminin, un quart d'heure de pause horaire pour le personnel travaillant sur les machines.

L'information est faite sur les autres centres de tri. Nantes gare, Orléans-La Source, Orléans-gare, Lille-gare, le Landy sont les premiers à affirmer leur solidarité.

Après cinq jours de grève, la lutte s'est arrêtée et il faut bien dire que les résultats sont limités :

des promesses de négociation et l'ouverture de trois trous servant de fenêtres dans les murs (« des hublots » disent les grévistes).

Ce résultat fut facilité par des opérations de division syndicale (négociations séparées par FO, puis par la CGT) : le week-end de la Pentecôte a eu aussi un effet démobilisateur. Mais la principale leçon de cette grève, c'est la combativité qu'elle traduit et l'accueil favorable qu'elle a reçu sur les autres centres. L'heure est à la coordination des luttes. Arcueil, ce n'est qu'un début.

CFDT

MAIRE MANIPULE LA CFDT ! LA PREUVE LA VOILA !

Le Monde vient de rendre public l'appel des responsables syndicaux CFDT qui « ont accueilli favorablement l'appel lancé par François Mitterrand ... la résolution de la DPN du PSU... et le jugement favorable du BN de la CFDT » dans le but « du rassemblement des forces socialistes ». « Le sens de cet appel est donc clair : il est de permettre que se préparent avec les meilleures chances pour l'avenir, des assises nationales du socialisme qui contribueront, autour d'un projet commun de société, à la constitution d'une force politique cohérente ».

Que Chérèque Lebeller, Detraz, Julliard... lancent un appel à rejoindre le PS, pour appeler les choses par leur nom, cela est leur droit. Mieux, cela clarifie les positions. Espérons seulement que cela leur évitera à l'avenir de jouer les « purs syndicalistes » qui s'opposent aux « idées-politiques-venues-de l'extérieur-du-syndicat » !

Espérons aussi qu'ils trouveront tout à fait normal que d'aventure, des militants CFDT appellent publiquement à renforcer un autre parti politique de la gauche (réformiste ou revolutionnaire) comme eux-mêmes ont pensé qu'ils pouvaient le faire pour le P.S. Après tout, ce sont les dirigeants qui montrent l'exemple !

Mais là où l'affaire devient grave, c'est quand le bureau national de la CFDT en tant que tel appelle en termes à peine voilés les militants à rejoindre le PS. En faisant cela, ils violent une fois de plus la démocratie syndicale. Le syndicat n'est-il pas une organisation de masse ayant vocation à rassembler l'ensemble des travailleurs quelles que soient leurs conceptions politiques sur les voies de passage au socialisme ? Et les militants du PSU qui refuseront d'entrer au PS, les militants et sympathisants d'extrême-gauche vont-ils être exclus du syndicat ? Vont-ils se voir retirer d'office leur mandat ? Quand on voit avec quel cynisme procède Edmond Maire, il y a tout lieu d'être inquiet. Il est grand temps que la « gauche syndicale » réagisse si elle ne veut pas disparaître totalement dans la tourmente.

Mais nombre de dirigeants de cette gauche CFDT, avec Lesire Ogrel, Lebeller... entonnent la chanson du réalisme, de « la chance unique qu'il faut savoir saisir ». « L'occasion existe pour qu'apparaisse une force politique neuve, dégagée sans retour des errements du passé, et s'appuyant sur les masses populaires » écrit Lesire Ogrel dans « Syndicalisme Hebdo ». « Neuve », la social-démocratie ? Tout au plus rafraîchie avec un coup de peinture gauche ! « Dégagée sans retour des errements du passé » ? Le temps est loin où Mitterrand déclarait : « en Algérie la seule négociation c'est la guerre » mais il n'y a que quelques semaines qu'il disait : « je suis socialiste comme Wilson et Willy Brandt », « je respecterai le profit », « j'indemniserai les actionnaires », « je ne nationaliserai pas Roussel-Uclaf parce qu'il vient d'être acheté par un trust étranger », « je resterai dans l'alliance atlantique »... Et le CERES et la direction du PSU se taisaient parce que la critique n'était pas opportune.

Cette attitude « tactique » de la gauche social-démocrate n'est pas nouvelle non plus. Elle fut celle d'Altamirano, le secrétaire du PS chilien jusqu'à la veille du coup d'Etat.

A la perspective « réaliste » de la majorité de la direction CFDT, qui consiste tout simplement à demander aux adhérents de prendre la carte du PS, la gauche révolutionnaire opposera une perspective stratégique : celle du 3è tour social, celle du gouvernement des organisations ouvrières par la grève générale.

R. Yvetot.

Erreur ? seulement sur les noms

Relisez la brochure : « Pour une CFDT de lutte de classes ».

Nous écrivions en 1970 : « Le manque de parti politique répondant à l'aspiration des travailleurs après mai 68 a conduit Jeanson à tenter sa chance. Cela le regarde. Libre aussi à certains responsables CFDT de le suivre, mais nous pensons qu'il faut combattre toute tentative de créer un parti travailliste à l'anglaise qui aurait pour base ouvrière la CFDT en guise de Trade Union. Au moment où Descamp déclarait : « Nous sommes pour l'Europe, il faudra donc dans nos perspectives politiques tenir compte des socialismes qui existent déjà : la Suède, ou qui s'y créent : l'Angleterre », Wilson élaborait une loi anti-grève réprouvée par les travailleurs !

Ce n'est pas d'un parti réformiste offrant comme seule perspective au syndicat l'intégration à la suédoise que nous avons besoin quand bien même ce serait Pierre Mendès-France qui dirigerait le gouvernement ! ».

Nous nous étions trompés, Jeanson et Mendès-France ne sont que des comparses, c'est Maire et Mitterrand qui mènent l'opération avec l'appui de Rocard.

« LA CFDT N'EST PAS UN PARTI »

Section CFDT Locatel
Bourse du travail
140 rue M. Aufan
92300 - Levallois

LEVALLOIS LE 22 mai 1974

A la C.E. de la CFDT

Camarades,

Nous sommes stupéfaits de constater que la C.E. de la CFDT n' pas hésité à publier les pires calomnies sur l'extrême-gauche dans sa mise au point du 3 mai dernier. Nous avions déjà désapprouvé que la décision de soutenir François Mitterrand dès le premier tour ait été prise par E. Maire sans aucune consultation des militants de base de la CFDT.

Cette dernière mise au point nous semble tout aussi peu démocratique : la CFDT n'est pas un parti et n'avait pas à imposer un candidat à ses militants. La démocratie la plus élémentaire exigeait que le choix soit laissé entre les quatre candidats de gauche et c'est ce que nous avons fait dans notre sections syndicale.

Quant aux arguments employés, nous vous les retournons :

♦ Qui est-ce qui a une attitude électoraliste si ce n'est ceux qui veulent faire croire que c'est par les urnes qu'on abolit l'exploitation des travailleurs ?

♦ Qui est-ce qui a une attitude irresponsable si ce n'est ceux qui refusent de tirer les conséquences du massacre sanglant perpétré contre les travailleurs du Chili par le capitalisme international ?

La section syndicale

Copie au Front communiste révolutionnaire et à Lutte ouvrière

les agressions dans le métro :

VERS LA MILITARISATION DU PERSONNEL ?

Sygma

C'est à la suite de votre article «Rouge N° 253) relatant l'agression dont ont été victimes, le 16 mai, 6 travailleurs arabes dans l'enceinte du métro que je vous écris. Le problème des agressions dans le métro occupe l'essentiel de la vie des directions syndicales et de la Régie.

DEUX CONFERENCES DE PRESSE

Chacun de son côté a fait là-dessus une conference de presse :

— les syndicats RATP (CGT, Autonomes, CFDT, FO, CFTC) ont lancé une campagne d'information dénonçant **« les voleurs, les voyous, les individus malfaisants», dont sont victimes les voyageurs et les travailleurs de la Régie.**

Ils citent des chiffres à ce sujet sur le nombre de victimes de telles agressions.

Sygma

1971	317	voyageurs	217	agents
1972	348	''	313	''
1973	453	''	417	''

1974, pour les 6 premiers mois environ 1000 agressions.

Pour les directions syndicales, les suppressions d'emploi massives (désuhmanisation du métro) amplifient démesurément ce phénomène général de notre société. Ils considèrent que « sans pour autant se substituer à la police dont la mission est de protéger les honnêtes gens, la présence du personnel RATP suffisant doit avoir un rôle dissuasif ».

— la direction a répondu : **« la solution réside dans une intervention plus systématique de la police officielle. Dans le cas contraire, la Régie pourrait organiser elle-même des services de surveillance... ».** Et dans ce domaine, elle n'attend pas, elle teste : dans certaines stations, elle crée des postes pour la « police officielle ». Elle renforce en même temps sa police privée (on l'appelle ici « la maffia »). Elle multiplie et renforce les équipes de contrôle **volant** des billets. Sur le réseau routier (bus), la direction en accord avec la Préfecture de police, autorise les agents gradés à mettre des PV aux automobilistes stationnant sur les emplacements réservés à la RATP. De bons débuts dans la marche vers la militarisation des agents de la Régie...

TRANSFORMER LES AGENTS EN FLICS ?

Sans craindre la démagogie, la direction en a fait le problème majeur. Et pour cela, tous les moyens sont bons : on avive chez les agents « l'esprit maison », les sentiments racistes, etc... La Régie se réjouit de voir en chaque agent son petit flic. Rares sont les jours où un colleur d'affiches, un clochard, un fraudeur n'est pas cogné par certains travailleurs de la RATP. Quand en plus il s'agit d'un immigré... Tout cela se fait en pleine impunité. Les flics prennent le relai... et inculpent la victime de violence à agent.

Dans ce domaine il y a d'ailleurs deux poids, deux mesures. Le soir du 22 février, au cours de la manifestation contre la venur d'un représentant de la junte chilienne à Paris, 10 personnes sont agressées dans l'enceinte du métro Denfert-Rochereau par des C.R.S. Bilan : 6 blessés, dont 5 agents de la RATP en service. Aucune inculpation en vue.

LES AGRESSIONS : PROBLEME N°1 ?

Si la vie du métro est ainsi polarisée sur ce problème par la direction, c'est en réalité dans deux buts :

— éviter de poser celui de la recrudescence des accidents ayant pour cause les conditions de travail des agents et le vieux matériel en service.

— accentuer la division entre travailleurs de la RATP et travailleurs de la région parisienne.

Ce que la Régie souhaite passer sous la table c'est une rentabilisation forcenée qui se traduit par 10.000 emplois supprimés sur 36.000 d'ici à 1980; avec sur le métro pour objectifs : 1 train/un agent (= 1656 agents en moins), 1 station/1 agent (= 1700 agents en moins).

Ce qu'elle ne dit pas, c'est ce matériel vieillot, rafistolé à la hâte, auquel on impose des cadences de plus en plus rapides, avec un personnel toujours plus restreint. Un exemple : en mai, sur la ligne 10 (Austerlitz-Auteuil), les agents de la RATP ont réussi le tour de force d'assurer le transport habituel de semaine **avec près de 40 tours de rames en moins.** Autre exemple édifiant : sur la ligne 7 bis (Lilas-Chatelet), une rame a perdu une roue !...

La direction de la Régie cherche à noyer le poisson. De son point de vue elle a raison. En effet, le moment est bien choisi pour croisade contre les « voyous ». **Le 1 er juillet le ticket de métro va passer de 0,80 f à 1 f !** ■

SAVIEM CAEN

BLOCAGE DE LA VENTE

Depuis jeudi 6 juin, la section peinture du B.V (secteur commercial) est en grève. Ce secteur comprend une section peinture, une section de tôliers et une de garnisseurs. Leur travail consiste à « fignoler » les véhicules qui sortent de Gamme basse et de Gamme haute, juste avant la vente, entre le moment où ces véhicules sortent du parking de stockage et celui où ils sont remis au client.

Ce secteur commercial est marginal par rapport aux grandes chaînes de production (mécanique, Gammes basse et haute) mais il est entré en lutte en mars-avril 74 et les sndicales (CFDT et CGT) s'y sont implantées.

Les 12 peintres en grève viennent du secteur Gamme basse. Lors de leur mutation il y a 1 an, la direction s'était engagée au maintien du salaire. Or aujourd'hui, la différence se monte à près de 200 F par mois. Les grévistes réclament le rattrapage de leur salaire pour ceux de Gamme Basse et un seul palier pour les 12 : le palier E. Déjà en mars-avril 74, l'unification des salaires par catégorie et au taux maxi étaient au centre des luttes. Ce thème concerne tous les secteurs de la Saviem. La lutte des peintres est bien comprise.

Tout a commencé la semaine dernière par de petits débrayages. Puis, le jeudi 6 au matin, le premier poste de 6 peintres est parti en grève illimitée, suivi bientôt par le 2è poste. Depuis les 12 peintres restent présents sur le lieu de travail, y compris le samedi. Lundi 10, la direction leur a proposé un premier palier de rattrapage des salaires et le reste étalé sur un an. Les peintres ont refusé ; ils veulent le rattrapage immédiat et continuent la grève.

La CFDT a popularisé la grève par un tract dans tous les secteurs, 2 heures après son début. Le 10 juin la CGT sort également un tract de soutien.

C ORRESPONDANT.

PAS DE REPRESENTANTS DE LA JUNTE A L'OIT !

Début juin, s'est ouvert à Genève la Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Devant les représentants des gouvernements, des patrons et des syndicats, une délégation des fascistes chiliens ont la prétention de s'y faire admettre. La riposte des mouvements de solidarité européens a été immédiate comme en témoigne le compte rendu de la manifestation du 8 juin à Genève.

Dans le cadre de ces manifestations, il est bon de rappeler, comme le fait ci-dessous l'article de Pierre Rieben, ce que sont ces syndicalistes chiliens qui veulent se faire reconnaitre internationalement.

DR

Pinochet

Lors des dernières élections nationales de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), en juin 1972, les candidats démocrates-chrétiens avaient obtenu en gros 30 % des voix. Cette forte influence de la Démocratie Chrétienne au sein de larges secteurs de salariés et y compris dans des couches de la classe ouvrière, après deux ans de gouvernement d'Unité Populaire, représentait incontestablement un grave échec pour les directions réformistes et staliniennes de l'UP et de la CUT. Cet échec était sans doute imputable à l'économisme de ces dernières, à leur opportunisme, à l'absence totale de formation et d'éducation politique des masses syndiquées de leur part, mais aussi à l'absence d'une réelle démocratie ouvrière de l'organisation syndicale, de même qu'au sectarisme, principalement des bureaucrates syndicaux du PC, sectarisme très souvent critiqué et condamné par de nombreux syndicalistes de la base, mais, par dessus tout, à la politique des réformistes qui, se voyant au gouvernement, se croyaient déjà au pouvoir, ce qui les poussait à freiner et entraver la lutte des masses pour le pouvoir, la mobilisation politique des travailleurs.

A la suite de ces résultats, la Démocratie-Chrétienne désigna le vice-président de la CUT qui fut dès lors un dirigeant du syndicat des chemins de fer, le démocrate Chrétien de droite **Ernesto VOGEL,** qui se distinguera particulièrement dès le coup d'état, comme l'un des plus fervents suporters de la junte. Il est encore aujourd'hui l'une de ces figures de proue du « syndicalisme » chilien à la sauce gorille. **Il est utilisé essentiellement par la junte pour appuyer sa campagne mondiale de falsification de la réalité chilienne.** Revêtu de l'autorité que lui confèrent ses anciennes fonctions à la tête de la CUT, il a voyagé en Europe, entre autres et a pu se vanter d'avoir, après des entretiens avec des dirigeants de divers syndicats européens de dockers, brisé des mouvements de boycott des transports maritimes avec le Chili, qui se dessinaient dans de nombreux ports d'Italie et d'Angleterre !

Une des autres grandes figures du syndicalisme gorille est un autre ex-militant démocrate-chrétien de droite : **Manuel RODRIGUEZ, régulièrement élu par la base, à la même époque, sous le gouvernement de l'UP, secrétaire général de la CUT provinciale de Santiago ! Il s'agit là d'une ordure de taille plus modeste que le précédent. Il a tout de même été choisi, en fonction de ses titres passés, pour lire un discours et donner l'accolade à Pinochet, au cours du « spectacle » qui a tenu lieu de manifestation du 1er Mai, cette année à Santiago.**

C'est par de tels « dirigeants syndicaux » que la junte va faire représenter les travailleurs chiliens auprès de l'assemblée de l'Organisation Internationale du Travail, dès le 6 juin, à Genève. La grande opération montée par la junte, le 1er mai à Santiago, n'était d'ailleurs que la préparation d'une reconnaissance espérée par cet organisme censé représenter les travailleurs du monde entier. Manuel Rodriguez, dans son discours, l'a dit sans fard : « Cette manifestation du 1er Mai sera un appui moral catégorique pour les dirigeants syndicaux qui représenteront le Chili à la réunion annuelle de l'OIT » !

Pour mesurer l'ampleur de cette sinistre comédie, il suffit de rappeler que les manifestations du 1er mai à Santiago, ces dernières années, provoquaient des concentrations de plusieurs centaines de milliers de travailleurs et que celle de cette année, convoquée sur les ordres de la junte par un groupe de « syndicalistes » vendus depuis fort longtemps à la bourgeoisie, s'est effectuée dans une salle devant quelques 3000 dirigeants « syndicaux » qui « représentaient toutes les provinces du pays ». Jamais, bien-sûr, la junte n'aurait osé tenir la manifestation du « Jour du Travail » en plein air, où il aurait été facile de compter combien d'ouvriers venaient applaudir l'accolade Pinochet-Rodriguez.

Les autres orateurs de cette manifestation furent principalement **Hernol FLORES, Guillermo MEDINA, Washington SEPULDEVA** et **Oscar MUNOZ,** tous marqués par un long passé de « jaunes ».

COMMENT SONT DESIGNES LES « DIRIGEANTS SYNDICAUX » ?

La promotion de ces orateurs, comme celle de la plupart des « 3000 dirigeants » assemblés le 1er mai pour écouter les débuts du « dialogue entre la junte et la classe ouvrière » (!), découle de l'application du décret-loi n° 198 de la fin de l'année dernière, qui règlemente le mode de désignation des dirigeants syndicaux, à tous les niveaux, pour occuper les nombreux postes que la répression a laissés vacants, que ce soit dans les organisations syndicales, aussi bien que dans les sections syndicales d'entreprises.

Etant donné que toute élection, quelle qu'elle soit, est strictement interdite depuis le coup d'état, la junte a décrété — dès le moment où elle prétendait garantir à nouveau la liberté syndicale — que tous les postes vacants seraient repourvus automatiquement par la désignation des travailleurs ayant la plus grande ancienneté dans leurs entreprises ou dans leur profession. S'il y a plusieurs travailleurs de même ancienneté, pour un poste à repourvoir, on choisit selon l'ordre alphabétique !

Comme le dit l'hebdomadaire ultra-réactionnaire « Que Pasa » : « L'important c'est que le fonctionnement administratif des syndicats soit assuré ».

LA LIBERTE SYNDICALE GORILLE

A la fin de 1973, la junte, par son décret-loi que nous avons cité, a prétendu rétablir les libertés syndicales. A cet effet, elle avait alors créé une nouvelle « Centrale Syndicale », qui, disait-on, représentait déjà, quelques semaines après sa création, plus de 700 000 salariés. A la tête de ce syndicat vertical, la junte avait désigné un ancien dirigeant syndical des dockers de Valparaiso, un nommé **RIOS**, militant démocrate-chrétien. Interrogé par « La Prensa », organe aujourd'hui disparu de la Démocratie Chrétienne, sur la réalité de ces « libertés syndicales » concédées par la junte, RIOS répondait (le 9 janvier 74) : **« Nous devons signaler sincèrement que l'activité syndicale se voit ainsi limitée à pas plus de 10 à 12 % de ce qu'elle était avant. Pour nous, cela équivaut à une interdiction du mouvement syndical » !**

On n'a plus beaucoup insisté, par la suite, dans les milieux officiels, sur cette « Nouvelle Centrale Syndicale » et sur son président provisoire.

UNE IMPRESSION D'INACTIVITE

L'hebdomadaire « Que Pasa » , qui a voué à la manifestation du 1er Mai une importance considérable (pour la première fois de son existence), a fourni une « explication » originale sur le rôle et la fonction des syndicats actuellement au Chili :

« L'impression d'inactivité des syndicats est due à ce que ces organismes avaient jusqu'alors limité leur action presque exclusivement à des fonctions revendicatives. Comme demande d'augmentation des salaires, réadaptations, etc. Actuellement, les organismes de conciliation ne fonctionnent pas et les accords contractuels ont été prorogés par décrets-lois. Ainsi, les syndicats et leurs dirigeants doivent maintenant affronter les nombreux et difficiles problèmes ... du bien-être, ... de bénéfices sociaux divers,... d'information et de liens entre les entreprises et les travailleurs, de l'intégration de ceux-ci à l'entreprise, etc... D'un autre côté, les assemblées syndicales ne sont pas interdites, mais limitée, en raison de l'état de guerre interne. Elles doivent être uniquement de caractère informatif ou interne, sans accords ou décisions, et doivent être annoncées deux jours à l'avance aux autorités de police. Les dirigeants ne se donnent pas la peine de faire les démarches nécessaires et, souvent, préfèrent ne pas convoquer d'assemblées, créant ainsi un sentiment de désarroi parmi les travailleurs. Les dirigeants renoncent également à porter devant la justice les cas de non-respect des dispositions légales par les patrons, par un sentiment de crainte injustifiée d'être mis à la porte par les patrons » ! ! !

PERSPECTIVES ?

Dans son discours du 1er mai, Pinochet a rappelé que, dans un premier temps, il avait été nécessaire de supprimer toute activité syndicale. Passée cette période, dit-il en substance, le gouvernement a régularisé l'action syndicale au niveau des directions (ce fut le décret-loi dont nous avons parlé, avec la désignation des dirigeants par ordre alphabétique) !

« Aujourd'hui — conclut Pinochet — nous faisons un nouveau pas, car à partir du 3 mai et comme preuve de notre désir de perfectionner les liens entre le gouvernement et les travailleurs, entreront en fonction les Offices des Affaires Sociales et du Travail, dans toutes les provinces du pays. Ces organismes nous permettront d'établir un mécanisme de communication avec vous. Par ces mesures, il deviendra possible :

a) de maintenir correctement informée la base sociale du pays sur les décisions politiques de ce gouvernement, engagé à représenter tous les secteurs nationaux ;

b) d'informer les autorités de ce qui se passe et de qui inquiète cette base sociale, de détecter s'il existe quelque erreur, en raison d'une mesure ou d'une autre prise par le gouvernement, dans le but d'effectuer immédiatement la correction ».

Les deux citations — de « Que Pasa » et de Pinochet — expliquent mieux que tout commentaire ce qu'est la réalité syndicale chilienne, ses perspectives, sa représentativité

C'est cela que vont tenter de faire accréditer devant l'OIT, les « représentants » des travailleurs chiliens qui vont débarquer ces jours-ci à Genève.

30-5-74

P. RIEBEN

MANIFESTATION A LYON

C'est après la fin de la manifestation que six camarades des comités Chili de Lyon ont été appréhendés. Dès l'annonce de leur arrestation, la riposte s'est organisée. Samedi soir, deux rassemblements se font devant le commissariat central de Genève. Vers 22h 30, une délégation est reçue par un commissaire principal ; ce dernier déclare que toutes les informations concernant les six Français arrêtés seront communiquées à la presse. C'est par les journaux du dimanche matin que la nouvelle de leur inculpation et de leur transfert à la prison St Antoine est connue. Malgré les « difficultés naturelles » de mobilisation dominicale, la riposte s'est amplifiée : motion de solidarité votée le matin lors d'un meeting du comité italien antifasciste ;

manifestation à 13 heures devant la prison, ce qui permit de repérer les cellules de deux camarades et de leur transmettre consignes, conseils, et encouragements par porte-voix.

Dans l'après midi et la soirée, le juge chargé de l'affaire a reçu plusieurs dizaines de télégrammes exigeant la libération sans inculpation, provenant entre autres de la quasi-totalité des comités Chili de Suisse et du comité Chili de Lyon.

Lundi matin, lors de l'audience devant le juge d'instruction, les six camarades ont pu entrer en contact avec un avocat alerté par les comités Chili. Dans la journée les prises de position se multipliaient notamment à Lyon et à Paris.

La rapidité de la riposte en Suisse et en France a contraint les autorités à libérer nos camarades lundi à 17h 30.

MANIFESTATION DE GENEVE

C'est autour du mot-d'ordre « Junte hors du BIT, hors de Suisse » que les comités Chili de Suisse ont développé une intense campagne pour que les bourreaux du peuple chilien ne puissent parler impunément.

Dès l'ouverture de la Conférence, le comité Chili de Genève a diffusé tracts et brochures de dénonciation en perturbant la première séance. Parallèlement, tous les représentants des organisations syndicales, à l'exception de l'AFL.CIO (USA), ont refusé par un vote, de reconnaître d'autre représentant des travailleurs chiliens que la CUT encore présente à l'OIT.

Cette intense mobilisation a débouché sur une manifestation de masse de plus de 3000 personnes, le samedi 8 juin à Genève ; cette manifestation était convoquée par la coordination nationale des comités Chili de Suisse et soutenues par de nombreuses organisations politiques (dont la LMR/RML, section suisse de la IVe Internationale) et par le CSLRPC de France.

Parti du centre-ville vers 15 h, après les interventions des comités Chili suisse et français, le cortège se dirigea vers le siège des organisations internationales (ONU.OIT). Derrière le comité genevois, les différents comités locaux avaient pris place dans une manifestation très combative avec banderoles et slogans en Français, Italien , Espagnol et Allemand. Par un portail ouvert, les manifestants pénétrèrent sur le territoire même de l'ONU, fait unique jusqu'alors. Devant les bâtiments officiels un meeting s'est tenu et des organisations de la résistance chilienne (MIR, MAPU, PS...) purent se faire entendre sous la forme de messages, les autorités suisses leur interdisant d'être présentes physiquement. C'est pendant ce meeting que, spontanément, un groupe de manifestants décrocha le drapeau de l'ONU pour hisser un drapeau rouge. Enfin le cortège, après être sorti par la porte principale, s'est dispersé sans encombre devant la gare centrale (Cornavin).

Partout où les représentants des fascistes chiliens se rendront, qu'ils sachent que les militants anti-impérialistes les recevront chaque fois comme ils le méritent jusqu'à la victoire finale de la résistance.

YOUGOSLAVIE : REPRESSION CONTRE LES ETUDIANTS

L'épreuve de force entre les dirigeants de la L.C.Y. et l'intelligentsia oppositionnelle de gauche, latente depuis 1968, risque de s'accélérer dans les jours qui viennent. Actuellement, des mesures administratives sont envisagées contre les huit professeurs de la faculté de philosophie de Belgrade (Mihailo Markovič, Ljubomir Tadič, Miladin Zivotič, Triva Indič, Neboisa Popov, Svetozar Stojanovič, Zaga Pešič-Golubovič et Dragoljub Mičunovič) visant à les éloigner de la fac et de la vie publique, tandis que des poursuites judiciaires sont engagées contre les étudiants qui les soutiennent.

La « nouvelle gauche » yougoslave, qui s'exprime principalement dans la revue « Praxis », se manifesta pour la première fois en 1960. Bénéficiant de l'enthousiasme réel que l'idée d'autogestion soulève dans la classe ouvrière et de la libéralisation sans précédent de la vie politique, la nouvelle gauche s'orienta dès le début, vers les solutions marxistes-révolutionnaires. Des journaux étudiants échappèrent à la tutelle du parti et plusieurs revues théoriques furent créées tandis que conférences, colloques et rencontres internationales s'organisaient régulièrement. La plus connue de ces rencontres internationales est sans doute celle de korčula, où prennent part de nombreux marxistes, dont Ernest Mandel, Goldmann, Lukacs, Bloch, Marcuse. L'édition du livre marxiste n'a rien de semblable à celle des autres pays de l'Est : des auteurs aussi peu « orthodoxes » que Mandel ou Trotsky sont largement traduits et édités.

Si pendant un certain nombre d'années, les attaques contre l'intelligentsia ne dépassèrent que très rarement le stade des sommations générales et des menaces verbales, tout changea au lendemain de juin 68 (1).

A peine réveillée du cauchemar provoqué par le slogan étudiant lourd de significations « **la révolution n'est pas terminée** », la bureaucratie se lance dans une attaque généralisée contre « ceux qui, prétend-on, fomentent la conspiration contre le socialisme ». La campagne de « clarification politique » est préparée en bonne et dûe forme. On essaie d'abord de démontrer que les intellectuels sont des anti-marxistes. Mais les gardiens officiels de la « pureté révolutionnaire » ne se montrent pas à la hauteur : «... eux (la nouvelle gauche) ils fouillent dans les livres du matin au soir, ce qu'aucun de nous n'a le temps de faire et nous devrions réfléchir à la manière de nous organiser dans ce domaine ,: (discours de Bakarie, n°3 du régime, 1973). Alors, on a recours aux « grands moyens » : on exclue du parti (en juillet 68) toute la cellule de la faculté de Philosophie(de Belgrade (130 membres !)

Les bureaucrates de par le monde ont toujours eu leur « groupe d'intellectuels ennemis-de notre-système ». Ce qui est déjà plus inhabituel, c'est que des attaques aussi violentes **datant de plus de 5 ans** n'aient pas trouvé un écho favorable parmi les autres enseignants et étudiants de philosophie à Belgrade et en Yougoslavie en général. Les communistes de la faculté où enseignent les principaux accusés **ont refusé à plusieurs reprises d'assumer l'initiative de l'exclusion des professeurs, repoussant les résolutions-directives des plus hautes instances du vomme non fondées et incorrectes. De même pour le Conseil de la Faculté (structure d'auto-gestion de base dont font partie les enseignants d'une faculté) qui repoussa systématiquement les recommandations de la plus haute instance législative de la république de Serbie**, déclarant qu'« il n'y a pas d'ennemis du socialisme à la faculté de philosophie ».

En décembre 73, les instances dirigeantes du parti à l'Université, profitant de la nouvelle loi de la république sur l'enseignement supérieur, envoyèrent aux différentes facultés une recommandation fixant les critères « d'aptitude morale et politique » des enseignants. Toutes les facs l'acceptèrent, à l'exception du Conseil de la fac de philo qui la rejeta en soulignant qu'on pouvait accepter le programme politique de la L.C.Y et refuser sa politique au jour le jour ! De plus ils rejetèrent la formation d'un nouveau conseil de faculté qui ouvrait les possibilités légales d'exclusion de professeurs et d'étudiants : la moitié des membres de ce conseil étant nommée par les autorités.

La bureaucratie jette alors son masque et le doyen se fait convoquer en « haut lieu ». De retour, il réunit encore une fois le Conseil de la fac et exposa les conséquences qui suivraient si le Conseil ne revenait sur sa décision. Le vote sera à bulletins secrets, aucune discussion ne le précéda, car, c'était clair, on y votait tout simplement pour ou contre son propre emploi. Le résultat : sur 160 présents, 83 en faveur du diktat, 30 contre, 40 abstentions, 7 refus de vote.

LA RIPOSTE DES ETUDIANTS

Mais croire que l'exclusion des 8 était acquise était mal connaître l'université de Belgrade (occupée en 68 pendant une semaine et rebaptisée « université rouge Karl Marx »). La combattivité et la capacité d'organisation des étudiants de philosophie firent à nouveau leurs preuves : le 26 décembre 197, c'est-à-dire au lendemain du diktat, se tint une AG extraordinaire des étudiants de la faculté (734 étudiants). Avant de commencer la discussion l'AG décide d'expulser les journalistes de la presse officielle, en signe de protestation contre le dénigrement systématique des actions étudiantes. Après avoir considéré que le Conseil avait cédé à **des pressions et à un chantage grossier »**, que la décision avait été prise **« de façon antidémocratique dans une atmosphère de peur et de persécution »**, l'AG adopta(à une majorité de 734 contre 3) une résolution en faveur des professeurs distribuée par tract :

« Nous considérons que la faculté est une institution humaniste aux options réellement communistes, et qu'aucun membre de cette faculté ne peut être démis en tant qu'ennemi du socialisme auto-gestionnaire. Pour cela nous sommes absolument contre toute distinction du soi-disant groupe de professeurs de l'ensemble de la faculté. En fonction de cela, il peut y avoir de discussions sur l'exclusion de qui que ce soit de la Faculté de Philosophie ». En conclusion, l'AG mandata le comité étudiant pour proclamer l'état d'exception et la cessation des cours dans le cas d'une atteinte violente à l'intégrité de la Faculté (mise à l'écart des professeurs). **Les deux autres grandes facultés de philosophie , celles de Zagreb et de Ljubliana se solidarisèrent immédiatement** avec les décisions de l'AG. Une coordination fut constituée, aboutissant à la rédaction d'une Résolution, en janvier 74 : constatant que la classe ouvrière n'a toujours pas d'influence décisive au niveau du pouvoir concentré dans les mains d'une élite, la résolution appelle à lutter pour « un socialisme autogéré dans lequel le prolétariat, par la démocratie ouvrière, détruit résolument toutes les formes d'exploitation de monopoles, de privilèges ». Fâce à cet engagement autpauthentiquement socialiste, la bureaucratie n'a qu'une réponse : la répression. Une information est ouverte contre 11 étudiants des trois facultés de philo. Le 28 mars Vladimir PALANCANIN, accusé « d'avoir lu la résolution en AG des étudiants » est arrêté. L'été est propice aux procès, il faut les attendre pour les jours qui viennent.

Pour réussir son action, la bureaucratie compte sur **l'essoufflement du mouvement étudiant et sur son isolement. Extrêmement sensible à son « image de marque démocratique et auto-gestionnaire », elle s'efforcera d'engager les épreuves de forcependant les vacances, pour qu'elles aient moins de retentissement**. Mais les révolutionnaires du monde entier briseront le mur du silence. Ils feront de chaque procès contre les militants communistes yougoslaves le procès de la bureaucratie.

Filip Latinovicz.

LES NOTRES

Les révolutionnaires latino-américains célèbrent le 15 juin le premier anniversaire de la mort de Nilton da Silva, militant brésilien assassiné à Santiago du Chili par les bandes armées de la réaction.

Militant du M.I.R., il est tombé en combattant alors qu'il défendait le local central du parti socialiste attaqué par un commando fasciste de Patrie et Liberté, du Parti national et de la Démocratie chrétienne.

Universitaire, il avait quitté le Brésil pour fuir la répression qui s'abattait sur l'avant-garde et les secteurs populaires. Pour lui, le Chili fut plus qu'une terre d'asile : c'était un front sur lequel il fallait lutter, c'était à ce moment le pôle le plus avancé de la révolution continentale.

Son travail durant « la grève d'octobre », la grève patronale de 72, fut exemplaire. Il fut l'organisateur et le principal dirigeant de l'expérience d'administration populaire d'un super-marché « occupé » par les habitants de la población d'El Presidente et dirigé par les travailleurs et les étudiants pendant plus de sept mois jusqu'à ce que des « marchandages » désespérés du réformisme finisse par le restituer à ses anciens propriétaires.

Sa mort fut aussi le signe de quelque chose de nouveau dans le mouvement révolutionnaire chilien.

Pour la première fois, l'action politique d'un étranger a été défendue politiquement. Elle l'a été en tout premier lieu, par l'attitude ferme de la direction du M.I.R. qui la revendiqua immédiatement et appela à une manifestation. Dans le discours prononcé lors de ses funérailles, Miguel Henriquez l'a défini comme « un agitateur et un révolutionnaire professionnel ».

En second lieu, son action fut élevée au rang d'exemple par tous les révolutionnaires latino-américains et étrangers en général. A l'Ecole d'économie de l'Université du Chili, s'est formée une brigade composée seulement de militants étrangers qui a pris le nom de « Brigade internationale Nilton da Siva ».

Son exemple fit tache d'huile. Enfin, les secteurs de l'U.P. eux-mêmes, réticents dans un premier temps, finirent par faire de son sacrifice héroïque un élément de l'histoire vivante de ces jours.

Lorsque Allende s'adressa au peuple le 2 juin, jour de la grève générale décrétée par la C.U.T. ce fut pour le citer comme « un étudiant, qui même sans être chilien avait versé son sang pour le peuple chilien ». Tous le saluèrent dans sa sépulture comme un révolutionnaire internationaliste, mort au combat pour la libération des travailleurs latino-américains.

La mort de Nilton da Silva, fut sans doute le prélude de ce qui allait arriver : une répression sanglante contre les travailleurs de la ville et de la campagne, contre les étudiants et les autres couches populaires, d'une intensité rarement atteinte en Amérique Latine.

La campagne xénophobe d'extermination physique, de torture et d'arrestation des « étrangers » montre aussi que la bourgeoisie a pris en compte la semence qu'avait constitué le sacrifice de Nilton da Silva.

Son sacrifice, n'a pas été inutile. Il restera inscrit dans l'histoire de la révolution latino-américaine comme un exemple de l' internationalisme prolétarien mis en pratique, il nous rappellera que la lutte pour le socialisme est une dans tous les pays, et que seule la révolution à l'échelle mondiale pourra libérer les travailleurs.

Ruy MARIANO

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas necessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ «ROUGE»

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....